courant alternatif

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°42 JANVIER 1985 12 Frs.

DOSSIER CONVERGENCE 84

CONTRE LES EXTRADITIONS

MODERNISME ET COGESTION

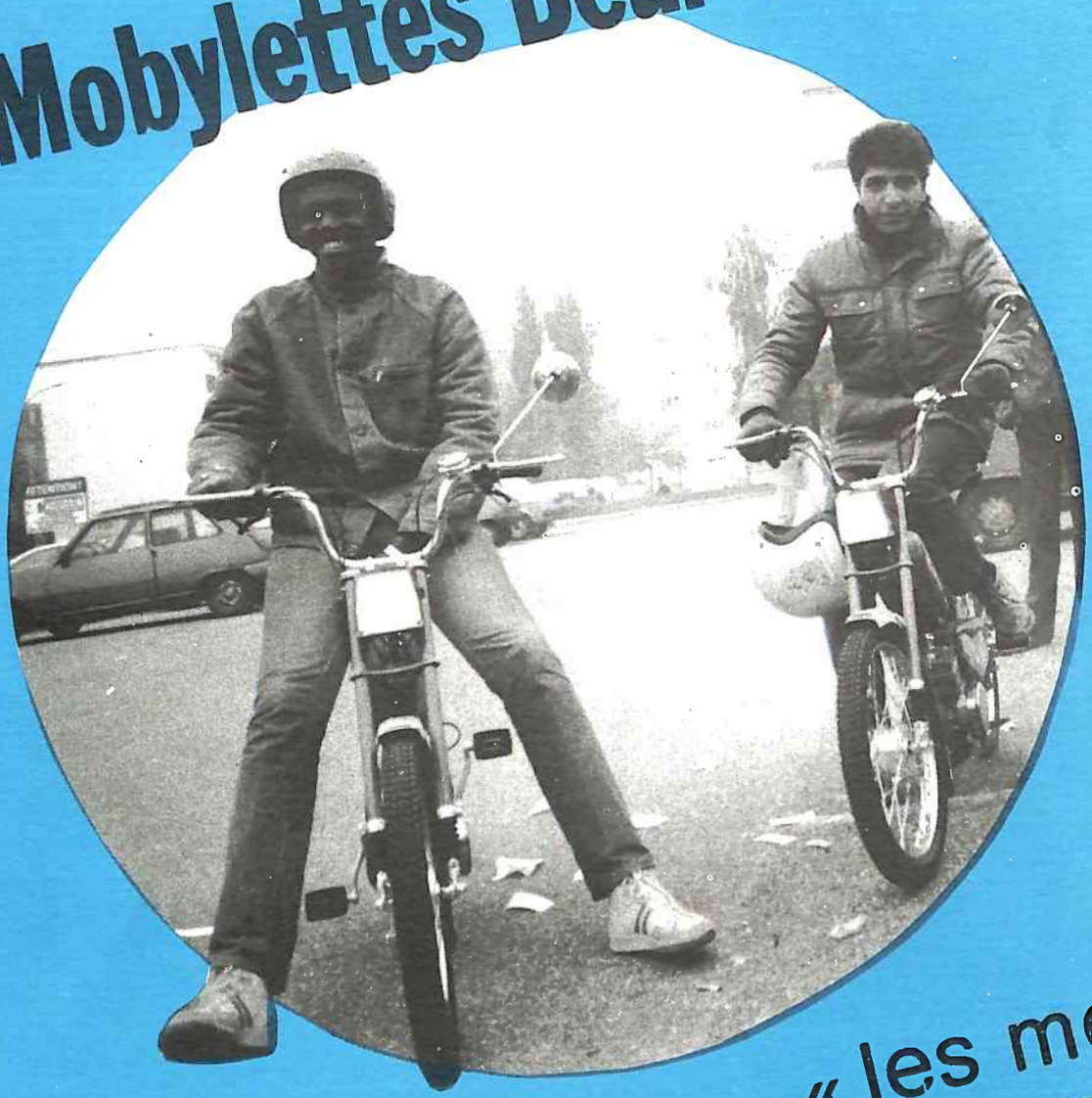
LONGWY

LYON : UN COLLECTIF UTILITAIRE

LUTTE EN COLOMBIE

LE PAYS BASQUE

Les Mobylettes Beur-Blanc-Black



« les mobs de la tolérance »

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal **(C.J.)** est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur **doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible**, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de **réaliser la maquette.**

Depuis trois années que nous fonctionnons ainsi, 18 villes ont *accueilli Courant Alternatif* : Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, Lyon, Paris, Boulogne/mer, Reims, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier. Cette année de nouvelles villes *s'ajouteront* certainement à cette liste (Longwy ? Champigny ? Tours ou d'autres ?)... d'autres *récidiveront* ...

Ce numéro a été préparé à Reims, le numéro 43 suivant l'aura été à Angers quand vous lirez celui-ci. Fin janvier la commission journal se tiendra à Caen, fin février à Longwy, fin mars à Albi, fin avril à Aix-en-Provence et fin mai à Champigny-sur-Marne.

JANVIER 1985

MAQUETTE OCL REIMS

COURANT ALTERNATIF
n° 42, janvier 85
Mensuel Communiste Libertaire
Réalisé par l'OCL
Edité par l'association 1901 La Galère
Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex
Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak, Ossas
Dépot légal : 47693
Com. Par. : 63627
ISSN : 0249-3195

CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
* OCL/Egregore
B.P. 1213
51058 REIMS cédex

NORMANDIE
* Courant Alternatif
B.P. 543 B
76 370 Neuville les Dieppes

* ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE
* OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES
* CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

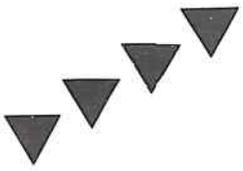
SUD - EST
* OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

BANLIEUE EST - PARIS
* RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST
* Acratie
B.P. 23
64130 MAULÉON

CENTRE
* La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

BOURGOGNE
* M.D.P.L.
BP 2616,
21056, DIJON cedex



MILLE EXCUSES !

Vous avez pu constatez dans le dernier numéro un certain nombre d'erreur de maquettage, en particulier dans l'article de compte-rendu de la rencontre de Venise, et dans celui sur la guerre d'Algérie.

En effet, par suite d'un retard de courrier dans l'acheminement de la photocomposition, la maquette a dû être faite en quatrième vitesse! Nous nous en excusons...

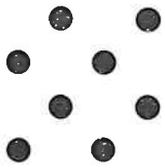
RECTIFICATIF

Nous avons reçu ce rectificatif de l'auteur de l'article sur la Bolivie paru dans le numéro 40 :

« ... Je ne sais pas si vous avez eu des échos des articles... je suppose que non, car la période est plutôt à l'absence de discussion. je voulais tout de même signaler que nous n'avons pas trop aimé le dessin publié (p.29) avec l'article sur la Bolivie. je crois que les faits sont suffisants en soi pour qu'on évite ce genre de " langage " de type situ... ce n'est pas grave, mais ce n'est pas notre genre... »

Preuve que les maquettages peuvent laisser place malheureusement à des contradictions entre les articles et les illustrations !!!

Egalement, dans la traduction d'un tract argentin sur les ouvriers de Ford, il fallait lire 100 disparus et 6000 licenciés, p. 30, et non le contraire !!



La suite de l'article sur la guerre d'Algérie, consacrée au FLN et à l'OAS, passera dans le prochain numéro, faute de place dans celui-ci.

EDITO

De jour en jour se manifestent sur le terrain social de nouvelles formes, de nouveaux enjeux, de nouveaux modes d'appréhension de la réalité et de nouvelles exigences. Le mouvement créé autour de Convergence 84 a révélé ce qui demeurait latent jusqu'alors : des divergences de langage, de sensibilité et de référence entre la militance traditionnelle et les noyaux de jeunes qui se mettent à bouger ici et maintenant.

Cette fracture, apparue au grand jour, a cristallisé pour un instant tout le bruit de fond où s'expriment de plus en plus nettement le déphasage des politiques, toutes tendances confondues, par rapport à une réalité sociale qui leur échappe, que leur discours ne parvient pas à saisir et que leur action ne sait plus modifier.

Le discours politique ne marche plus, mais c'est tout aussi bien l'autonomie du politique comme sphère de décision et d'intervention qui dérape dans un monde où le tissu social s'effrite, où le chomage inéluctablement progresse, où la régression sociale s'accentue toujours plus. La critique de la « politique séparée » déjà avancée dans les décades antérieures, par le mouvement des femmes, par certaines tendances écologistes, par toutes sortes de gens à la recherche d'une transformation concrète de leur existence quotidienne réapparait maintenant, mais réapparait pour une bonne part sous une face négative.

Le sentiment s'étend que la gauche et la droite c'est pareil, mais surtout dans des propos désabusés, sans que de nouveaux projets ne parviennent à se constituer. Libé avait chanté « vive la crise », et les médias maintenant entonnent les nouveaux hymnes du refus nihiliste de l'interrogation politique. Dans cette éclipse et dans l'acceptation unanime des restructurations actuelles, on propose de nouvelles images identificatoires, celle des jeunes cadres, branchés, intégrés et dynamiques, celle des fans de l'électronique. Peu après la manifestation pour Convergence, c'était aussi des dizaines de milliers de jeunes qui descendaient dans la rue pour soutenir NRJ. Au-delà de ceux qui cherchent de nouvelles voies, les fastes de la marchandise battent leur plein. A distance de ce délabrement de la scène politique le capital fait son œuvre. Avec toutes les conséquences qui s'en suivent. Les classes dominantes se transforment. L'ouvrier aujourd'hui ne voit plus son patron. Les centre de décision à mesure même des transformations économiques en cours, se déplacent. Les jeunes cadres offerts en modèle par les médias sont de plus en plus présents dans les appareils des firmes, publiques ou privées, les technocrates de l'industrie, du commerce, de la finance ou de la politique évincent les vieilles figures du bourgeois, du maître de forge, du rentier ou du parlementaire. Et en même temps, en bas de l'échelle sociale la classe ouvrière offre une résistance de plus en plus faible : contraction de chacun sur son emploi, disparition des modèles culturels traditionnels, régression sociale, licenciements... Et tout en marge commence à apparaître un nouveau monde de chômeurs, de tucards... définitifs, d'assistés, d'exclus de ce qui fut le prolétariat. Lutter contre cette coupure entre garantis et exclus, refuser cette inégalité, travailler à l'émergence et au développement des mouvements d'auto-organisation chez ces derniers, ce pourrait être cela maintenant notre tâche.

Reims le 12.12.84

ABONNEMENT

1 an (10 numéros) ..... 120 Francs

Chèques à l'ordre de Denis Jean
OCL / EGREGORE
B.P. 1213. 51058 REIMS cedex

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 F. ou plus

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires	200 Francs
3 exemplaires	280 francs
5 exemplaires	450 francs

A VENDRE

Vous voulez connaître tout le suivi, les informations, les analyses sur certaines luttes qui se sont déroulées depuis quelques années : Chooz, Golfech, Civaux, Vireux-La Chiers, Longwy, Le Pays-Basque ?

La collection complète de COURANT ALTERNATIF imprimé, c'est-à-dire depuis le n°9 jusqu'au n°39 soit 31 numéros pour 150 francs.

Passez les commandes à EGREGORE BP 1213, 51058 Reims cedex

LONGWY, 6 MOIS APRÈS

Longwy, 6 mois après les luttes du printemps... Au delà des silences de la grande presse, le démentèlement continue, les emplois foutent le camp de plus belle. Au-delà de la lutte retombée, il y a pour nous beaucoup de questionnements et d'incertitudes, parfois de l'amertume, et souvent des discussions qui partent un peu dans tous les sens. Peut-être aussi des éléments de réponse. à travers les questionnements et les divergences mêmes. Jean-Claude et Michel, Nestor et Serge sont, ou plutôt ont été militants du groupe 79-84, qui est actuellement au point mort. Ils avaient déjà parlé de la lutte dans CA de mai dernier (n°36). Patrice a partitipé également à la lutte, y compris aux actions de 79-84, mais d'une façon peut-être plus « marginale »

Hagar Dunor

Usine de la CHIERS, fermée en 1979.....

INTERVIEW de NESTOR et SERGE

Hagar Dunor: Comment s'applique la restructuration dans les secteurs où vous travaillez ? Comment ça réagit ?

Nestor: Pour l'instant, on ne sait pas très bien encore comment ça va se passer dans mon secteur. On est un service d'entretien, et on sait que sur la totalité des travailleurs d'entretien, un mec sur deux sera dégagé. Comment ça va se passer, c'est là où c'est pas clair.

Certains disent qu'on aura deux propositions de mutation et, en cas de refus, ça serait les congés de conversion. D'autres pensent qu'ils partiront directement en congés de conversion. De toutes façons, reconversion vers quoi, on ne sait pas... Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de garantie d'emploi au bout. Même sur les conditions salariales (de ces congés de conversion), on n'est pas au clair: c'est 70% du salaire brut, mais combien par rapport au net, et est-ce que les primes sont comptées là-dedans ? (1) Les délégués à qui on pose la question ne sont pas foutus de nous répondre clairement.

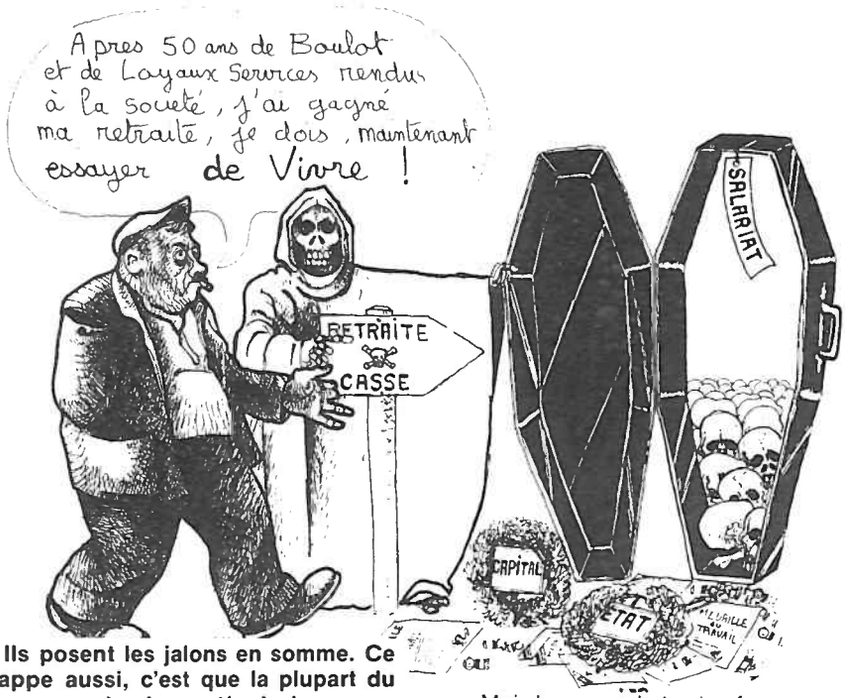
On ne voit personne non plus pour te dire si on va proposer les mutations aux gars des secteurs qui vont fermer, ou si on va les proposer à tous les jeunes de l'usine, par exemple les moins de 30 ans, pour reclasser à la place des mecs proches de la pré-retraite, des mecs de 45-46 ans, qui pourraient dégager plus vite. Alors beaucoup se posent des questions par rapport à ça.

C'est l'incertitude générale. En fait, on ne voit pratiquement plus de délégués. Ni CGT, ni CFDT. C'est la grosse débandade ! Alors, pour l'instant, tout le monde attend, et il y en a pas mal qui essaient de se placer, de se faire bien voir, etc. On est quand même une paire à espérer qu'il se passe quelque chose, mais...

Il y a aussi des bruits qui courent, que les contremaîtres sont en train de préparer des listes avec les noms de ceux qu'ils voudraient voir partir, avec une note pour chacun.

Serge: Au Train-à-fil, c'est un secteur moderne — soi-disant le meilleur d'Europe ! — alors on fait croire aux gens qu'ils partiront pas... enfin, aux jeunes, parce que les gars de 45 ans, pour eux il n'y a plus rien à faire, ils attendent la pré-retraite tranquilles. Mais les jeunes ne sont pas fous non plus, ils voient bien ce qui va se passer... Leur réaction à eux, c'est de dire: ils vont commencer à virer ceux qui rentrent du service militaire, puis les célibataires, puis celui qui est marié sans gosse, etc.

D'ailleurs, par rapport aux bruits qui courent, que les services font des listes pour savoir qui va partir ou pas, c'est un bruit, mais je crois qu'il est pas si faux que ça, parce que les contremaîtres qui se baladent de gars en gars pour leur dire: « Toi, t'es marié, mais tu n'as pas d'attaches à Longwy, tu n'as pas de maison », etc., ils savent quand même qui ils vont voir !



H.D.: Ils posent les jalons en somme. Ce qui frappe aussi, c'est que la plupart du temps on parle de partir de Longwy. Qu'est-ce qu'on peut espérer au plan des mutations dans le Bassin?

N.: Les mutations internes, ça peut pas aller très loin, puisque ce qui est prévu c'est une réduction des effectifs de 5500 à 1500, avec un palier de 3000 fin 87 (4100 fin 85). Pour le reste, la préfecture parle de la création de 6000 emplois, mais c'est des projets pour dans 3 ans (2), et la plupart sont situés en Moselle ou sur Nancy, à 80 ou 100 km d'ici. Et avec quelles conditions de travail et de salaire? Le seul truc qui semble à peu près sûr, c'est les 300 emplois de Thomson. Quand on sait qu'il y a plus de 4000 chômeurs dans le Bassin...

En tout cas, dans l'usine, ils affichent systématiquement les possibilités de mutation à Dunkerque, Montataire, Valenciennes, les boîtes de sous-traitance, Bourg-en-Bresse et tout ça...

A Bourg-en-Bresse, c'est une usine de câbles, et les mecs qui sont partis là-bas se retrouvent maintenant en sureffectif dans la boîte. De même, il y a pas mal de gars qui sont partis à Montataire — là-bas ils font surtout de la tôle, beaucoup de produits plats —, et on a vu ces derniers jours sur le journal qu'ils allaient commencer à restructurer dans la filière des produits plats, et Montataire, qui est en sur-capacité, est pris là-dedans.

Ce qui veut dire qu'il y a beaucoup de gens qui croient être mutés et avoir une garantie d'emploi, alors que maintenant, une garantie d'emploi, tu l'as nulle part... Tu ne peux plus dire maintenant je pars là, je fais dix ou quinze ans dans la même boîte, c'est plus possible.

S.: Au Train-fil, on propose à 10 gars du service entretien et à 10 autres du service électrique de partir à l'EMON, l'école de maîtrise d'Usinor, et le gars qui accepte doit signer une feuille comme quoi il s'engage à ne pas être repris à sa sortie sur Usinor-Longwy. Il s'engage à être muté, et il ne sait pas trop où. Alors, il a une formation de deux ans et au bout du compte, il ne sait pas où il ira. Il ne sait même pas s'il aura une place suivant sa qualification. Il aura une place quelque part, mais il ne sait pas trop ce que ça sera et pour combien de temps... parce qu'il peut se retrouver dans une boîte qui ferme 6 mois après!

Mais les gars, de toutes façons, ne voient pas d'autres solutions, alors ils essaient de se barrer du mieux qu'ils peuvent... Enfin, c'est ce qu'ils en pensent. Ils se disent: « Ou alors c'est la porte dans 2-3 ans, carrément sans rien, ou alors c'est ça, avec une petite chance d'avoir quelque chose après, d'être un petit chef ou un truc comme ça, mais ailleurs.

H.D.: Ces départs, ces mutations qui sont déjà en cours et qui vont s'accélérer, comment ça se traduit au niveau des conditions de travail dans la boîte?

N.: Dans mon service, pour l'instant, on est une douzaine à travailler à l'entretien, de jour. D'après ce qu'on nous dit, il ne restera plus que 5 personnes. Il font fondre plusieurs équipes ensemble, et ceux qui resteront feront leur boulot, plus celui des autres!

Les gars de tournées (de production) gueulaient pour avoir des mecs en plus, on leur a répondu que bientôt ils ne seraient plus que deux par équipe, alors qu'en ce moment ils sont encore 3 et même 4 dans certaines équipes. Il veulent démarrer une marche en 7 équipe 1/2, à 2 tournées, mais je ne sais pas trop comment ça va se passer, ça.

S.: Ce qui se passe au Train-fil, c'est qu'avec la production qu'on a été chercher du fait des Trains-fil qui ont fermé ailleurs, il va falloir taper dans le boulot! Ce qui veut dire qu'ils vont être obligés de refaire des équipes pour arriver à suivre la production: diviser les équipes, pour arriver à suivre, mais avec le même nombre de gars.

N.: Avec 3 équipes de 4 bonshommes, tu peux faire 4 équipes de 3, par exemple. Et tu as une charge de travail plus importante.

S.: Ça veut dire aussi qu'il faudra retravailler peut-être les samedis matins, ce qui ne se faisait plus... On a supprimé une équipe il y a deux ans parce qu'il n'y avait plus de commandes, et maintenant qu'on a rattrapé tout ça, il faut refaire 750 tonnes par poste, avec le nombre qu'on est. Alors ça va cracher dur! Je ne sais pas comment ils vont faire avaler ça...

N.: En entretien, ils veulent dégager 1 mec sur 2. Ça veut dire que quand ils auront des problèmes, des grosses casses, ils feront appel à des entreprises (extérieures). Par exemple, toute la maintenance des engins sur le site de la Senelle serait repris par Casola.

H.D.: C'est un processus qui a été déjà enclanché en 79 (voir ICE, etc.), ils vont faire passer tout un tas de services d'Usinor à la sous-traitance, à des entreprises extérieures qui interviennent ponctuellement. Et ces entreprises ne sont pas couvertes par la CGPS (du moins jusqu'à présent), et avec aussi des conditions de travail et de sécurité bien plus dégueulasses...

S.: Les accidents du travail mortels ou graves, c'est le plus souvent des gars d'entreprises extérieures qui en sont victimes.

H.D.: Comment voyez-vous la position actuelle des syndicats?

N.: Je ne parle pas de F.O., c'est pas la peine... La CFDT c'est devenu... si je voulais voir une assistante sociale, c'est exactement la même chose! La CGT, c'est plus difficile à cerner... Quand ils avaient leurs ministres au gouvernement, ils ne bougeaient pas: il n'y a qu'à voir comment l'U.L. de Longwy a laissé la CGT-Rehon se démerder toute seule. Maintenant qu'ils ont rompu avec les socialistes, ils essaient de relancer une agitation, mais en même temps ils freinent aussi, même les actions qu'ils ont lancées (3).

S.: Dans mon coin, il n'y a plus tellement de présence syndicale. Ni FO, ni CFDT, ni CGT. Une remarque, quand même, sur la CFDT: c'est que maintenant, elle fait appliquer la Convention, et puis c'est tout. Au Train-à-fil, ils se battent sur les formes d'application des 1/2 équipes et des trucs comme ça. A une certaine époque, t'aurais eu des mesures comme ça, c'était la révolution au Train-à-fil. Maintenant, on aménage!

H.D.: Est-ce que vous pensez qu'il y a des aspects positifs dans la Convention sociale?

S.: La Convention sociale, en fin de compte, ça signifie la fermeture du Bassin, et puis terminé!

N.: Moi je pense que derrière tout ça, il y a l'idée de nous faire accepter la fin de la garantie de l'emploi, des baisses de salaire, etc. C'est la crise, et par rapport à ça, il y a tout le discours du gouvernement et de la CFDT, qui essaie de nous culpabiliser pour nous faire accepter des sacrifices: on te montre des gosses en train de crever de faim à la télé, et derrière, on te sort qu'il faut savoir accepter une perte de salaire, une baisse de pouvoir d'achat. Seulement, on nous parle d'une baisse du pouvoir d'achat pour nous, ouvriers, mais on ne parle du pouvoir d'achat des cadres, des ministres, des actionnaires...

Quand on commencera à dégommer les hauts salaires, les hauts revenus, alors on pourra parler de solidarité. En attendant, il y a un million de chômeurs qui ne reçoivent aucune indemnité! Et les gosses qu'on nous montre à la télé, pourquoi ils crèvent de faim? C'est les capitalistes qui organisent ce système, et c'est les classes dirigeantes de ces pays qui en profitent aussi.

Puis quand on voit toutes les magouilles, les mecs qui montent des entreprises, qui piquent du pognon à droite, à gauche. Du pognon, il y en a qui circule... Il y a pas

longtemps encore, un mec avait une entreprise à Neuves-Maisons ; ils mettaient des jouets en boîte, il y avait une quinzaine de femmes, dehors, en plein vent, dans l'ancienne usine de Neuve-Maisons, avec tout qui se cassait la gueule. Quand elles ont commencé à gueuler, le mec a dit : « C'est pas la peine de gueuler, demain je me barre à Longwy, je vais toucher du pognon » !... Il y a un racket formidable...

S. : Ils montent un truc avec les subventions et quand ils ont fini de tirer leur pognon, ils ferment. Et ils laissent les gens sur le carreau.

Alors, ces histoires de sacrifices, ça me fait marrer, si on peut dire ! Il pourrait y avoir aussi le sacrifice du célibataire pour le mec marié avec des gosses : t'es célibataire, tu peux laisser ta place pour qu'un père de famille arrive à subsister avec sa femme et ses gosses... et ainsi de suite.

H.D. : Sous prétexte de solidarité, on peut en arriver à opposer les uns aux autres... Ceci dit, c'est vrai aussi qu'on ne pourra pas foutre en l'air le système si on reste chacun dans son coin, et qu'il faudra arriver à mettre en place des solidarités de lutte.

... Pour revenir à la Convention sociale, il y a d'un autre côté la politique de la CGT, qui est de dire : on ne signe pas, et qui prétend continuer à se battre contre l'arrêt du Feuillard (avec derrière l'idée du « produisons français », de la redéfinition des quotas européens de production, etc.). Il n'y a pas si longtemps, en septembre, le PC disait à propos du Feuillard : « On peut encore éviter l'irréparable », c'est-à-dire la fermeture. On dirait qu'il y a une espèce d'obstination à marcher dans l'illusion (4)...

S. : Le Feuillard, c'est un peu comme la Chiers en 79 : « Pas un boulon ne sera démonté », c'était toujours le même discours, et finalement ça s'est fait quand même. Alors la réaction des gars de la boîte, c'est de dire : « Le Feuillard, ça sera la même chose ». Vous racontez votre messe, et c'est tout.

... Je sais pas, mais c'est un truc bizarre, la façon de lutter de la CGT : c'est comme si on prenait un truc publicitaire. Un coup, c'est : « Pas un boulon ne sera démonté », plus tard c'est : « Lutter pour le Feuillard », après ça va être quoi ? La mutation ?

Le résultat du truc, on s'en fout, on a vraiment l'impression que c'est pour faire de la propagande CGT et puis c'est tout. Ça va pas plus loin.

H.D. : Et 79-84 dans tout ça ?

N. : Pour moi, 79-84, c'est un truc qui ne pouvait pas marcher. Il y avait trop de gens d'opinions différentes. Et puis, au départ, il y avait pas mal de gens de droite qui étaient avec nous. Ça, c'est des choses que les syndicats comme la CGT et même la CFDT nous ont foutues sur la gueule.

H.D. : Ça s'est décanté relativement rapidement, quand même : quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas récupérer, ces gens-là sont partis.

N. : Oui, mais une fois que tu avais une image... Il y a pas mal de mecs qui, un moment, auraient été attirés, mais qui ne sont pas venus à cause de ça... Je pense en particulier à des jeunes de la CGT.

Ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'il y avait beaucoup de gars qui gardaient leurs responsabilités syndicales, et qu'à un moment il aurait fallu franchir le pas : vraiment être indépendants.

H.D. : En même temps, il y a le danger de faire une nouvelle boutique, à l'égal des autres...

N. : Pas si tu te bases sur une ligne de lutte de classes. Parce que les autres... la lutte de classes, où elle est ? Et quand on voit toutes les magouilles qu'ils font actuellement, que ça soit la CGT, CFDT ou autres, au niveau du C.E., les combines électorales...

S. : Si on pensait refaire un syndicat supplémentaire, je ne sais pas si les gars s'investiraient là-dedans : ça ferait un syndicat de plus. Il y en a déjà pas mal... qui font rien. Pourquoi un de plus, qui ne fera peut-être encore rien...

D'un autre côté, ce qui est clair actuellement, c'est qu'on n'entend plus parler de 79-84 dans la boîte. Plus personne ne pose de questions, c'est comme si ça n'avait pas existé.

H.D. : Pourtant, je crois qu'il y a eu un tas d'acquis importants à travers 79-94...

S. : Nous, on le voit comme ça, parce qu'on y à participé. Mais pour ceux qui regardaient ou qui attendaient, je sais pas, il n'y a plus de réaction, ça n'a jamais existé. Parce que c'était pas structuré, je pense.

N. : Comme acquis, je vois surtout que ça a permis de faire réfléchir une paire de mecs par rapport aux organisations syndicales. Mais, ça concerne quoi... quelques-uns. Et de même qu'en 79, tu as des gars qui se sont posés des questions, là aussi tu en as une paire qui se posent des questions. Quelques-uns, une minorité. Et on en est toujours là.

H.D. : J'ai l'impression quand même que, à travers 79-84, on a avancé au niveau de l'analyse, par rapport à ce qu'on disait les uns et les autres, dans nos syndicats respectifs, en 79.

S. : D'accord, mais je crois que, si on ne s'est pas fait récupérer au départ par F.O. et la CGT, à la fin on s'est quand même fait récupérer par la CFDT. Parce que, quand même, les derniers qui sont restés dans le groupe, c'étaient majoritairement des gens de la CFDT, qui y sont retournés maintenant et qui, en gros, réappliquent la politique CFDT.

Ce qui a fait notre grande limite aussi, c'est qu'on n'était pas implanté dans un secteur. On aurait été implanté ne serait-ce que dans un secteur, on aurait pu lancer des actions dans l'usine, et ça c'était très important.

S. : Une faiblesse qu'on avait par rapport à la lutte de 79, c'est qu'à cette époque là, c'était quand même plus interprofessionnel qu'en 84. Même nous, le groupe 79-84, on est resté dans une lutte pour la sidérurgie. On a essayé de l'élargir, surtout avec les chômeurs, mais on n'a pas pu faire grand-chose de concret.

Ce qu'il y a aussi, c'est qu'on a été capable de faire quelque chose quand ça bougeait déjà, mais on n'a pas été capable de lancer quelque chose quand c'était calme.

H.D. : Au début, c'était pas si clair que ça : on a quand même lancé les opérations coup-de-poing alors que ça ne bougeait pas du tout en dehors des gars du Feuillard, et que leurs actions à eux étaient encore limitées. Mais par la suite, surtout à partir du 4 avril, c'est vrai qu'on a souvent eu le réflexe d'attendre les initiatives des syndicats et que, de fait, on était souvent à la traîne de la CGT (les autres syndicats ne réagissant pas) et de ses initiatives qui n'ouvraient pas de perspectives. Plus tard, certains copains ont eu l'idée qu'il fallait créer un syndicat autonome, ou en tout cas une organisation plus stable et structurée que le groupe...

N. : Ça avait amené un courant d'idée différent, déjà. Et puis je crois que ça aurait pu marcher. En ayant une démarche totalement différente des autres, en étant un syndicat vraiment autonome, en montrant qu'on n'avait pas de directives de Paris ni d'ailleurs. On est sur place, on décide sur place.

Je crois que ça aurait pu marcher, mais ça demande aussi un sacré boulot militant, c'est pas non plus évident.

S. : Moi j'étais favorable à ça. Je pense qu'il fallait être structuré. Avoir quelque chose de concret autour de soi. Au niveau de 79-84, j'ai souvent eu l'impression que c'était presque des démarches individuelles.

H.D. : je ne crois pas. Parmi les derniers, il y avait autant de gens qui étaient marginaux à la CFDT et qui n'y sont pas retournés.

Mais, de toutes façons, ça pose la question qu'on n'a pas su ou pu continuer 79-84, et, par rapport à ça, la réaction des gens qui veulent quand même continuer à faire quelque chose, c'est de dire : « Il n'y a plus rien à 79-84, c'était un truc ponctuel, maintenant il reste la structure syndicale, on va y retourner ». Je pense qu'il y a beaucoup de ça.

S. : Mais les gars, s'ils avaient vraiment voulu faire marcher le truc, ils l'auraient fait marcher.

H.D. : C'est sûr qu'on a toujours été confronté à une hésitation de beaucoup à franchir vraiment le pas d'agir hors syndicats. Mais en même temps, c'était la première fois à Longwy (dans l'histoire récente !) que des gens qui veulent lutter ont commencé à fonctionner en dehors des syndicats traditionnels.(6)

(1) Après une lecture difficile des textes de la Convention sociale, il semblerait que ça tourne au tour de 80 % du salaire net, et que les primes de panier (pour les gars qui travaillent en tournées) sautent ; par contre, les primes semestrielles, RDU, seraient comptées au pro-rata. Ceci sous toutes réserves... car au bout du compte le texte apparaît, au-delà d'une terminologie difficilement accessible (pourquoi ?), souvent suffisamment vague pour être l'objet de plusieurs interprétations, et donc d'un rapport de de force.

(2) Dans ce cadre là, on compterait sur le Bassin de Longwy : 143 emplois dans une usine de jeans, 60 dans le surgelé et 11 dans les électro-aimants...

(3) Voir l'action de la CGT lors de la venue de Chérèque au Comité local pour l'emploi, le 6 décembre : on mobilise 300 personnes (à la fois peu et beaucoup dans le moment), on fait monter la sauce face à Chérèque et à ses promesses sans contenu (à part les 300 emplois Thomson), les militants commencent à devenir mordants, mais après avoir allumé le pétard on l'éteint bien vite : « Chérèque n'a rien apporté de nouveau, il faut rester mobilisés »... et on lève la séance. Ce qui est grave, c'est d'avoir donné à quelques-uns l'illusion d'une mobilisation et, une fois de plus, pas de perspectives au bout (sinon que... la CGT est toujours là)

(4) Encore lors de la venue de Chérèque, la CGT demande de revenir sur la décision d'arrêt du Feuillard...

(5) Voir Font et Val.

(6) Voir aussi, peut-être, la lutte de la Tôlerie, de 72 à 74.

LONGWY, début décembre 84

INTERVIEW DE JEAN-CLAUDE ET MICHEL

Hagar Dunor : Où en est la restructuration à Longwy ?

Jean-Claude : Le plan bis d'UNIMETAL (1), c'est 10000 suppressions d'emplois, dont 9400 en Lorraine. Au niveau de Longwy, c'est une première tranche de 1400 et quelques suppressions d'ici fin 85. Et le Feuillard de Rehon arrête le 20 décembre, avec 300 gars qui restent sur le carreau, sans aucune proposition de mutation à moins d'un mois de la fermeture.

Sur les 1400, il y a 360 départs en pré-retraite et dispenses d'activité, 375 mutations et 375 congés de conversion.

HD : Les mutations se font vers où ?

JC : Essentiellement sur Montataire et Dunkerque.

HD : Et les congés de conversion, comment ça va se passer ?

JC : Pour le moment, il n'y a aucune proposition précise, mais ça devrait arriver vite, puisque c'est prévu d'ici fin 85. C'est d'ailleurs l'objet d'une contestation de la part des syndicats signataires de la convention, CFDT et FO (2), qui protestent notamment contre le fait que des congés de conversion sont prévus alors que toutes les possibilités de départs en pré-retraite et de mutations ne sont pas utilisées.

Tel que le texte (de la CGPS) est bâti, avant de recourir aux congés de conversion il doit être tenu compte de toutes les possibilités de départ en pré-retraite et de reclassement, non seulement dans le Bassin, non seulement sur USINOR et SACILOR, mais aussi dans toutes les entreprises signataires de la convention et celles qui éventuellement pourraient bénéficier d'une extension de la convention, puisqu'il y a cette notion-là dans le texte, que des entreprises qui dépendent de la sidérurgie sans avoir un travail sidérurgique proprement dit (par exemple à Longwy : ICE, Carradori, La Mécanique Spécialisée, etc) pourraient demander à bénéficier de la convention, soit pour permettre à des sidérurgistes d'être reclassés, soit pour régler leur propre problème d'emploi (avec la même couverture pour les travailleurs que pour les sidérurgistes).

HD : La décision intervenant à quel niveau ?

JC : Ça peut être un enjeu de lutte, par exemple. D'après le texte, il faut qu'il y ait accord entre l'employeur, le GESIM (Chambre patronale de la sidérurgie), l'Etat et les organisations syndicales.

Cette extension de la CGPS aux entreprises sous-traitantes, etc. c'est un des enjeux sur lesquels la CFDT insiste dans ses tracts.

Michel : C'est-à-dire que la CFDT continue de défendre cette convention quelle estime positive, alors qu'on sait très bien qu'il y a des gens qui seront en congé de conversion sans aucune garantie d'emploi à la fin. Que des syndicats aient signé un texte comme ça, ça me semble grave. Ce minimum, avant de signer, c'était d'avoir une garantie d'emploi après la formation de deux ans, sans parler aussi des garanties de salaire.

HD : Et la CGT, quelle est sa position ?

JC : Du côté de la CGT, c'est toujours le matraquage : il n'est pas question d'accepter, la Convention Sociale c'est le moyen qu'utilisent les patrons pour restructurer. Point. Et ils utilisent les signatures de la CFDT et de FO pour liquider. Et l'autre versant de ce discours, c'est de continuer à dire qu'on peut reconquérir des parts de marché au niveau européen.

M : La CGT dit : on n'est pas d'accord parce que ça liquide les installations. C'est ce qu'elle avait déjà dit en 79 — moi à l'époque j'étais d'accord — ...et trois ans après elle a signé la Convention Sociale, qui était la même, et qui liquidait la sidérurgie.

Je crois que les organisations syndicales ont un rôle à jouer de vérité vis-à-vis des gens, pour pas qu'ils se battent à la limite pour rien. Alors quand, à un moment donné, on sent qu'on est devant un mur, qu'on ne peut plus continuer à se battre contre la fermeture des installations, il faut le dire, et je crois qu'il vaut mieux axer tout sur les garanties sociales, comme l'ont fait par exemple, les gars de la Fonderie de Gorcy en 83.

HD : Ceci dit, c'est vrai que c'est pas un retournement facile, parce que tu as emmené au départ les gens se battre sur un objectif et que tu débouches sur une défaite par rapport à cet objectif, c'est difficile de passer à un autre objectif, qui est quand même en retrait.

JC : Ça veut dire qu'il ne peut pas y avoir de discours contradictoire : tu ne peux pas dire il faut maintenir toutes les installations, avoir un contre-plan au niveau de la sidérurgie française, comme c'était le cas pour la CGT, et puis après admettre une autre logique.

Et c'est pas simplement une question de tactique. Dire : la sidérurgie française peut progresser, on reste sur l'objectif des 24 millions de tonnes, on va s'en sortir en renégociant des quotas et en reprenant des productions aux Allemands et à d'autres, c'est partir dès le début sur des fausses solutions, c'est induire les travailleurs en erreur.

Il faut dire dès le départ que la crise a une autre dimension, elle a une dimension internationale, elle ne touche pas seulement la sidérurgie, mais aussi l'automobile, les houillères, les chantiers navals, etc, et qu'il faut bien voir toutes les dimensions qu'a le système, et faire attention à ne pas s'opposer entre travailleurs.

Je crois que le problème est dans la démarche au départ : si c'est une démarche nationaliste qui ne permet pas aux travailleurs de se situer face au capitalisme tel qu'il est, pour rénover toutes les solidarités qu'il faut renouer, ça c'est l'impasse. Et si on ne prône que la négociation, comme la CFDT a tendance à le faire, c'est aussi une autre impasse.

Mais je refuse un peu de me situer en juge par rapport à la Convention Sociale. On ne va pas se lancer dans un débat pour ou contre. De toutes façons, elle est signée. Alors c'est sans intérêt de faire un débat pour que les uns justifient leur organisation de ne pas avoir signé, et les autres d'avoir signé. On va s'engueuler entre militants, et les gens encore une fois ils n'auront pas la parole.

La Convention elles est là. Est-ce qu'on peut utiliser un certain nombre de choses, quels enjeux de lutte on peut se donner ? Par exemple, l'extension des garanties, ça semble une bonne chose.

M : Quand on annonce une fermeture d'installation, je crois qu'il faut quand même essayer de s'y opposer. Si on est d'accord pour dire que le Feuillard est une installation moderne et rentable du point de vue économique, ça me parait juste d'essayer de le sauver. Je ne crois pas que c'est tromper les travailleurs. Mais, à partir de là, il faut voir comment on leur présente ça : c'est une question de parler vrai, il faut leur donner tous les éléments, tous, pas seulement une partie... et il faut bien que les travailleurs mesurent l'étendue du problème, c'est pas seulement le problème de Longwy c'est un enjeu national et international. Ça veut dire que si les gars se battent dans leur coin, tout seuls, ils ne peuvent pas gagner, la seule perspective c'est qu'il y ait un rapport de force européen.

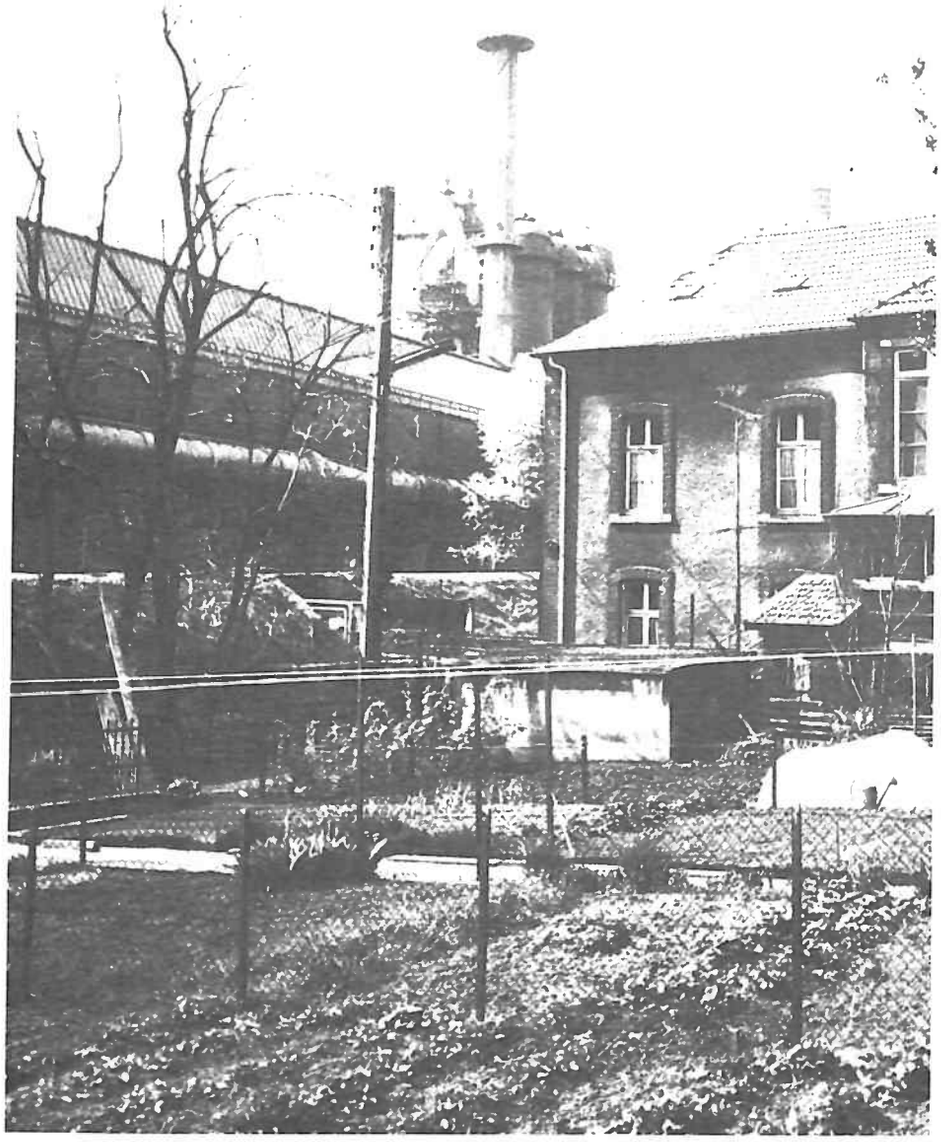
...Et de toutes façons, on arrivera quand même à un moment donné à des négociations, et si on n'arrive pas à obtenir vraiment la remise en cause du projet industriel eh bien, il faudra se battre davantage, au plan des garanties sociales.

JC : C'est une utopie de croire que, d'un seul coup, avec tout le retard qu'il y a à ce niveau-là, on va déboucher sur une lutte internationale. Ça fait 9 mois que les mineurs anglais se bagarrent, et ils restent isolés.

HD : D'un autre côté, qu'est-ce que ça veut dire une installation rentable ? Il n'y a pas de rentabilité d'une installation en soi, ça n'a de sens que dans le contexte d'ensemble du système de la production capitaliste européenne et même internationale, compte tenu du redéploiement de la production, des créneaux spécifiques à chaque pays, des transferts de capitaux, etc.

Et d'autre part, on sait bien que la rentabilité, c'est fondé en partie sur l'exploitation des travailleurs. Est-ce qu'on a à reprendre ces critères-là ? Ou alors, il faudrait parler d'une autre rentabilité, en termes de travail moins pénible, de moins d'accident de travail, de plus de maîtrise de la production par les travailleurs...

JC : Au niveau européen, il fallait qu'il ne reste que 2 trains-feuillards. Ou bien c'était le français qui sautait, ou un allemand, ou un anglais. Alors il ne s'agit pas de jouer l'un contre l'autre, mais de se poser le problème de comment on est touché, pourquoi il y a des suppressions d'emplois à tous les niveaux, et quelles réponses on peut y apporter sans s'opposer les uns aux autres.



HD : Ce qu'on a aussi à prendre en compte c'est ce que ressentent les gens, et leur revendication de vivre et travailler au pays : on a vécu ici, on a travaillé ici, on y a notre maison, nos habitudes, nos amis, etc. il n'y a pas de raison qu'on nous déplace comme des pions au gré du profit capitaliste. Et puis aussi, on a des conditions de travail et de salaire, il n'y a pas de raison qu'on nous ampute ces conditions-là. Ça, c'est quelque chose qu'on a ressenti très fort ici, même si maintenant les gens n'osent même plus le dire, compte tenu des perspectives (ou plutôt de l'absence de...).

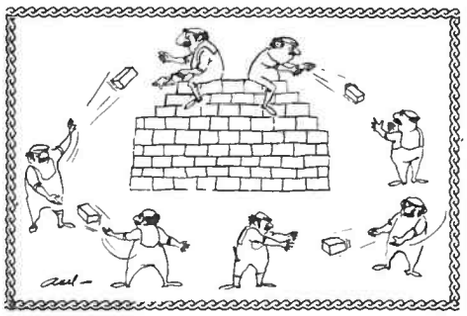
Ça suppose peut-être pas directement de lutter pour le maintien de telle installation, mais ça pose quand même le problème industriel, parce que lutter pour une couverture sociale la plus favorable et la plus large possible, d'accord, mais la couverture sociale ne tient pas toute seule, elle n'a de caractère durable que dans la mesure où elle s'appuie aussi sur une diversification industrielle. Sinon elle signifie l'éparpillement des gens, donc la dégradation du rapport de force, et la remise en cause des garanties. Or, la diversification n'a pas eu lieu à Longwy, et rien ne permet de dire qu'elle aura lieu.

M : Oui, et on est dans une période qui est le reflet de ce qui s'était déjà passé après les luttes de 79 et la première signature de la CGPS. Une nouvelle fois, on se retrouve dans une situation où les gens ne croient plus en rien, ne croient plus dans les luttes, ne croient plus dans les organisations syndicales, et pas plus dans le groupe 79-84 ou je ne sais qui.

Alors maintenant on voit des gars qui demandent leur mutation, même des bons militants, qui sont volontaires pour partir. On arrive même à en avoir marre de Longwy, il faut que je change d'air, j'en ai marre d'entendre toujours les mêmes choses, etc.

Je crois que c'est des phénomènes qu'on retrouve aggravés avec la gauche au pouvoir, parce que les gens sont encore plus désespérés, ils n'ont plus de perspectives politiques, ils croient de moins en moins dans les organisations syndicales... on le voit avec les dernières élections, à la fois politiques, les élections européennes où il y a eu 60 % d'abstentions sur Longwy, mais aussi les élections au CE d'Usinor où il y a eu 45 % d'abstention (ce que je n'ai jamais vu depuis que je milite).

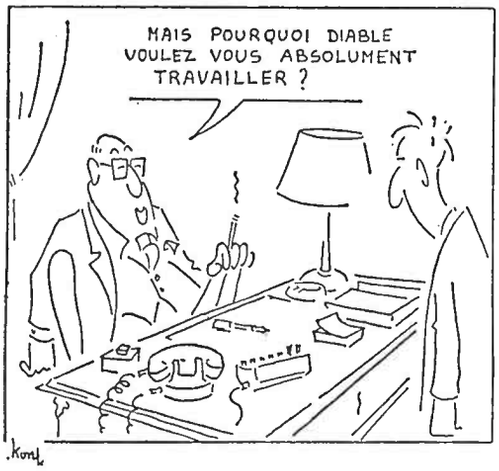
Même au Feuillard de Rehon, c'est ce climat-là, en plus les gens ont commencé à être mutés ici ou là, le démantèlement a commencé. Et les gens disent : ça y est, une nouvelle fois c'est cuit. Alors, comment remonter un tel climat, c'est la question à laquelle on a à répondre.



HD : Comment est-ce qu'on peut analyser l'étouffement des groupes qui se battaient au printemps, la CGT-Rehon et puis nous, 79-84 ?

M : Moi je pense qu'à force d'échec... plus il y a d'échec et plus les gens sont écœurés, ne croient plus aux possibilités de la lutte. Et à 79-84, on n'a pas échappé à ça non plus... des gens qui se démobilisent, le groupe qui se retrécit, on est de moins en moins, et puis on se pose la question s'il faut faire la révolution à 10 ou 15 !.. On ne voit pas très bien aujourd'hui sur quoi remobiliser les gens.

En plus, le groupe 79-84 n'était pas un groupe homogène, il y avait des gens d'un peu partout, et en plus pas massivement implantés sur les chantiers de la sidérurgie.



HD : Et la CGT Rehon ?

M : C'est pareil. Il y a une espèce de rejet, les gars n'y croient plus, c'est tout.

HD : Y compris des militants combatifs ?

M : Les militants, quand ils vont voir les gars dans les chantiers, tu peux pas être combatif quand tu vois ça...

HD : Ce qu'il faut savoir aussi, c'est que la répression frappe plusieurs militants (par rapport aux manifs du printemps, condamnations à payer de fortes sommes, avec saisies sur salaires) (3), et que la CGT-Longwy les a laissés complètement isolés par rapport à ça.

M : ...On est dans une situation où les travailleurs sentent que c'est fini. Après la signature de la Convention Sociale, ça y est. Et puis il faut voir comment le gouvernement et le patronat ont manœuvré : vacances, congés payés, on mute les gens ailleurs et on supprime 2 équipes sur 3, on les fait même pas revenir au Feuillard, on les mute ailleurs, ça désorganise tout, ça fout tout en l'air.

JC : Moi je crois pas que ça soit l'échec de la lutte, mais plutôt l'échec de toute une stratégie, et l'échec de la lutte dominée par une organisation qui veut en tirer son profit !

C'est l'échec d'une stratégie... quand on part sur des illusions. C'est les illusions de la gauche au pouvoir qui s'écroulent, et puis ensuite les illusions de maintenir une installation.

Mais il y a une question que je me pose beaucoup plus maintenant, à partir des luttes de 79 et de 84, c'est qu'il faut aussi poser le problème en termes de réflexion. Parce que c'est pas la lutte pour la lutte, la lutte pour le plaisir de lutter. S'il n'y a pas une prise en compte de la réalité par les travailleurs, s'il n'y a pas une stratégie qui conduit à cette prise en compte, à essayer de trouver des réponses concrètes à des situations concrètes, sans illusion... ça peut favoriser le fascisme d'une certaine manière. Parce qu'on a tout fait, on s'est bagarré à mort, et puis ça marche pas. Je me pose la question par rapport à ça.

M : Pour moi aussi, quand je dis échec de la lutte, c'est bien dans le sens de l'échec de la stratégie des organisations syndicales, mais aussi sans que ceux qui remettent en cause les organisations syndicales — que ce soit le groupe 79-84 ou autre — on ait pu mettre en place une alternative à cette stratégie.

Mais j'insiste sur les échecs dans les luttes, les échecs ne favorisent pas, y compris pour demain, la mobilisation des gens.

HD : je crois que c'est un truc fondamental, qu'on arrive à gagner quelquepart, même sur un point partiel.

JC : Je crois qu'on commence à gagner d'abord quand on accepte de se farcir la réalité telle qu'elle est. Ça ne veut pas dire accepter le capitalisme. Ça ne veut pas dire accepter ses règles, mais bien voir que ce sont ses règles qui dominent, et à quel niveau elles dominent et, en face de ça que... on est impuissants sur énormément de choses... La capacité de mener une lutte internationale, actuellement, elle n'existe pas. Il faut aller dans ce sens-là, il y a des contacts, il y a des expériences, il y a parfois la volonté de le faire. Mais ça n'existe pas. Les mineurs anglais sont en train de se casser la gueule, c'est terrible à dire, mais c'est comme ça. On est en Europe, là où le mouvement ouvrier, le mouvement syndical est né. Et ils se cassent la gueule, et ça bouge pas autour.

...Et les mineurs de fer lorrains se mettent dans la lutte, et je sais que ça bougera pas dans la sidérurgie, et je suis persuadé que eux le savent. Alors je suppose qu'ils ont, derrière, des objectifs à court terme, des objectifs limités. Au niveau social, je pense.

...Mais il n'y a qu'à voir le rassemblement de Sollac, hier, à l'appel de tous les syndicats : 100 personnes ! Même pas tous les militants...

Alors, je crois qu'il faut se situer face à cette réalité-là, bien voir les limites qu'on a, et aussi se dire que pour changer le système, il y a un certain nombre de questions qu'on ne peut pas éviter de poser : les questions de partage des revenus, de partage du travail, de hiérarchie, etc. Alors, c'est vrai que le capitalisme joue là-dessus pour faire accepter des sacrifices aux travailleurs, mais en même temps c'est trop facile de rejeter ces questions-là.

Il ne s'agit pas d'épargner les capitalistes, ni les couches moyennes, mais il s'agit qu'il y ait un vrai partage des revenus. Et il faut aussi accepter de dire que cette question-là se pose à la classe ouvrière, sans oublier tout le reste, sinon c'est récupérable.

HD : Mais ça, je pense que tu ne peux le poser que dans la lutte, à travers la lutte. Si tu le poses autrement, ça peut facilement être retourné dans le sens de la logique du patronat, du système capitaliste, qui demande de partager les revenus à ceux qui en ont le moins, qui demande les sacrifices à ceux qui sont déjà sacrifiés. C'est les arguments de toujours des classes diri-

geantes pour culpabiliser les travailleurs et les empêcher de lutter.

JC : Mais ce que je viens de dire, c'est tout-à-fait l'inverse. Le sytème veut le récupérer comme ça...

Mais est-ce que c'est une véritable question que le capitalisme crée toute une chaîne de gens, de couches qui en profitent plus ou moins et qui le perpétuent. Il y a les classes dominantes, et puis il y a toute une hiérarchie, y compris chez les salariés, qui a été mise en place... où l'inégalité est la règle, et où les rapports de pouvoir sont la règle. Et ça, il s'agit de s'y attaquer, sinon on ne change rien.

Il s'agit de bien voir comment le système fonctionne, encore une fois. Et ça, ça se pose à partir de problèmes concrêts qui ne sont pas forcément des problèmes de salaires. C'est aussi à partir d'événements, dans un atelier, quand il y a quelque chose qui coince, par rapport à la hiérarchie... Comment on peut avancer là-dessus ?..

Et puis aussi au niveau international, c'est vrai qu'on est dans une société qui globalement bénéficie d'une sur-exploitation des pays du Tiers-Monde. Alors, c'est vrai aussi que dans ces pays-là, se sont reproduites des couches bourgeoises qui exploitent les prolétaires de là-bas. Mais il n'empêche que globalement il y a un pillage de leurs richesses au profit des sociétés capitalistes plus avancées. Et c'est vrai aussi que la classe ouvrière, j'en suis persuadé et je crois qu'il faut le dire, que la classe ouvrière (des pays capitalistes « avancés ») bénéficie des miettes de ça.

...Ce qu'il faut foutre en l'air, c'est tout le rapport répressif entre les gens, tout le rapport de mise en concurrence. Et ce qui s'oppose à la concurrence, c'est la solidarité. Je crois qu'en posant les problèmes comme ça, c'est pas du tout faire beau jeu au système.

HD : Mais je crois que ça, si tu ne le poses pas dans une dynamique de lutte, ça peut être l'objet de n'importe quelle récupération : vous êtes des nantis... vous profitez aussi de... et donc vous n'avez rien à réclamer...

JC : Qu'est-ce que tu appelles une dynamique de lutte ? Je pense qu'une dynamique de lutte peut partir aussi de cette réflexion-là, en incluant ces questions-là. Une dynamique de lutte, ça part pas obligatoirement d'une propagande qui mène les travailleurs à l'impasse.

HD : Là-dessus, d'accord. Une dynamique de lutte, ça peut partir sur n'importe quoi, une revendication, quelque chose que les gens ressentent très fort dans un moment, que ça soit des suppressions d'emploi ou un désir de vivre mieux.

A partir de là, d'accord, tu as un travail à faire, un travail d'analyse et de réflexion collective, pour que la revendication ne tourne pas en rond et ne débouche pas sur des fausses solutions qui mènent à l'échec et/ou au renforcement du système. A partir de là, tu peux poser le problème de la répartition des richesses, de la sur-exploitation du Tiers-Monde (et aussi certains prolétaires dans les pays « développés »), de la hiérarchie, etc... et des réponses solidaires qu'on a à élaborer ensemble. Et peut-être bien que ça pose, à terme, une remise en cause globale du sytème de l'exploitation et de la hiérarchie.

Promenade à Longwy la nuit...(Printemps 84)

M : Je voudrais prendre un exemple concret : quand les communaux de Mont St Martin ont occupé leur Mairie (4), c'est bien parce qu'il y a eu la lutte qu'on a pu discuter sur le fait que le gouvernement, la municipalité, essayaient de culpabiliser les fonctionnaires, les communaux... Je pense que c'est dans la lutte qu'on peut poser un certain nombre de problèmes. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas poser les problèmes, il faut au contraire faire connaître les idées que tu as. Mais si ça s'appuie pas sur une lutte, ce sont des choses qui ne peuvent pas être prises en compte vraiment. La lutte crée toute une situation qui fait que les gens sont plus solidaires, et voient mieux les problèmes. Mais il faut voir aussi qu'à un moment donné, ça retombe vite, tout ça. La lutte n'est pas éternelle.

JC : Une des réponses qui s'est développée, par exemple en Allemagne, c'est les expériences communautaires. Comme ils ont développé (à une échelle beaucoup plus importante qu'en France) les squatts par rapport au problème du logement.

Alors, il y a un mouvement ouvrier français, avec ses traditions, avec tout ce qu'il apporte, mais je me dis qu'en Allemagne, par exemple, ils apportent beaucoup plus de réponses concrètes à des problèmes à des problèmes concrêts qu'ici.

Et il ne s'agit pas d'en rester à ces réponses micro-sociales très limitées. Je ne vois pas pourquoi un nombre limité de gens qui ont choisi de vivre d'une manière solidaire et de mettre leurs revenus en commun pour s'épanouir, je ne vois pas en quoi ça s'oppose à ce qu'ils luttent pour que l'ensemble de la société change.

M : Le fait de montrer à des gens que tu vis ensemble, avec de nouvelles solidarités qui se font, déjà le montrer aux gens qui sont autour de toi, c'est important. Mais à condition que tu ne t'arrêtes pas là, que tu ne te contentes pas de ce peit ilôt.

Je pense un peu à LCA, quand certains nous disaient : c'est pas un petit ilôt de socialisme, vous ne ferez pas le socialisme, c'est vrai, c'est pas LCA qui allait bouleverser la France et tout... mais là, il y avait quand même un exemple concrêt de ce que pouvait être la démocratie, le pluralisme, et cet exemple, on le vivait.

Si tu dis aux gens : dans 50 ans ou dans... ils veulent vivre les choses. Moi je veux vivre. Je veux vivre les choses maintenant. J'en ai marre. Avant, j'y ai cru, le socialisme dans... Je veux le vivre maintenant, je veux vivre une forme de solidarité, parce que je rejette l'égoïsme, toutes ces conceptions bourgeoises, capitalistes, de la vie et de la société. J'en ai marre de la concurrence, chacun pour soi, si je peux bouffer l'autre, même entre travailleurs.

Je veux combattre, mais je sais que ça sera pas encore pour maintenant. Alors, il faut essayer de vivre, ce qu'on veut et de faire en sorte qu'il y ait de plus en plus de gens qui partagent ça. Pas seulement te battre pour quelque chose dans un temps X ...Je crois que les gens se battront plus là-dessus. Par contre, ils pourront se battre sur des choses concrêtes et qui amènent vers ça. Les nouvelles solidarités. Dans la lutte.

HD : D'accord, mais je pense que les communautés ça a toujours tendance à se replier sur soi. Et que la logique de ça, c'est qu'il faut que ça s'élargisse, que le mouvement aille en s'accroissant toujours. Sinon, les communautés, en France on l'a vu, elles ne sont pas développées, c'est resté quelque chose de marginal, et finalement les gens ont tourné sur eux-mêmes, et soit ils ont vécu complètement marginalisés, dans une misère pire qu'avant, soit ils ont réintégré le système traditionnel. Et la plupart sont revenus à des conceptions de démerde individuelle, ou de groupe, mais de groupe qui se fout de tout le reste.

...Et il n'y a pas eu de dynamique, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne ...Encore que je ne connais pas beaucoup l'exemple allemand, et qu'il faudrait voir si cette dynamique ne débouche pas non plus sur une autre sorte de réintégration dans le système (voir « Les Vert s »). Il y a aussi le

fait qu'il y a une histoire sociale et politique très différente en Allemagne.

Mais ceci dit, je crois que c'est un exemple sur lequel on a à réfléchir, et qui nous interroge, parce que c'est vrai que tous on en a marre d'attendre le Grand Soir... Et qui croit encore au Grand Soir et aux lendemains qui chantent?

M: Si je veux vivre de cette manière-là, si je crois qu'il faut essayer d'élaborer de nouvelles solidarités, je pense que c'est très important de ne pas être marginalisé, de rester intégré dans ton milieu social, enfin où tu travailles, déjà, de rester très près des gens et de voir comment tu peux discuter et agir avec eux.

HD: ...Pour revenir plus directement sur la question des luttes du printemps dernier, on disait: l'échec d'une stratégie basée sur des fausses solutions, des illusions. Mais n'empêche que le groupe 79-84 s'est trouvé lui aussi pris dans cet échec-là. A votre avis, à quels problèmes on s'est trouvé confronté en tant que groupe, et quelles ont été les limites du groupe face à ces problèmes.

JC: Au départ, on ajoué la carte, et il fallait la jouer, de créer un rapport de force qui réamène les syndicats a rejouer le jeu du Front Commun Syndical, avec tout le contenu assembléiste qu'il avait (5), et en re-précisant encore la nécessité d'une prise en charge de la lutte par l'ensemble des travailleurs et des chômeurs.

M: Est-ce qu'on n'a pas créé, nous, des illusions, en faisant croire qu'on pouvait créer un rapport de force là-dessus? Est-ce qu'on y croyait nous-mêmes? En tout cas, plus ça avançait, moins on y croyait nous-mêmes. Mais on continuait malgré tout à dire les choses comme ça.

JC: C'est ce qui a provoqué notre rassemblement, au départ. Mais tu as raison, ça on l'a joué, et plus le temps a passé, plus on s'est rendu compte que c'était pas possible. On ne pouvait pas créer ce rapport de force-là, et on a été amené à développer notre propre analyse et nos propres propositions. Mais en même temps, on ne fonctionnait pas comme une organisation. Quand la lutte est tombée, le groupe est aussi tombé, parce que le problème se pose d'être organisé. On réussi à développer une analyse et à la faire passer un munimum: la nécessité de prendre en compte toutes les dimensions des problèmes, de rejeter les fausses solutions, et d'apporter des réponses solidaires; la nécessité que l'ensemble des travailleurs et des chômeurs soient partie prenante de la lutte au lieu que les organisations mènent la lutte à leur profit, pour asseoir leur domination; la nécessité de créer des structures où les gens puissent se rencontrer et prendre concrètement leurs affaires en main. Avec aussi une proposition très concrète, la revendication d'une même garantie pour tous les salariés, sidérurgistes ou non, et d'un revenu décent pour les chômeurs.

Et on a mené des actions symboliques qui posaient ces questions-là. L'occupation de l'ANPE, l'investissement des locaux d'EDF et la destruction des dossiers impayés ça posait le problème des ressources et de prendre ça en charge au niveau du Bassin.

Mais on n'a pas été capable d'élaborer des réponses concrètes avec les gens.

HD: L'action sur EDF c'était une très bonne action symbolique, on a posé les problèmes, peut-être même que pendant 2 ou 3 jours on a désorganisé le système de recouvrement de factures — au mieux en étant optimiste — mais on n'a absolument pas permis d'établir un rapport de force durable qui permette aux gens d'être un peu moins désarmés face à EDF.

JC: Et ça, ça pose le problème de l'organisation.

M: C'est vrai que les organisations syndicales sont de plus en plus discréditées aux yeux des travailleurs. Le groupe 79-84 a attiré la sympathie de pas mal de gens, mais on n'a pas été en mesure de remplacer ce vide des organisation syndicales.

Et si les gens voient qu'il n'y a pas autre chose, tu peux toujours démontrer que les organisations syndicales ont une mauvaise stratégie, s'ils sentent qu'il n'y a pas une structure qui tient la route, ou bien ils restent démobilisés ou bien ils reviennent aux syndicats. Il faut que tu le combles, ce vide, et que tu sois en mesure d'assurer un certain nombre de choses, et de répondre, je dirais constamment, à tout ça.

Ceci dit, si demain, dans 2 ou 3 ans, il y a une autre lutte, je parle d'une lutte du niveau qu'on a connu en 79 et en 84, je ne serais pas étonné qu'il y ait encore en ce moment-là un groupe qui se forme, qui s'appelle autrement et qui va commencer à faire des actions. Mais quelles perspectives après?

Et ça va être le même problème qui va se poser, au niveau politique, même si pas mal de gens disent: Gauche-Droite, c'est pareil. Qu'est-ce qu'il y a comme alternative? Les gens vont se retrouver devant cette situation. S'il n'y a pas un mouvement qui se développe et qui puisse avoir une activité politique permanente.

HD: Alors, il fallait construire le «5e syndicat»? une sorte de SLT?

M: On sait qu'un certain nombre de camarades de la CFDT étaient à 79-84 et ont gardé leurs mandats syndicaux. Certains même se sont présentés en tête de liste aux élections. Si les camarades restent assis comme ça entre deux sièges, ça ne peut pas être clair dans la tête des gens!

Alors la question s'est posée de créer un 5eme syndicat, il faut avoir les forces, il faut voir avec qui on le fait; on ne peut pas le faire avec 2-3 personnes qui vont tirer tout à bout de bras. Il faut qu'il y ait un courant.

Ça pose aussi le problème qu'on va dire: un syndicat de plus face au patron et tout. Mais il faut savoir ce qu'on veut. Ou on dit: on jette les autres syndicats, ou alors on reste dans les syndicats, on se bat à l'intérieur pour faire modifier leurs comportements. Mais là-dessus, que ce soit à la CFDT ou à la CGT, on s'est aperçu qu'il n'y avait pas moyen de modifier, et même qu'il y avait reprise en main par la structure.

Un nouveau syndicat, est-ce que c'est possible? Je sens qu'il y a un mouvement qui est là, qui est présent à Longwy et dans d'autres régions de France, mais qui a du mal à se concrétiser et à se mettre en route.

M.D.: C'est sûr qu'actuellement il y a très peu de structures de ce type là qui ont pu se créer et avoir une assise durable. Il y a le SLT à Dunkerque, le SDB à Paris, le SAT à Lyon, mais pour l'instant c'est encore bien faible.

J.C.: Avec aussi un manque au niveau de la démarche: c'est qu'ils agissent essentiellement au niveau de l'entreprise. En tout cas à Dunkerque. Alors qu'il y a à mettre en place une analyse beaucoup plus large, une démarche beaucoup plus solidaire. (6)

M.: Moi je verrai plutôt le mot: mouvement (que syndicat). Un mouvement qui rassemble toutes les idées et qui mette en place une démarche de lutte. Mais en tout cas, il y a besoin qu'il y ait quelque chose, parce que les gens sont sans alternative, sans rien.

H.D: Et pour qu'il y ait une vraie alternative, on débouche toujours sur le problème de la capacité à prendre en compte le quotidien des gens et à élaborer avec eux des éléments de réponses concrètes. C'est-à-dire se battre sur des choses de tous les jours, par rapport aux mutations, aux licenciements, aux salaires.

M.: ... Dans la boîte, et en dehors de la boite.

H.D.: ... Par rapport aux loyers, par rapport à tout ce qu'on peut imaginer.

J.C.: Sinon, la réalité du chômage ne sera pas du tout prise en compte, et les chômeurs ne s'y retrouveront pas. Parce qu'il ne s'agit pas de prendre ça en compte à leur place. Pour moi, ce qui est aussi important, c'est de ne pas recréer l'illusion que voilà les nouveaux sauveurs: on a joué sur les autres, ils ont déconné, on va essayer ceux-là. Et on repart sur la délégation de pouvoir.

H.D.: Ça, c'est ce qu'on a toujours mis en avant dans l'analyse du groupe: que la lutte doit être prise en charge par l'ensemble des travailleurs et des chômeurs, et que la solidarité et l'unité, ça n'a pas de sens si ce n'est seulement que l'affaire des états-majors.

Mais il faut reconnaître qu'on a relativement échoué quand on disait: il faut une liaison entre les chômeurs, les sidérurgistes et les non-sidérurgistes. Les jeunes, les chômeurs et les non-sidérurgistes, ils ne sont pas venus au groupe, à part quelques individus.

... Ça pose peut-être aussi le problème de la spécialisation des militants par rapport aux gens qui n'y sont pas.

M. : Et même dans le groupe : beaucoup de gars qui étaient là n'avaient pas envie de réfléchir, de discuter, Toi, tu parles de réflexions, mais les gars ils n'en avaient rien à foutre. ils venaient là pour l'action. une bonne partie des copains. Tes réflexions, ta crise internationale, ils en ont rien à foutre, c'est pas leur truc. Pour eux : on est dans la merde, il y a un pouvoir qui nous fait chier, et on est là parce qu'on accepte pas. Point.

Et quand on a commencé à réfléchir dans les assemblées, il y en a une partie qui ne sont plus venus. Alors peut-être que là, il y a aussi une analyse à tirer.

H.D. : C'est vrai qu'on a pas assez pris en compte cette volonté activiste d'une partie des copains.

M. : Peut-être que ça n'aurait pas été con qu'un certain nombre qui voulaient, eux, réfléchir plus, se rencontrent régulièrement. Parce que moi, je crois qu'il faut une analyse. Mais alors, il va y avoir les « penseurs » et les autres. Alors, est-ce qu'il fallait le faire avec tout le monde, j'en sais rien.

J.C. : Moi je pense qu'on a bien fait de tenter de faire ça avec tout le monde.

H.D. : Oui, mais il y a aussi une réalité à prendre en compte. Tu as dit un moment : on ne peut pas se lancer dans la lutte pour la lutte, dans la lutte pour le plaisir. Mais c'est aussi une réalité que certains copains prenaient leur pied dans les actions. Et moi avec, au moin dans certaines.

M. : C'est la lutte parce que c'est aussi des gens qui ont eu des tas de brimades pendant des mois ou des années, qui se sont sentis opprimés, écrasés, dans leur travail et dans leur vie. alors c'est le réflexe de dire : aujourd'hui, **on peut**. Et c'est pour ça que tu vois des gens qui ne participent pas d'habitude aux luttes et qui dans ces périodes là poussent comme des champignons. Parce que tout ça est concentré dans leur chair, c'est une revanche, un défoulement.

H.D. : C'est aussi, pour la première fois peut-être l'impression d'être maître un peu de quelque chose, de dominer un peu sa vie.

M. : Voilà. D'être eux-mêmes. Et sans faire de grandes analyses.

J.C. : Mais toi, tu fais une grande analyse pour expliquer leur attitude. Et eux, ils s'expliquent pas. je veux dire que, c'est bon quand quelqu'un commence à se libérer de quelque chose qu'il continue à le faire. Et pas pour imposer une analyse, une manière de penser d'ancien militant. Il y a aussi des gars qui s'exprimaient bien, comme des chômeurs, et ils nous sont rentrés dedans quelques fois. Et ils posaient des questions, et ils se retrouvaient bien dans le groupe... Bien sûr le groupe était marqué par des gars qui avaient une pratique militante au sein de l'usine... C'est intéressant qu'on voit ça aussi. Et c'est vrai aussi que les questions concrètes ne seront pas prises en compte, on ne s'organisera pas, si l'état d'esprit de ces copains qui sont venus dans le groupe, jeunes, chômeurs ou pas, n'est pas pris en compte.

M. : De toutes manières, même pour nous, militants, on est un peu devant un mur. C'est beaucoup plus difficile aujourd'hui de discuter que quand on discutait pendant les événements de 84. Parce que tu cherches, tu ne sais plus. on est un peu perdus.

Longwy le 30 novembre 84

(1) Filiale USINOR-SACILOR pour les produits longs.

(2) Plus la CFTC, inexistante à Longwy.

(3) Massimo TRINOLI, condamné à deux millions d'AF de dommages et intérêts. SAisies-arrêts sur salaire. L'affaire est en appel (mais ça ne suspend pas les saisies) et sera jugé le 17 décembre.

Pascal Ollinger, Roland Mironnaud, 2 millions d'AF, en commun. Saisies-arrêts sur salaire. affaire en appel.

Giancarle TRINOLI, arrêté à Rehon en avril, relaxé à Briey, condamné par la cour d'Appel à 4 mois de prison avec sursis, 2000 F d'amende, 5 ans de mise à l'épreuve.

Daniel RENAUDIN, Lionel TRINOLI, Dominique BANTQUIN, sous inculpation de détérioration, etc...

(4) Fin novembre. Occupation de deux heures avec blocage des entrées de la mairie, face à l'attitude de la municipalité (PC-PS) qui refusait d'examiner leurs revendications (passage de 36 à 35 heures sans perte de salaire, augmentation de 200F pour toutes les primes de fin d'année, attribution d'indemnités pour les familles qui veulent envoyer leurs enfants en colonie de vacances etc... Suite à cette action, les revendications ont été non seulement examinées mais satidfaites, sauf les 35 heures.

(5) Voir CA n° 36 (mai 84)

(6) A Neuf Maison il s'est créé un syndicat indépendant dont la revendication est la garantie d'emploi et de salaire même en cas de fermeture de l'usine.

Jalousie à ne plus être jeune !
ou
Tous des vieux cons !!!

Hagard du Nord : Dis, tu serais pas intéressé à faire quelques lignes pour C.A. ?

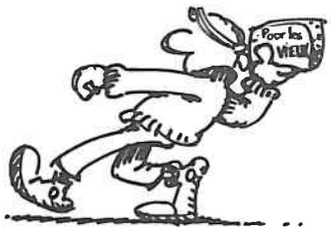
Patrice Longwy : Sur quoi ?

Hagard du Nord du descends : Sur la situation à Longwy, l'après lutte et tout et tout.

Patriste du tout : Ben justement je pense (donc j'essuie) qu'en ce moment ce serait pas mal : la dernière réunion de 79-84 (environ 200 personnes), la délégation des syndicalistes québecois, la diffusion d'un film sur la tentative de création d'une Scop par des sidérurgistes américains, l'annonce de la fermeture d' usines sidérurgiques au Luxembourg tout près de chez nous. Tu vois, je te ferais bien un truc sur Longwy symbole des luttes (sic), mais j'ai pas envie, j'en ai marre. J'ai pas ou plus envie de me battre, surtout en théorie. Mais une chose qui m'a choquée, c'est peut-être l'échec de tout le monde vis-à-vis des jeunes. Y a-t-il désengagement des jeunes dans les actions ? C'était une des questions des Québecois, c'est un des points d'interrogation à mettre à 79-84.

Hagare de l'Est tu t'es gourré : C'est qui les jeunes ?

Palontrice Gwy : C'est, tout du moins pour Longwy, les plus de 2000 qui ont moins de 25 ans et qui sont inscrits à l'ANPE, c'est les lycéens, c'est la zone des trocs, c'est la démerde, un peu d'arnarque, une toute petite délinquance, en gros, des jeunes bien sympas et c'est



là que ça ne colle plus. Je ne pense pas qu'il y ait un désengagement des jeunes. En 79, ça a été flagrant, on a vu des manifs de lycéens, beaucoup de chômeurs dans les occupations, à LCA ils passaient, donnaient un coup de main, repartaient, une commission jeunes à la CGT avec essentiellement des femmes d'Usinor...

S'il y a un refus des jeunes, c'est à l'endoctrinement, à l'encartisation, c'est un refus au langage politico-syndicaliste tout fait, bien carré, qui sort quand tu appuies sur le bon bouton, aux réponses et aux certitudes des militants qui parlent beaucoup et n'écoutent pas.

Même aux moments les plus forts de la lutte de 79, nombreux ont été les « anciens » à être hostiles aux jeunes, à leurs actions, et à vouloir les encadrer. Pourtant, nous étions tous responsables, nous cherchions d'autres modes d'action et pas à détrôner les cadres ! Regarde en ce moment dans les usines du coin, le nombre de jeunes dans les syndicats ! Non seulement ce n'est pas particulièrement bandant de passer des heures en réunion, mais en plus on ne te fait pas confiance. Il faut que tu sois d'abord moulé ! Personnellement je n'ai, par dessus tout, pas envie que l'on parle à ma place et que l'on revendique pour moi des choses qui ne me paraissent pas essentielles.

79-84 a repris un langage stéréotypé pour s'adresser aux chômeurs ! Résultat : une dizaine de chômeurs sur 4000 à avoir participé à quelques actions. C'est mieux que les autres, mais c'est l'échec tout de même. Pourquoi vouloir associer les chômeurs, les jeunes à nos idées ? N'en doutons pas, dans les moments forts, ils seront là... tout de moins s'ils ne se font pas virer, comme à Réhon, par les sidérurgistes CGT, s'appropriant les actions et voyant des gauchistes dans tous les jeunes.

Ne serait-ce pas de la jalousie à ne plus être jeune ?, à ne pas être habillé pareil, à avoir un autre langage, à ne pas savoir prendre son pied devant un flip ?

Hagarau gorille : La solution ?

Patrice ni jeune mi vieux : Ne cherchons pas à les faire vieillir trop vite et j'ai envie de dire laissons-les se démerder pour mieux pouvoir les aider. On n'endoctrine plus, on informe. Information tous azimuts, pas à l'ANPE, dans les trocs. On discute, **on écoute !!!** Comment toucher les assedics le plus longtemps possible, comment faire claquer le flip du coin, comment éviter l'armée ou vivre à la cool avec son flirt, c'est « peu être » ça les vrais questions. Y'a pas que la bagarre, mais ça c'est la bagarre !

Réponse à Courant Alternatif à propos du colloque de Venise...

Bonjour,

Comment peut-on tirer des conclusions de la rencontre anarchiste à Venise en ne tenant en compte que d'un avis particulier (l'auteur de l'article paru sur C.A. n° 41 pages 9/10) ne citant qu'une seule intervention parmi celles paru sur la rencontre de Venise dans IRL n° 57 ?

Je ne répondrai pas exaustivement aux remarques faites par les auteurs de l'article dans le même CA à la page 11. je ferai seulement quelques observations pour dire mon étonnement par rapport au fait que CA publie des textes si sectaires et non signés.

Je rappelle que les organisateurs de cette rencontre ont déjà à leur actif plusieurs colloques (Autogestion, Malatesta, Bakounine, Utopie, etc...) ; ils participent à la revue trimestrielle *Volonta* et à la maison d'édition *Antistato ; etc.*

Leur objectif, en organisant cette rencontre, était celui d'essayer de comprendre où en est l'anarchisme aujourd'hui dans le monde, et plus précisément où en est la pensée libertaire. Ils l'ont organisé en collaboration avec le CIRA et Anarchos. Ils n'ont pas pensé seulement aux débats théoriques mais aussi aux échanges conviviaux : bouffe, expo, films, théâtre, musiques, vidéo, stands librairie etc.

Encore une fois tirer des conclusions sur cette rencontre de la lecture-d'un-compte-rendu, ou mieux d'une-particulière-lecture-d'un-compte-rendu-particulier, ce n'est vraiment pas révolutionnaire camarade !!!

Affirmer que les intellectuels présents à Venise dans leur majorité ne sont pas des militants, c'est grossier. Certes, on comprend d'après la lecture du texte que les **militants actifs** ce sont seulement ceux qui sont engagés dans des structures de lutte.

Or ils disent que Venise a été un succès relatif car de France il y avait très peu de ces militants actifs.

Pourtant j'ai rencontré des camarades de Paris et banlieue, des copines et copains de Béziers, Besançon, Montpellier, Grenoble, Clermont-Ferrand, Nice, Marseille, Ardèche, Lyon (ofcourse) et sans doute j'en oublie... Sûrement tous des militants passifs...

Ainsi que ceux et celles venus d'Espagne : adhérents aux deux CNT, les copains de Radio Klara, de Malaierba, du MAL, des Aténéo Libertario de Barcelone etc. ainsi que des libertaires venus de partout...

Tirer les conclusions que le libéral-anarchisme émerge à ce moment (sous entendu à Venise aussi) comme le souligne le texte précédent, celui d'Ivar Petterson, c'est encore une étrange façon de tirer les ficelles. Ont-ils lu une seule des interventions qui se sont tenues à venise, ou bien le numéro spécial de *Volonta* ou bien encore les derniers numéros *d'A Rivista Anarchica* ? Ce n'est pas sérieux camarades !

Qu'il y a eu des débats à cette rencontre, c'est certain, qu'à l'intérieur du mouvement anarchiste il y a des différentes positions et analyses politiques, c'est sûr ! Mais de là à en tirer des conclusions... nous qui y avons participé, nous n'en avons pas tirées, sinon des perspectives de travail.

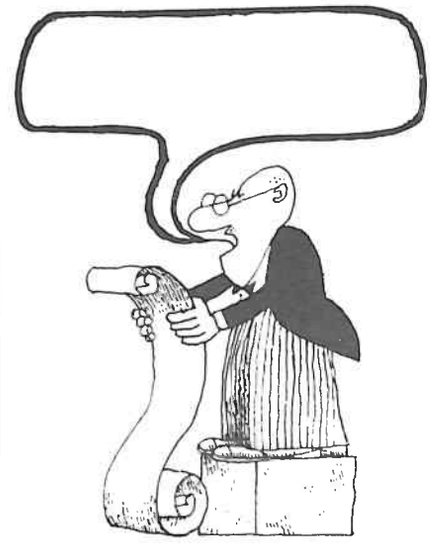
Il reste qu'il faudrait discuter beaucoup plus sérieusement sur la question du travail manuel et intellectuel que ne le font les auteurs de la remarque.

Je commençai à voir dans CA un des lieux où les débats entre libertaires étaient possibles. Ce texte genre « plus révolutionnaire que moi tu meurs », ne facilite pas les choses.

Enfin, en tant que militant passif du mouvement libertaire, je ne peux que réaffirmer le plaisir, la joie, l'enthousiasme et l'intérêt que j'ai éprouvé pendant cette rencontre.

Salutations Libertaires

Mimmo. Lyon



DE MÉRIGNAC

Ce mot pour vous dire que parfois je trouve des articles très durs à lire dans CA. Puis aussi je crois qu'il faudrait parfois des articles à but plus informatif, je m'explique : dans certains CA j'ai appris beaucoup de choses sur les différentes formes que peut prendre la répression, et je crois que c'est important de montrer clairement toutes ces formes de répression dont nous ne sommes pas toujours conscients. Bref, dans tous ceux qui lisent CA, nous ne sommes pas tous au même niveau culturel, pensez à ceux qui ont besoin d'être éclairé, comme moi.

Hervé

RÉPONSE

Pourquoi ne pas fusionner avec IRL ?On entend en effet assez souvent des lecteurs de l'une ou l'autre revue dire qu'IRL et CA sont très proches. Mais ils ajoutent aussitôt (et c'est aussi ce qu'écrit Patrick) que ces deux journaux représentent deux types d'approche, deux sensibilités, surtout deux centres d'intérêts différents. Et les abonnés aux deux revues semblent dans leur presque totalité convaincus de cette différence et y être attachés.

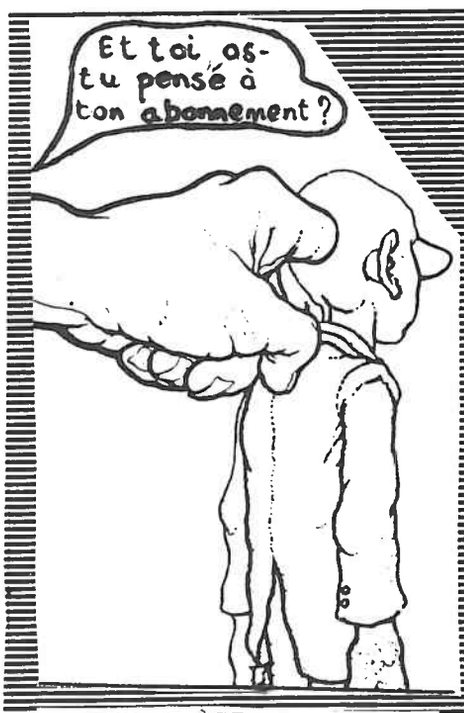
En témoignent les incitations à l'abonnement que chacune des deux revues a faites pour l'autre par l'envoi d'exemplaires gratuits d'IRL aux abonnés de CA, de CA aux abonnés d'IRL. Sur environ 230 abonnés non commun, 4 ou 5 seulement se sont abonnés à l'autre revue !!! Bien sûr, 1 ou 2 numéros gratuits ne suffisent pas à faire connaître parfaitement une revue. Bien sûr aussi le coût qu'entraîne 2 abonnements est un obstacle pour beaucoup. Mais dans de telles proportions, nous ne le croyons quand même pas. Cela nous laisse donc à penser qu'une fusion n'entraînerait pas automatiquement une augmentation des lecteurs. Mais bien entendu cela reste à vérifier et aux lecteurs donc de s'exprimer dans nos colonnes comme dans celles d'IRL.

Il existe en outre un autre aspect qui rendrait difficile une fusion : la façon dont nous fonctionnons : Commissions Journal rotatives, responsabilité d'une ville différente à chaque numéro, et contrôle de l'ensemble par le biais de la vie "organisationnelle" que nous essayons tant bien que mal de faire fonctionner.

Pour nous, il n'est pas question d'abandonner ce fonctionnement unique dans la presse libertaire, favorisant démocratie, échanges fructueux, avancées collectives, démarche cohérente et évitant que le journal soit une tribune libre fourre-tout.

Il faudrait également un accord minimum sur le rôle des anarchistes révolutionnaires dans la période et par conséquent sur celui du journal.

Autant de problèmes à examiner donc. Il n'en demeure pas moins vrai qu'en attendant, les contacts (personnels, de groupe à groupe, sur tel ou tel sujet — et non d'orga à orga) se poursuivent avec IRL. Aucun ostracisme donc, mais pas non plus vis-à-vis d'autres revues ou orgas que nous citons quand l'honnêteté s'en fait sentir (ML, Agora, Lutter, Combat Syndicaliste...) même si la réciproque ne se vérifie que rarement.



DE L'ARIÈGE

Je ne me réabonne pas à CA, car je me suis arrangé avec un copain de l'Ariège : lui abonné à CA et moi à IRL.

On ne peut assumer 2 abonnements. Pourquoi ne pas fusionner ? CA apporte beaucoup quant à son investissement dans les luttes (y compris ouvrières), IRL évoque aussi davantage la remise en question, la sensibilité, le pourquoi de l'anarchie en 1984.

"Je ne crois pas en l'anarchie, mais j'en ai envie (et pas dans 10000 ans !)" disait un lecteur d'IRL.

Quelques questions me viennent : s'investir dans les luttes sans y perdre son identité et ses buts, est-ce possible ? même si je comprends le refus de l'avant-gardisme.

Et puis *il fait si froid*, n'est-il pas temps de développer des alternatives basées sur l'autogestion sans (trop) « s'auto-exploiter » ?

J'ai envie de réflexions sur le sujet, parce que 40 h en usine ou bureau, anar ou pas anar, c'est toujours 40 h.

Pas envie d'attendre la révolution. Je me méfie même de la révolution vu ce que ça donne à chaque fois : dictature et libertaires assassinés ou au goulag...

J'ai longtemps hésité à ne pas renouveler cet abonnement. Je continuerai à vous lire, à y écrire peut-être encore.

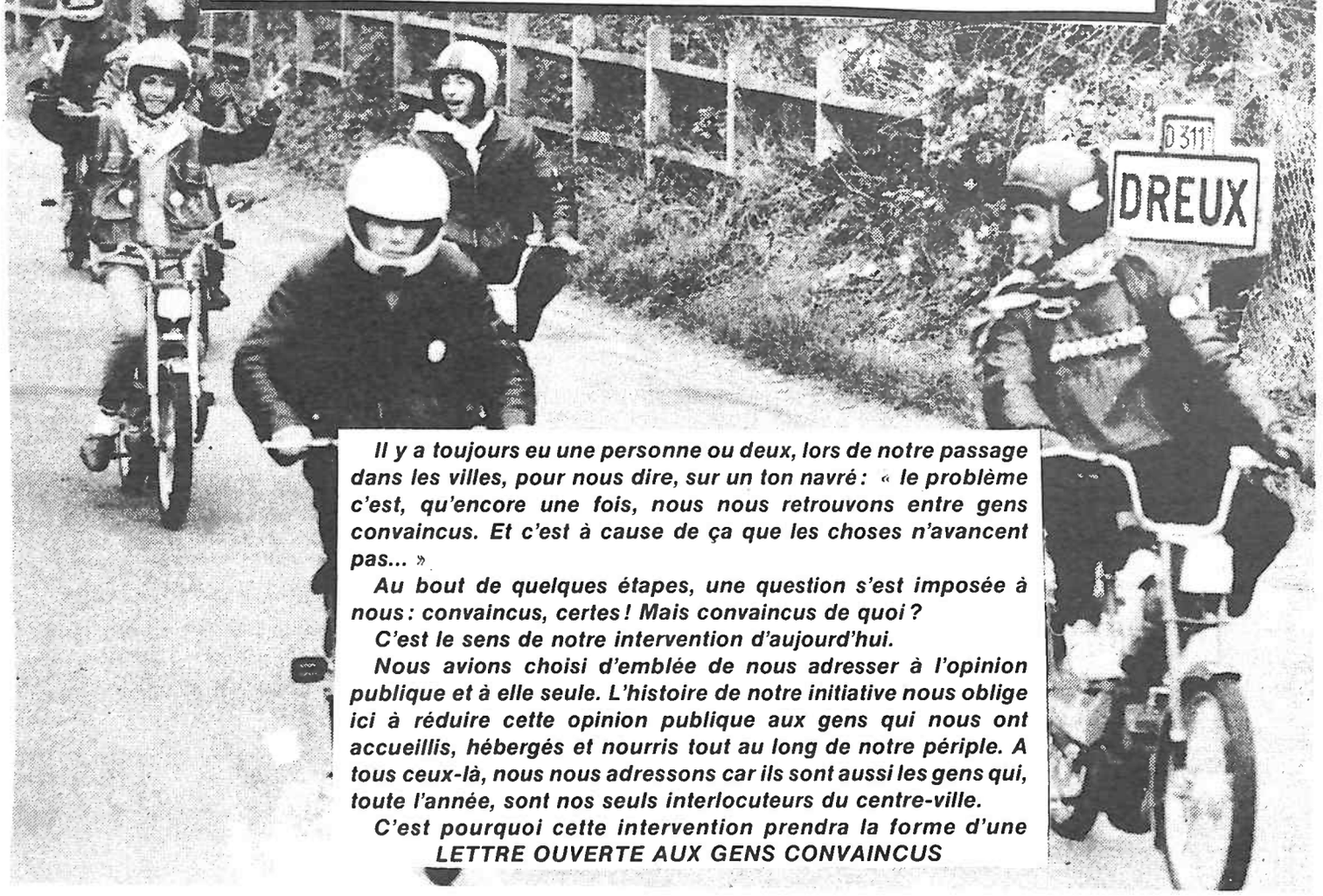
Et cette fusion, où chacun reste lui-même mais où des forces différentes se joignent, qu'en pensez-vous ? (IRL et CA même combat !).

DOSSIER

DOSSIER CONVERGENCE 84

Un an après la marche pour l'égalité, 55 "rouleurs" en mobylette, partant des "cinq coins de l'hexagone" ont traversé toutes les principales villes dans le but de rencontrer les jeunes des ZUP afin que ceux-ci s'expriment et prennent des initiatives. Leur seul mot d'ordre "L'égalité pour tous"... Aucune revendication nationale précise! Aucun compromis avec l'Etat! Aucun respect des institutions politiques et syndicales de ce pays! A l'arrivée de cette convergence 84 à Paris, nous étions plusieurs dizaines de milliers... Il y avait belle lurette que nous ne nous étions senti "bien" parmi une foule de gens sur le pavé parisien. il y avait là de multiples visages nouveaux, une majorité de jeunes des cités, entrant de plein pied dans un espace que l'on croyait désormais vide. Ce n'était pas une grand' messe, ce n'était peut-être pas sans contradiction mais c'était vivant, chaleureux, et plein d'espoir. Nous publions ici l'intervention du collectif national de Convergence 84 à l'arrivée du carnaval, ce 1er décembre à Paris. Mais Convergence 84, c'était aussi et surtout ce qui a pu se passer (ou ne pas se passer) dans les villes, les ZUP, lors du passage de ces rouleurs. Nous avons réuni ici, pour ce dossier, quelques exemples, sur différents parcours de Convergence 84, de la réalité locale sur laquelle repose finalement l'émergence ou non d'un mouvement interculturel de jeunes. Ce dossier qui a quelques aspects contradictoires est de plus, nécessairement incomplet. Il y manque bien entendu un bilan-débat des initiateurs de cette démarche (que l'on espère pour le prochain CA), mais surtout les perspectives, les suites de cette initiative.

Intervention de Convergence 84 à l'arrivée du carnaval le 1er décembre à Paris...



Il y a toujours eu une personne ou deux, lors de notre passage dans les villes, pour nous dire, sur un ton navré: « le problème c'est, qu'encore une fois, nous nous retrouvons entre gens convaincus. Et c'est à cause de ça que les choses n'avancent pas... »

Au bout de quelques étapes, une question s'est imposée à nous: convaincus, certes! Mais convaincus de quoi?

C'est le sens de notre intervention d'aujourd'hui.

Nous avions choisi d'emblée de nous adresser à l'opinion publique et à elle seule. L'histoire de notre initiative nous oblige ici à réduire cette opinion publique aux gens qui nous ont accueillis, hébergés et nourris tout au long de notre périple. A tous ceux-là, nous nous adressons car ils sont aussi les gens qui, toute l'année, sont nos seuls interlocuteurs du centre-ville.

C'est pourquoi cette intervention prendra la forme d'une LETTRE OUVERTE AUX GENS CONVAINCUS

Sans la Marche pour l'égalité qui, l'an dernier, rassembla 100 000 personnes à Paris, Convergence 84 pour l'égalité n'aurait pu voir le jour.
Nous l'avions tout de suite déclaré : « Convergence est fille de la Marche ». Un ancien marcheur nous avait amusé en soulignant que Convergence naissait exactement neuf mois après la Marche.

100 000 personnes à Paris. Parmi elles, des organisations, des mouvements, des personnalités de gauche et de droite qui s'étaient reconnus dans ce qu'on appelait alors : « l'espoir des marcheurs ».

100 000 personnes à Paris. On pouvait, tout à coup, croire à l'instauration d'un nouveau consensus à l'égard de l'immigration. Un consensus nouveau puisqu'il occupait la rue et avec quel éclat ! Un consensus dans la grande tradition humaniste française : un consensus contre les crimes racistes.

100 000 personnes à Paris. L'immigration semblait sortir de sa réclusion solitaire. Des affirmations comme : « le silence est brisé » ou encore : « rien ne sera plus jamais comme avant », l'exprimaient parfaitement.

100 000 personnes à Paris. Et tout à coup, l'exclusion n'était plus qu'un mauvais souvenir ; un vieux cauchemar qui, comme disaient certains, était, sans violence, « relégué dans les poubelles de l'histoire ».

100 000 personnes à Paris. Et c'était le changement, « ici et maintenant ». A partir de cette mobilisation, on pouvait croire à d'autres mobilisations.

C'était cela l'espoir.

Car, qu'on ne s'y méprenne pas : personne n'a cru qu'à partir de cette apparition massive, la crise n'existerait plus.

C'est en terme de luttes, c'est dans l'existence d'un mouvement au sens réel du terme, c'est-à-dire d'un mouvement qui bouge et qui bougera, que l'espoir prenait corps ce jour-là.

100 000 personnes dans la rue. Et c'était la fin du silence. Le silence : cette plaie ouverte dans laquelle s'engouffrent tous les discours de la peur, tous les discours de la haine. Le silence de la rue : celui qui consent à tous les attentats contre notre intégrité physique et morale.

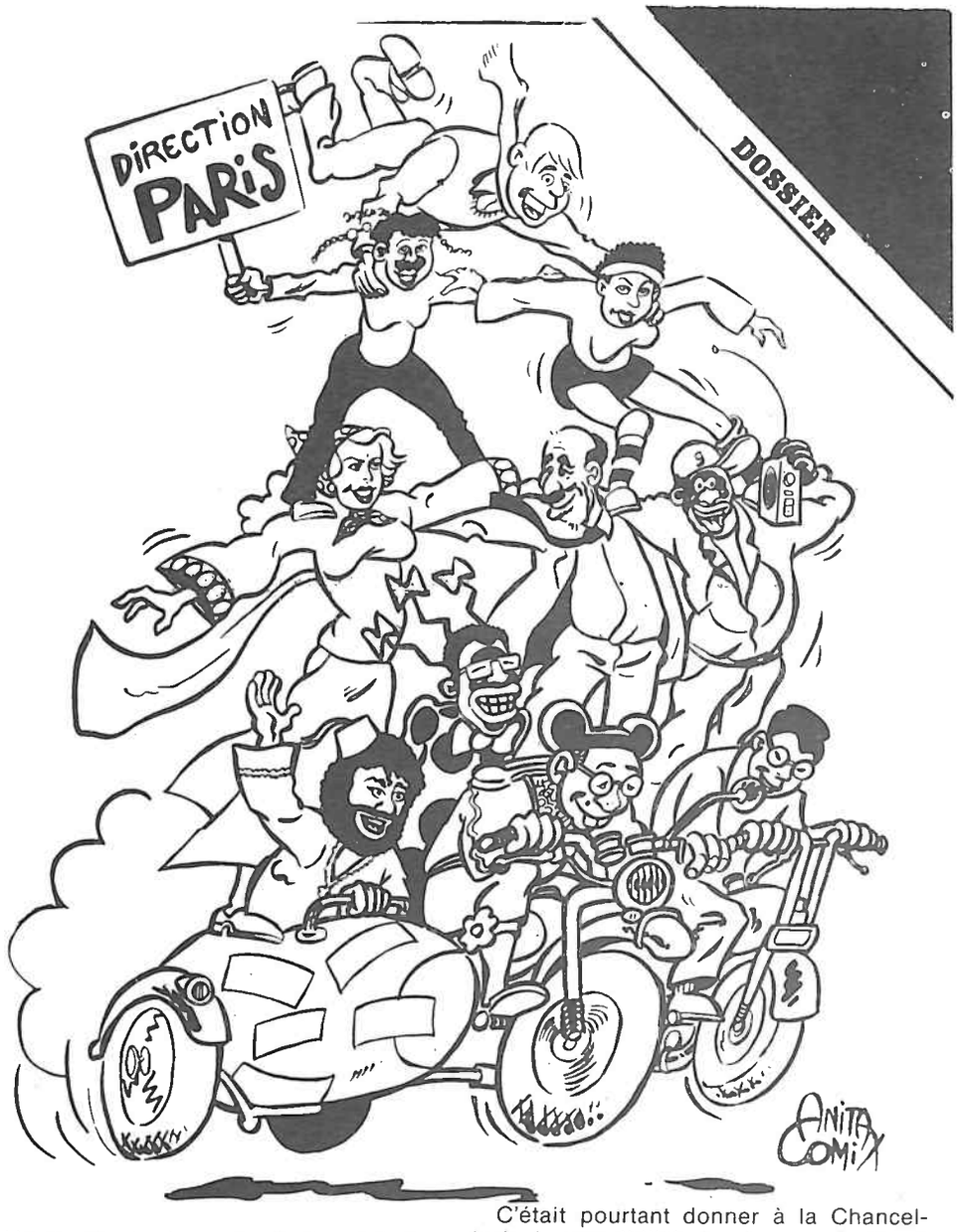
100 000 personnes à Paris. Et les gens convaincus s'opposaient, dans la rue, à ce silence criminel.

Le soir du 3 décembre de l'année dernière, 100 000 personnes sont rentrées chez elles, avec chacune dans ses poches, le bout de rue qu'elles avaient occupé.

Quelques jours plus tard, premières grèves dans l'automobile. Elle s'organisaient à Talbot-Poissy. Nous découvrons alors une distinction effrayante. Une distinction faite par d'autres que nous-mêmes. Entre les vieux travailleurs et les jeunes des cités, l'espoir ne serait pas le même ? Nous devenions des orphelins sans même avoir été consulté. Lequel d'entre nous avait renié ses parents ? Aucun, évidemment !

La Marche avait-elle simplement marché pour les jeunes. Et pour les jeunes beurs uniquement. Il fallait lever ce malentendu. C'est ainsi que nous organisions la première marche familiale où les marcheurs des Minguettes étaient présents.

Il a fallu se rendre à l'évidence : personne, pour ainsi dire, lors de ce premier rendez-vous après la grande Marche pour l'Egalité. Le moral se maintient pourtant au beau fixe. Nous avions marqué le coup. Nous avions levé un malentendu que les 100 000 (au moins) avaient certainement perçu.



Un peu plus tard encore, d'autres rendez-vous. A l'initiative de l'association des mères victimes des crimes racistes et sécuritaires. Des rendez-vous très importants.

Le 21 mars 1984, une première fois, une seconde fois le 27 octobre 1984, l'association des mères, par deux fois, a tenté d'alerter l'opinion publique, d'interpeller le garde des Sceaux Robert Badinter, sur une réalité « toute simple » : des dizaines de jeunes, enfants d'immigrés ou français, sont tués ou blessés au nom du racisme, de l'autodéfense ou de la sécurité.

Place Vendome, ces jours-là, davant le ministère de la Justice : personne. Ou si peu de monde... Le silence de la rue regagnait du terrain.

C'est pourtant cette réalité des crimes qui avait fait le succès de la grande Marche pour l'Egalité. Quel autre malentendu subsistait ? Quel autre malentendu empêchait les 100 000 d'être là ? Une partie au moins. Assez importante pour être entendue.

Reçues les deux fois par le cabinet de Robert Badinter, les familles n'ont plus eu de nouvelles, malgré l'engagement du ministère à suivre les dossiers, et malgré les appels de relance.

Fallait-il croire que les dossiers présentés, fruit d'un long travail précis et patient, dérangeaient à ce point.

Ces dossiers mettent en cause, il est vrai, non seulement des tontons flingueurs de la rue mais aussi des cow-boys assermentés, nous nommons là des policiers.

C'était pourtant donner à la Chancellerie la possibilité de s'appuyer sur un travail concret pour renforcer son propre travail. Le cabinet a eu cette réponse lapidaire : « le rapport des forces n'est pas favorable ».

On nous renvoyait au silence de la rue.

Plus tard encore. Elections européennes. La classe politique cède de plus en plus à la pression sécuritaire. Résultat : 11 % à l'extrême-droite. La presse titre : Immigrés, la gifle !

C'est alors que fin juin 1984, quelques « clandestins » se réunissent au Relais Ménilmontant. Ils sont jeunes, français, portugais, maghrébins et africains. Ils décident d'une grande initiative nationale. Une initiative de l'envergure de la Marche pour retrouver le rapport des forces qu'on nous réclamait tant.

Il fallait redémontrer, un an plus tard, qu'il existait ce rapport des forces sur lequel la Chancellerie pouvait s'appuyer. Il fallait retrouver les gens convaincus, au moins ceux-là, et avec eux, prouver de nouveau qu'après la grande Marche rien ne pouvait être comme avant.

Il fallait démontrer à l'Etat que le silence de la rue était une invention de leur cru.

Et nous partîmes, cinquante cinq, le 3 novembre, de cinq villes de France.

Partis à la recherche du rassemblement de la Marche, mais cette fois en élargissant le mouvement à d'autres communautés qui n'avaient pas pu s'identifier à la « Marche des beurs ».

Nous prenions ainsi l'occasion d'en finir avec l'amalgame immigration égale forcément maghrébins. Nous profitions de Convergence pour révéler l'extrême diversité de ce pays. Diversité qui est, faut-il toujours le rappeler, aussi sa richesse.

Il est vrai que les gens convaincus ne vivent pas dans les mêmes quartiers que nous. Une initiative comme Convergence 1984 le dit. Les gens qui la soutiennent habitent, pour la plupart au centre ville. Les gens soutenus habitent, eux, la périphérie, c'est-à-dire dans les banlieues, en dehors des espaces de consommations et de décision.

Nous avons refusé l'attitude stérile qui consisterait à mépriser et à rejeter tous les gens qui ne vivent pas la même réalité que nous. Nous avons proposé le dialogue pour mettre en valeur les réalités locales, aspect fondamental de l'initiative et sur lequel nous avons continué d'insister.

TEWFIK-JOANNES

Notre propos a été conforté par des rencontres vécues dans les quartiers, rencontres parfois vécues en prenant le chemin de l'école buisonnière, où les jeunes étaient les seuls à évoquer la réalité de l'acharnement policier, les arrestations abusives, les milices d'auto-défense.

Que fallait-il faire ?

Ménager nos alliés parce qu'ils nous offraient le gîte et le couvert ? C'est justement parce qu'ils sont nos alliés que nous ne devons leur faire aucun cadeau.

Certains prétendent qu'une pareille attitude risquerait de les dissuader. D'autres répondent que s'ils sont véritablement nos amis, ils doivent accepter d'être remis en question, prendre le risque de leur choix sans pour autant changer d'opinion...

Nous avons choisi la deuxième attitude car nous n'avons pas, dans l'extrême gravité de la situation actuelle, droit au bluff.

Seule une démarche fondée sur la clarté permet d'envisager l'avenir.

A ceux qui nous accusent de faire le jeu de la droite et de l'extrême-droite, nous répondons sereinement : c'est le silence (qui se nourrit de malentendus), c'est la peur de la critique, qui permet une politique des concessions qui elle, et elle seule, renforce la droite et l'extrême-droite.

La France, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, en fait l'expérience dans tous les domaines.

Les malentendus, dont nous parlons, reposent sur des considérations générales sur « le racisme ». Ces considérations parlent de l'immigration à partir du seul point de vue moral. La plupart des gens convaincus se définissent comme tels, toujours au nom d'une cause. Parce que leurs idées politiques sont contraires à celles de l'extrême-droite. Parce que leur idéaux humanistes s'opposent farouchement au racisme.

Le problème c'est que lorsque l'on se mobilise au nom d'une cause, on se sent sûrement solidaires de ces pauvres bougres qui subissent des injustices intolérables mais l'on ne se sent pas vraiment concernés. On tend sa main, tout au plus, parce que l'on se sent à une distance sûre de cette souffrance.

Nous ne voulions pas être des rouleurs-vedettes qui se contenteraient de témoigner sur une tribune. Et de témoigner d'histoires attendues... Force a été de constater que la plupart des organisations qui nous ont accueillis tout au long des trajets, se sont révélées incapables de faire le travail prévu. Faire apparaître la diversité culturelle des quartiers, susciter des initiatives locales qui, en occupant la rue, pouvait recevoir grâce au passage de Convergence une audience nationale... En un mot, faire une véritable travail de création.

Nous nous sommes retrouvés enfermés dans de grandes salles et de grands débats généraux où revenait sans cesse le leitmotiv du racisme et celui de la montée de l'extrême-droite. Discussions où toutes situations concrètes sont oubliées au profit de considérations générales qui permettent à beaucoup, nous le soupçonnons, de soulager leur mauvaise conscience.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de s'indigner contre la vague des crimes racistes, après plusieurs mois de silence, 100 000 personnes convaincues viennent tendre cette main de la solidarité. Mais lorsque, par la suite, il devient nécessaire de passer à l'étape suivante et de préciser jusqu'où ira l'engagement des uns et des autres sur la question du jugement de ces crimes, c'est la dispersion totale.

Dispersion qui conduit, une fois de plus, à l'isolement total des jeunes des cités.

On peut citer d'autres exemples.

La présence des îlotiers dans les quartiers entraîne certaines pratiques policières qui scandalisent les gens convaincus mais il faut reconnaître, ajoutent ceux-ci, que cette présence est efficace et que les taux de délinquence diminuent.

●●●

●●●

De même, pour les questions des quotas.

Les gens convaincus ne peuvent pas être d'accord sur le principe de l'expulsion des familles immigrées ou antillaises mais, ajoutent-ils, il est vrai que l'installation d'une famille immigrée dans certains logements sociaux entraîne le départ de quatre familles françaises.

En acceptant de telles logiques, nous sommes en droit de poser une question : avec qui les gens convaincus se retrouvent, de fait, solidaires ?

On découvre que l'origine des malentendus vient de la pratique systématique du double langage.

Ce double langage, on le retrouve dans d'autres sphères. C'est lui, sans doute, qui a provoqué la crise d'un pouvoir politique incapable d'assumer son discours sur le changement.

Ne pourrait-on pas comparer l'isolement actuel des jeunes des cités accueillis, l'an dernier, par une foule enthousiaste, à l'isolement de la gauche applaudie en 1981 par une foule tout aussi enthousiaste ?

Pour dépasser tous ces malentendus, les gens convaincus se doivent de casser des logiques qui sont à l'origine de leur propre isolement.

Sur la question essentielle des jeunes, il est nécessaire que les institutions antiracistes remettent en question des pratiques qui prouvent qu'elles ne considèrent pas ces jeunes comme des partenaires à part entière.

Elles refusent actuellement de comprendre que ceux-ci ont d'autres buts que d'adopter un mode de vie qui est celui du mode de vie en caserne.

L'intégration proposée aujourd'hui signifie le sacrifice de notre intégrité.

En fait, la richesse portée par cette jeunesse vient du refus de certaines valeurs traditionnelles. Et c'est cela la véritable modernité.

Le débat sur les nouvelles formes de citoyenneté ne peut pas être envisagé avec des partenaires extérieurs avant que s'instaure un rapport de force favorable à l'expression des quartiers qui passent par la remise en cause du carcan antiraciste.

En effet, à servir le racisme à toutes les sauces, on finit par le banaliser. Et surtout occulter des problèmes qui ne sont pas exclusivement ceux de l'immigration.

Il est nécessaire que les liens entre les gens convaincus et l'immigration s'opèrent sur d'autres modes que ceux de la solidarité et du soutien parce que les résistances des jeunes des cités aujourd'hui concernent tous les habitants de ce pays.

Aucune mère ne peut croire ses enfants à l'abri des 22 long-rifle des beaufs détraqués par la folie sécuritaire.

Beaucoup de mouvements, d'organisations de gauche et d'extrême-gauche parlent de racisme à tort et à travers pour justifier les uns leur vocation, les autres pour légitimer l'inscription de la lutte antiraciste dans leurs programmes.

Juillet 1983 : *les jeunes de la cité des « 4000 » de la Courneuve devant les photos de Toufik Ouannes, assassiné le 9 juillet*

L'immigration est ainsi marginalisée.

Elle devient un monde mystérieux, tellement mystérieux, qu'il finit par nourrir tous les fantasmes de l'imagination nationale. On peut en dire n'importe quoi sans prendre le risque d'être contredit. Et l'on s'en donne à cœur joie !

C'est une véritable convergence des symboles et des discours : les fachos et l'archétype des invasions barbares, les gauchos et l'étendard de la révolte des damnés de la terre, les cathos au nom de la compassion, etc.

Rien d'étonnant à ce que les habitants des cités périphériques plient sous le poids des symboles.

A l'image d'un certain marcheur qui répond à ses juges que l'absurdité des faits qui lui sont reprochés est telle qu'il préfère ne pas s'expliquer, ils choisissent le silence. Et ils finissent par devenir les otages de conflits qui ne les concernent pas.

Toumi est dans cette situation.

Toumi sur le dos duquel pèsent aujourd'hui les conflits entre la Magistrature et la Chancellerie.

Toumi incarcéré à l'issue d'un procès sommaire. Lors du procès d'appel, le réquisitoire du procureur de la république avait demandé sa libération immédiate comme geste symbole d'un acte de paix.

Comment faut-il aujourd'hui comprendre son maintien en prison et l'alourdissement de sa peine ? Quel est l'autre symbole qui jaillit ici ?

Halte aux cités qui tuent et au transit qui dure

Quelques mots, vite faits, à propos de Convergence 84.

DOSSIER

Il est essentiel de préciser que ce texte ne reflète qu'une partie de ce que les rouleurs de Convergence 84 avaient à dire au terme d'un mois de traversées de la France. Pour un certain nombre de raisons complexes et longues à expliquer une autre partie du texte — et non la moindre — ne fut pas écrite. En effet, le contenu de départ de Convergence — l'aspect positif de la démarche — a été entièrement passé sous silence, ce qui a provoqué des remous, aussi bien au sein de Convergence qu'à l'extérieur.

Au vue de ce texte, la trajectoire de Convergence apparait comme paradoxale, voire contradictoire. D'une initiative ouverte et large, on en est arrivé à des positions de repli, de fermeture. Il est vrai que tout au long des parcours, les rouleurs n'ont pas du tout encaissé les attitudes de certains militants anti-racistes : les anecdotes rapportées sont assez révélatrices d'une coupure gigantesque, d'une incompréhension totale : tel militant justifiant l'ilotage, tel autre, poussé dans ses retranchements, finissant par avouer que pour lui, le racisme provient d'un trop grand nombre d'immigrés, etc... et d'une manière générale, une méconnaissance totale de ce que vivent les jeunes dans les cités (leurs embrouilles avec les flics, leurs galères quotidiennes...)

De là à dire que tous les anti-racistes sont des beaufs et qui plus est hypocrites, le pas est vite franchi et l'on se trouve dans une situation inextricable, où plus grand chose n'est possible. Si le texte que nous publions semble séduisant par sa franchise de ton et son aspect « radical », il faut bien comprendre qu'il ne permet malheureusement pas, tel quel, de relancer ou de maintenir une mobilisation large : le mouvement autonome des jeunes immigrés, s'il constitue une PERSPECTIVE correcte, est loin d'être une REALITÉ effective, en tout cas suffisamment forte pour créer les conditions, par une dynamique d'envergure, d'un rapport de force favorable (combien d'associations de jeunes se sont cassé la gueule ou vivotent, faute de moyens suffisants).

En tous cas, 30.000 personnes dans la rue le 1er décembre représentent pour beaucoup un succès. Succès relatif bien sûr, mais succès qualitatif par la présence massive de jeunes, peu habitués des manifs.

Quelles seront les suites de Convergence, comment capitaliser cette mobilisation en conservant ses acquis — le dépassement d'un anti-racisme traditionnel, abstrait, paternaliste et/ou politicard — tout en évitant les dérapages conduisant à la marginalisation politique (1)

Après la marche des Beurs et Convergence 84, une troisième initiative de ce type semble, en l'état actuel des choses, bien impossible.

S'il est trop tôt pour faire des pronostics sur l'avenir immédiat, il est par contre vital que certaines choses évoluent un tant soit peu. Les différents collectifs de l'immigration et de la 2eme génération doivent, malgré les divergences et leur particularisme, régler leurs contentieux afin de travailler ensemble. De même que l'association des mères ne doit pas se retrouvrr seule à affronter les problèmes judiciaires.

Autre question : Les réseaux militants de « soutien » à Convergence vont-ils se disperser dans la nature ou au contraire, chercher à maintenir une présence locale et dans ce cas comment ? Soit la facilité l'emporte et ces comités se transformeront en cartels anti-fascistes comme le propose la LCR, soit une réflexion systématique s'engage, loin des slogans et mots d'ordres, sur L'ENRACINEMENT et la renforcement des luttes pour l'égalité, c'est-à-dire prendre à bras le corps l'ensemble des réalités locales, s'interroger sur le type de liens à nouer avec les jeunes — ni effacement derrière une position de soutien, ni prise en charge —, et sur une meilleure circulation des informations et analyses, avec les collectifs spécifiques déjà existants.

Les libertaires, s'ils n'arrivent pas avec leurs gros sabots idéologiques ou organisationnels, peuvent jouer un rôle déterminant dans cette recherche, car elle se situe à l'opposée d'une politique d'états-major et fait appel à une thématique d'auto-organisation.

Nous reviendrons dans un prochain CA sur tous ces points, et sans doute bien d'autres car ici comme ailleurs, un certain recul est nécessaire pour bien saisir des éléments qui ont parfois tendance à évoluer rapidement.

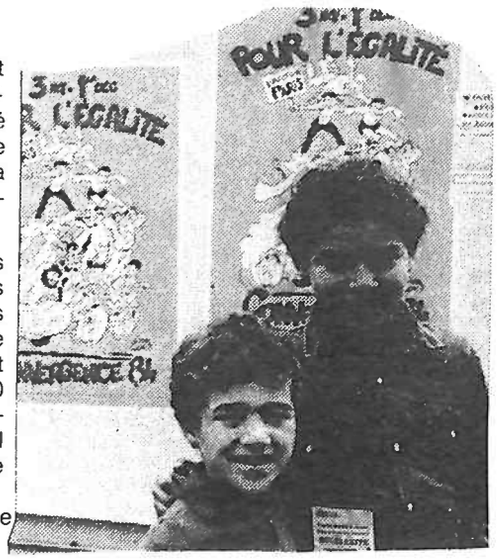
Paris le 15.12.82

(1)Cela ne signifie pas qu'il faille se faire instrumentaliser par une certaine gauche humaniste toujours prête à jouer les médiations avec l'Etat.

Convergence 84 à Angers

Les rouleurs de Convergence 84 sont arrivés dans la région alors que plusieurs travailleurs turcs avaient été tués ou blessés à Chateaubriand (entre Angers et Nantes), par un maniaque de la carabine, simplement par « haine de l'étranger ».

Le 17 novembre, un millier de personnes ont manifesté à Nantes aux côtés des rouleurs. Il s'agissait en majorité de jeunes des ZUP nantaises (Malakoff, Sillon de Bretagne), alors que deux jours plus tôt une manif anti-raciste avait rassemblé 2000 personnes, presqu'exclusivement des militants des orgas de gauche ou syndicales. Il y a eu quelques accrochages avec le service d'ordre du Front National qui protégeait une réunion de Romain Marie, le führer des Comités Chrétiens- Solidarité



Le 18, les rouleurs sont allés à Angers en passant par Chateaubriand où ils ont symboliquement cassé un fusil devant le café turc. A leur arrivée à Angers ils ont été accueilli dans la ZUP de la Roseraie par plusieurs centaines de jeunes, essentiellement venus des ZUP avec qui ils ont fait la fête toute la soirée. L'importance de l'accueil a été un succès compte-tenu que la presse avait quasiment tenu sous silence l'événement. Seule la feuille de chou locale, *Le Courrier de l'Ouest*, avait fait un dossier durant trois jours... sur « La montée de l'intégrisme musulman en Anjou ».

Le 19, des débats furent organisés dans les écoles. Dans une école de La Roseraie, le débat a tourné court. Alors que les rouleurs avaient l'appui du directeur de l'école, les professeurs refusaient de laisser

les élèves participer à cette rencontre. Qui a dit que la laïque c'était le mildiou ? (voir encadré) L'après-midi, une petite manif de mobs a fait le tour de la ZUP.

Le soir a eu lieu un débat avec environ 300 personnes avec tout le gratin des militants de la gauche française et étrangères (de l'UNEM surtout) mais aussi une centaine de jeunes des ZUP et des ouvriers immigrés.

Après avoir expliqué les buts de leur démarche, les rouleurs ont reproché aux autorités de n'avoir eu d'attitude constructive face à leur démarche. Dans certains cas, les municipalités brillaient par leur absence (Angers), dans d'autres c'était réception officielle avec vin d'honneur et petits fours (St Nazaire), mais rien de concret alors que les rouleurs auraient aimé plutôt qu'elles répondent aux demandes des jeunes de la ville. Ils ont regretté qu'aucun représentant de la municipalité ou des pouvoirs publics ne soit présent au débat. Or un adjoint au maire (PS) et un conseiller municipal (PSU) étaient là mais se sont bien gardés d'intervenir en tant que tels. Ils se sont contentés plus tard dans le débat d'intervenir anonymement avec des discours du type « élections cantonales ».

Le débat a peu porté sur le racisme. Un prof, français, déclarait que les ouvriers étaient les plus racistes. Un ouvrier marocain lui rétorqua que dans son milieu (au prof) il ne pouvait pas y avoir de racisme car il n'y avait pas d'immigrés. Ce même ouvrier remarquait que le racisme était surtout perceptible dans les ZUP et beaucoup moins dans les usines.

Sur la question de l'identité culturelle qui semblait importante pour la plupart des rouleurs, beaucoup de jeunes étaient en contradiction : « Je suis né en France, j'y suis bien et je m'en fous que mon père soit né marocain » ; ou encore : « Quand je vais en Algérie, je me sens un étranger » etc...

Le clivage entre militants et jeunes « Beurs » a été encore plus important quand on en est arrivé à la question de l'égalité des droits. Chaque militant y est allé de son « droit de vote pour les immigrés », « respect des engagements », « on est tous frères », mais le débat a vite tourné en prise de becs entre gauchos et cathos-socialos d'où étaient absents les jeunes qu'ils prétendaient défendre. Un étudiant marocain a tout de même fait remarquer à propos du droit de vote, qu'il n'était pas sûr que les élections avaient bien changé la vie des français. En outre que la nouvelle carte de séjour de 10 ans (voulue par la gauche) est informatisée sans que ça traumatise ces militants de gauche qui s'étaient pourtant mobilisés contre l'informatisation de la carte nationale d'identité.

Angers

Grilles fermées à l'école Jules-Verne

Déception lundi après-midi, au centre social de la Roseraie, où un groupe de jeunes devaient rencontrer les élèves de l'école Jules-Verne. Seuls sont venus au rendez-vous l'inspecteur du primaire et le directeur de l'école. Les instituteurs ont refusé d'amener leurs élèves car plusieurs de leur collègues ont dénoncé « la manœuvre politicienne » d'une telle action. A Jules-Verne, des classes reçoivent autant d'émigrés que de jeunes Français, plusieurs instituteurs souhaitaient donc une telle rencontre pour témoigner de leur travail pédagogique entrepris pour « rapprocher les enfants ». Une minorité d'enseignants n'a pas voulu de cette confrontation et a culpabilisé l'ensemble : résultat personne n'a osé conduire ses enfants.

Les grilles de l'école sont restées fermées !

Yves LAUNAY.

Ouest-France 21/11

Convergence à Champigny

Pour comprendre la réalité d'un collectif campinois 84, il est nécessaire de donner en préambule quelques précisions géographiques et historiques.

Champigny est une des plus grandes villes de la banlieue parisienne. Sans entrer dans de fastidieuses descriptions, il est important de signaler que l'on y trouve des cités HLM (ZEP, îlots sensibles...) : Bois l'Abbé, Mordacs, Cités jardins ; et des quartiers pavillonnaires : Cœuilly, Centre...

La place manque pour une étude détaillée, mais qui dit quartier « pavillonnaire » ne dit pas forcément « bourgeois » (le crédit sur 20 ans ça existe...). La mairie est un bastion PC depuis la libération. La poussée électorale de la droite aux dernières élections, a amené le PC a refiler quelques responsabilités au PS. Par ailleurs deux conseillers PSU siègent.

Bien revenons à notre collectif local. L'idée de créer un tel regroupement est partie d'un noyau d'individus (PSU, ex PSU, libertaires, inclassables...) qui s'étaient constitué autour d'un problème concret de délinquance/racisme sur le quartier du centre.

Au delà du soutien à **Convergence 84**, cette (re)prise de contact a permis de recenser un certain nombre de problèmes :

— Classes pour enfants immigrés dans une des écoles du Bois l'Abbé.
— Contrat d'agglomération où certaines associations immigrées ont vu leurs propositions systématiquement rejetées ou d'autres n'ont pas été contactées.
— Logement : quotas de fait appliqués par la mairie.

Dès le début s'est posé et réglé le problème du cartel ou du collectif d'individus. Le cartel a été écarté pour deux raisons :
— Les gens à l'initiative du collectif n'étant là qu'à titre individuel.
— La politique municipale et les récentes mesures gouvernementales ont de fait exclu le PS et le PC (et donc toutes leurs structures satellites ; associations, syndicats...) dans l'esprit de la plupart des membres du collectif.

Le fonctionnement du collectif mérite quelques remarques. Il y a eu beaucoup de rotation dans la présence des gens au cours des réunions. Avec à chaque fois des nouvelles arrivées compensant les défections (en moyenne 15 personnes par réunion). On peut noter que cette irrégularité était flagrante chez les jeunes des cités et les militants immigrés.

Il n'est pas non plus inintéressant de savoir que des jeunes des cités (Bois l'Abbé et Mordacs) ne se sont déplacés que lorsque les réunions se sont faites dans un centre culturel d'une cité.

Concrètement le collectif a organisé « 6 heures contre le racisme, pour l'égalité » le samedi 24 novembre dans le centre culturel déjà cité. 100 personnes se sont déplacées. Ce n'est pas trop mal compte tenu du faible nombre d'affiches annonçant l'initiative, et de la courte préparation de cette soirée (4 jours).

Par ailleurs, les rouleurs ont été accueillis par une association de jeunes du Bois l'Abbé le jeudi 29 novembre pour le repas de midi. Il semble que cela se soit très bien passé... On ne peut pas en dire autant du départ collectif de Champigny pour la manif du 1er décembre : 10 à 15 personnes.. Même pas toutes les personnes passées au collectif, et surtout une absence... des jeunes des cités.

Les suites de Convergence 84 à Champigny restent difficiles à pronostiquer. Il est

question de maintenir un collectif qui s'attaquerait aux problèmes concrets (école, contrat d'agglomération, quotas...)

Le débat reste ouvert entre des actions « anti-racistes » ou des actions « pour une France pluri-culturelle ». Le projet d'un centre culturel autogéré sur leur cité, formulé par des jeunes du Bois l'Abbé pourrait mettre tout le monde d'accord.

Quoi qu'il en soit de nombreux problèmes restent à résoudre :

- La prise en charge réelle des jeunes et des immigrés des problèmes. Iront-il jusqu'aux conflits ?

- Les motivations et modalités de soutien des « Français » du collectif.

- Harmonisation des différents fonctionnements collectifs (« jeunes des cités », « militants »)

Nous aurons certainement l'occasion de revenir sur ces thèmes dans les prochains CA.

Champigny le 14.12.84

Convergence 84 à Caen
Tiédeur et humidité....

DOSSIER

L'accueil sur Caen a été pris en charge par un collectif de soutien à Convergence 84 composé d'organisations politiques (PC, LCR, Groupe Communiste Libertaire), syndicales (CFDT, CGT, UNEF ID) et de quelques collectifs ou comités (collectif anti-fasciste, comité anti-fasciste, CIMADE...).

Seule l'UNEM, elle aussi participatrice, donnait à ce collectif une « couleur immigrée » aucune autre association, directement préoccupée par les problèmes de l'immigration, n'étant parti-prenante de ce collectif.

DÉTERMINATIONS ET AVERSES

Après avoir dégagé la route des clous semés par « d'odieux racistes » les rouleurs ont pu gagner la maison des syndicats où les attendaient les délégations des différentes organisations membres du collectif. Une fois rassasié, tout le monde a du se rendre à l'évidence : « Nous avions pris du retard sur le planning chargé de la journée ! ». Pour les rouleurs et pour certains membres du collectif le remède était simple : « On va dans les quartiers comme prévu et on supprime les réceptions dans les mairies ! ». Déconvenue pour certains mais en route pour les quartiers. Il faut préciser que quasiement rien n'a été préparé dans les deux quartiers choisis, la majorité du collectif ayant jugé que le temps manquait... Ainsi par exemple, la CFDT avait annoncé qu'elle ne diffuserait pas de tracts sous prétexte qu'il n'y a pas assez d'immigré, ce qui sera tacitement accepté par le collectif. La conséquence sera inévitable : le contact avec la population locale sera difficile par contre les élus étaient là pour emmener les rouleurs dans leur mairie respective.

Ainsi la municipalité d'Herouville PS, non partie prenante du collectif mais ayant offert l'hébergement, les entrainera dans le centre d'hébergement pour une réception avec les élus. Certes d'autres habitants d'Hérouville suivront mais sur place la discussion se fera exclusivement entre élus PS et rouleurs.

La dénonciation de la politique du gouvernement n'était sûrement pas sans intérêt mais la municipalité d'Hérouville confrontée à une très faible population d'immigré ayant une politique « modèle » par rapport à l'immigration avait des arguments locaux qui n'ont pu être approfondis.

En plus de ces deux quartiers, un lycée avait organisé une journée sur le thème du racisme et attendait les rouleurs.

L'après midi s'est terminée par une manifestation regroupant un petit millier de personnes sous une pluie dilluvienne. Il s'agit là certainement de l'aspect le plus positif de la journée ; surtout que cette manif avait précédée quelques jours auparavant d'un défilé de 500 personnes pour la mort du travailleur turc abattu dans la région parisienne.

Une soirée inter-culturelle a mis fin à cette journée, sous forme d'un concert des plus ringards dans un amphithéatre.

EN GUISE DE CONCLUSION

On peut considérer que l'objectif d'une telle journée se situe à deux niveaux.

D'une part l'aspect spectaculaire avec son audience dans les médias.

D'autre part la mobilisation engendrée ponctuellement et pour l'avenir.

A caen, on peut dire que le premier objectif a été atteint par contre, en ce qui concerne le second, seule la manifestation a bénéficié d'une mobilisation satisfaisante ; le reste de la journée n'ayant pas été l'occasion d'une apparition active (ou participative) de la population locale immigrée.

A cela différentes raisons :

— La réalité de cartel d'organisations du collectif et son manque de pratique sur le problème de l'immigration, donc son manque d'efficacité.
— La particularité de Caen par rapport au problème de l'immigration (faible proportion de la population).
— Mais aussi la démarche de Convergence 84 qui par exemple à Caen s'est adressé a certains collectifs proches d'organisations politiques pour la préparation de leur passage...

Quoiqu'il en soit, il peut sembler important que cette démarche même incomplète se soit faite dans cette période d'isolement pouvant devenir une référence à plus long terme.

Caen
Décembre 84

COMMENTAIRE A CHAUD...

Le tract du groupe communiste libertaire se terminait par : « ...Ainsi quelle meilleure réponse à la propagande "La France aux Français" qu'un combat au coude à coude des travailleurs "Français" et "Immigrés" contre la restructuration barbare du capitalisme, que ce soit à l'usine ou dans les quartiers face à la rénovation ».

Un des rouleurs nous a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec cela dans la mesure où le racisme est une agression spécifique des immigrés et que c'est eux qui en sortiront par eux même... sans commentaire... si ce n'est qu'il y avait des rouleurs Français... le refus de la récupération politique est important mais la seule solution est une certaine « cohésion politique ».

DOSSIER

Convergence 84 à Dijon

Le 22 et 23 novembre, les rouleurs de Convergence 84 passaient à Dijon. Il est difficile de tirer un bilan cohérent, global et bien ficelé de ce passage, d'une part parce qu'il n'exprime que le point de vue de "jeunes français", même si nous étions concernés par cette démarche puisque nous sommes aussi victimes de l'idéologie insécuritaire et du contrôle social (en tant que militant politiques et de par notre mode de vie différent de la norme dominante), d'autre part parce que la démarche en elle-même était farcie de contradictions. Voici donc plutôt une série de remarques sur ce vaste sujet...

VIEUX, CATHOS, DE GAUCHE, PLEINS DE BONNES INTENTIONS MAIS COMPLÈTEMENT DÉPHASÉS

Bien qu'un peu caricatural c'est comme ça que nous avons ressenti le collectif d'accueil qui s'était formé pour accueillir les rouleurs (la vieillesse n'étant pas exclusivement physique, mais surtout dans les têtes...) Dès les premières réunions nous nous sommes demandé ce que nous avions en commun avec ces gens-là, qui n'ont aucune différences réelles à revendiquer, qui sont tous issus plus ou moins directement de la majorité politique au pouvoir, et qui se retrouvent tout content de faire leur BA annuelle. Situation où nous sommes passé d'une tentative de critique constructive, à un désintéressement croissant pour les réunions, pour finir par n'assurer que le minimum militant afin d'assurer la pub nécessaire au passage des rouleurs. Il est évident que si les jeunes immigrés avaient participé massivement à ces réunions, notre attitude aurait été différente, mais les seuls représentants de cette « catégorie » étaient minoritaires et sans aucun moyen de se faire entendre dans le ronronnement tranquille. Le seul intérêt de ces soirées perdues étant peut-être de s'apercevoir que le clivage existant dépasse le simple désaccord politique pour se situer également sur la réalité quotidienne de mondes antagonistes et incompatibles, avec le regret de ne pouvoir impulser à nous tout seul un tel comité, donc d'être soumis aux décisions de ces petits bourgeois antiracistes.

DE L'OPTIMISME AU MALAISE

Nous n'avons pas été apparemment les seuls à ressentir ce décalage. Les rouleurs avec qui nous avons discuté étaient partis de Marseille plein d'entrain et quand ils sont arrivés chez nous, ils commençaient à en avoir sérieusement ras-le-bol. Cette évolution avait eu son point de bascule à Chalon/Saône où un des militants du comité d'accueil (accueil ?) s'est pris une baffe, tant son attitude était en contradiction avec ses beaux discours. Ce n'est pas chez nous que ce malaise a pu être dissipé. Ici comme ailleurs rien ne pouvait vraiment accrocher entre les jeunes et les vieilles barbes politiciennes. C'est peut-être une image simpliste, mais comment croire qu'un prof de fac en costard/cravate peut faire un discours de bienvenue réel à des gens en cuir, jeans ou autres frusques confortables et pas chères. Cela dépasse la simple différence de look pour rejoindre en fait des différences de classe. Avec les habituels débats foireux et intemporels, l'incompréhension totale du malaise qu'avaient les rouleurs et qu'ils ne pouvaient exprimer, simplement parce que c'était pas prévu au programme.

Mais il serait aussi trop facile d'accuser toujours les méchants vieux cons de tous nos maux. En tant que collectif spécifique nous n'avons guère fait mieux, à part balancer un tract new-wave et politiquement juste (bien sûr !). Quand à Convergence 84 ils ne firent que récolter le fruit de leurs illusions et de leurs ambiguités. Il y a quelque part quelque chose qui cloche entre le fait de participer à une démarche essentiellement politique tout en refusant d'en assumer les conséquences (quitter les débats, ou ne pas y participer) sous prétexte « qu'on est pas des politiciens ».

Ce qui est vrai, d'ailleurs, du moins pas pour la plupart, puisque ce n'était pas des militants, donc des gens qui se retrouvent sur un terrain de paroles, de théories, d'affirmations, qui n'est pas le leur. Juste que pour l'instant, il est difficile de contourner ce terrain-là, que l'initiative même l'impliquait et qu'il est un peu bizarre de s'en apercevoir après, surtout quand on sait, qu'au moins au niveau parisien, un certain nombre de membres du groupe de départ ne sont pas des nouveaux nés du politique.

PERSPECTIVES

Ça va être rapide, y'en a pas, enfin pas dans l'immédiat et de toute façon sans rapport direct avec le passage des mobylettes. A ce sujet, il pourrait être bon de faire un bref retour en arrière. Dans CA 39 nous disions (Nous, en tant que groupe de gens partie prenante de ce que nous racontons sur Dijon au fil des pages de votre journal favori...) qu'après la venue de Le Pen un collectif anti-raciste allait se monter. C'était croire trop vite qu'une rage momentanée allait se transformer en activité militante à long terme, ou plutôt qu'en l'absence d'événements précis et émotionnels, ce ne sont plus que les « militants » qui assurent une tentative de suivi. Nous savons que les copains sont toujours là et qu'en cas de menée raciste par exemple, leur réaction sera immédiate. Mais ce ne sera justement qu'une réaction, pas des initiatives que nous pourrions prendre efficacement si nous étions plus nombreux. Et pourtant une milice de « braves gens » s'est créée dans un des quartiers les plus « chauds » de la périphérie... Et pourtant ces mêmes quartiers sont maculés de slogans racistes. Ce n'est malheureusement pas encore le déclic suffisant pour que s'organisent les victimes potentielles, bronzées ou non.

C'EST PAS SI SIMPLE (Ben voyons !)

Ce qui précède n'est pas d'un optimisme extrême. De toute façon il semble évident qu'en terme de dynamique à court terme, Convergence 84 est un échec politique. D'un autre côté le politique dans une telle démarche ne s'arrête pas forcément à l'immédiat, au théorisable. Il ne s'agissait pas non plus d'arrêter la vague nationaliste et xénophobe avec quelques bruits de pots d'échappement. Des gens, jeunes pour la plupart, sans passé activiste, sont descendus dans la rue pour gueuler et chanter qu'ils ne voulaient plus de leur ennui mortel (au propre et au figuré), nous avons bu des bières, même parfois en nous engueulant, avec des rouleuses et des rouleurs venus d'horizons différents mais dans les mêmes galères que nous, ils ont apparemment perdu pas mal de leur naïveté de départ, ce qui ne s'intègre pas du jour au lendemain, ce qui ne se dépasse pas en quelques semaines d'une action commune. C'est difficile à exprimer, difficile de ne pas sombrer dans une démagogie genre "chouette on est jeune, on est en cuir (que le capital nous vend...) on branche", et en même temps il y a l'espoir que ces leçons, cet antagonisme de plus en plus flagrant entre eux (pas les jeunes, les autres) et nous (à définir), cet apprentissage de l'autonomie comme refus sans encore de capacité de propositions valables, tout ça qui dépasse un prétendu bilan, que parallèlement il est nécessaire de faire, tout ça donc n'est pas complètement inutile.

Dijon, le 11.12.84

Convergence 84 à Reims

DOSSIER

Le passage des "rouleurs" (parcours de l'Est) de "Convergence 84" à Reims a coïncidé avec l'émergence dans la principale Zup de cette ville (Croix-Rouge) d'un bouillonnement interculturel porté par des jeunes. Dans cette Zup, plusieurs facteurs ont interféré : suite à la Marche pour l'égalité en 83, des jeunes du quartier avaient rencontré d'autres jeunes d'une importante Zup de St-Dizier qui s'étaient mis en association afin d'exister par eux-mêmes. D'autre part, la municipalité de Reims (RPR-UDF depuis 83) menaçait de fermer ou de reprendre en mains certaines structures du quartier dont l'une (le + Château d'eau +) sert de lieu de rencontre, de répétition à différents groupes musicaux dont certains sont nés en son sein. Ce lieu, bétonné, insolite et peu fonctionnel mais n'imposant pas d'activités précises dans lesquelles les jeunes doivent obligatoirement s'inscrire pour avoir le droit d'entrer (cas des MJC ou centres sociaux) était et est encore le seul lieu de vie des jeunes du quartier. Ainsi est née l'idée d'une association regroupant les jeunes du quartier, créée et gérée par les jeunes eux-mêmes, indépendante des structures sociales, d'animations habituelles. Le premier but de cette association est d'acquérir un local afin de permettre aux jeunes de la Zup de se regrouper et de vivre collectivement leurs envies. Nous ne reviendrons pas en détail sur ce projet d'association (qui prend corps actuellement) défini par un groupe interculturel de filles qui a fait l'objet d'une interview dans le précédent C.A.

PLACE AUX JEUNES

Trois semaines avant l'arrivée des rouleurs de « Convergence 84 » à Reims, des filles de « Croix-Rouge », en liaison avec un jeune de St-Dizier se trouvant au Collectif national de Convergence, décident de prendre en charge « Convergence 84 » sur Reims. En effet, elle se reconnaissent totalement dans cette démarche qui met l'accent sur les revendications locales, l'initiative devant être laissée aux jeunes. Leur projet d'association sur le quartier entre en symbiose avec « Convergence 84 ». Cette initiative nationale est même ressentie comme pouvant peut-être les aider à imposer un rapport de force leur permettant d'acquérir un local dans la Zup.

Parallèlement, le Collectif national de « Convergence 84 » avait pris contact avec la seule association d'immigrés reconnue sur la ville : l'A.Tra.Mi (Association des travailleurs migrants) qui était donc présentie depuis plusieurs semaines, sinon quelques mois, pour accueillir les « rouleurs ». Cette association, dont le siège social est proche du centre ville, est reconnue comme seule interlocutrice des immigrés par toutes les composantes de la politicaillerie rémoise, mais aussi par tous les gouvernements des Etats d'origine des travailleurs migrants. C'est ainsi que l'A. Tra.Mi. est liée de fait à... Hassan II..., au gouvernement turc... Cette structure largement subventionnée sert aussi à contrôler, à ficher, bien évidemment, les opposants à certains régimes. Sur Reims, tout opposant à Hassan II, tout Kurde, sait qu'au sein de l'A.Tra.Mi, des marocains, des turcs font un travail de renseignements... pour les ambassades...

L'A.Tra.Mi. se sentait donc saisie d'une nouvelle mission : organiser l'accueil des « rouleurs » à Reims. Ainsi, elle avait pris contact avec les syndicats et associations traditionnels sans oublier la municipalité. Elle projetait déjà d'organiser un meeting dans les locaux de la Maison des syndicats.

Les filles de Croix-Rouge, bientôt rejointes par d'autres jeunes de cette Zup et d'un autre quartier : « Wilson » (où des jeunes immigrés tentent d'animer un foyer au sein d'une M.J.C. de quartier) ne l'entendaient pas de cette oreille. Pour ces jeunes, « Convergence 84 » sur Reims... **ce ne pouvait être que leur affaire !** Pendant 3 semaines, ces jeunes (au moins une dizaine), en majorité des filles, vont complètement désarçonner de par leurs attitudes (qui n'entrent pas dans les schémas classiques - *voir note*), leurs initiatives, leur dynamisme, l'A.Tra.Mi., les syndicats, les partis ou groupuscules, les associations. Ils veulent contrôler tout... et ils contrôlent tout ! Ils imposent à toutes ces structures l'impression et la diffusion de **leur** tract, de **leurs** affiches... où ils refusent toute cosignature (c'est ainsi que sur Reims, nous n'avons jamais vu, de mémoire de militants, la CGT et l'A.Tra.Mi. imprimer un tract où ne figure pas leur sigle !)... Finalement, toutes ces structures vont lâcher prise et se contenter de regarder en espérant que les jeunes se cassent la figure.

Note - Un exemple parmi d'autres : à la 1ère réunion organisée par l'A.Tra.Mi. pour accueillir les « rouleurs », les jeunes, en arrivant, ont trouvé tout naturel de s'asseoir à la tribune, reléguant un certain nombre de « responsables » au rang de simple public...

Ces jeunes trouvent un soutien important auprès de quelques individus investis dans les quartiers qui se reconnaissent politiquement dans cette volonté d'autonomie mais qui ne représentent qu'eux-mêmes (même s'il sont par ailleurs membres d'associations). Les jeunes resteront maîtres de A jusqu'à Z de leur initiative et de sa réalisation.

L'ACCUEIL DES « ROULEURS »

Les « rouleurs », en arrivant à Reims le 27 novembre, ont donc été accueillis par des jeunes des cités.

Les jeunes avaient prévu pour cette journée des tas de choses dont certaines, faute de moyens ou de préparation, n'ont pu être des réussites. C'est ainsi que le rendez-vous à 18 h au centre ville, en vue d'une manif, fut un relatif échec. Cet échec numérique (environ 70 personnes) s'explique dans la mesure où ni les tracts, ni les affiches n'en faisaient publicité. De plus, les associations, syndicats, partis, écartés de l'accueil, ont largement boycotté, sans oublier que des tas de jeunes ont préféré s'abstenir à participer à cette forme d'expression bien traditionnelle. Malgré tout, dans cette mini-manif, les jeunes des cités étaient majoritaires.

Le comité d'accueil de Reims avait tout misé sur une « nuit » interculturelle en plein cœur de la Zup Croix-Rouge, permettant aux groupes musicaux du quartier de

s'exprimer. Après en avoir débattu entre eux, il ne semblait pas utile, ni souhaitable à ces jeunes, d'organiser un débat, un meeting... car tout simplement, cette forme d'expression n'est pas la leur... et ce n'était pas un hasard pour eux, si c'était la forme d'accueil initialement prévue par l'A.Tra.-Mi.

A 21 heures, la salle pouvant accueillir 400 personnes était bondée. Les jeunes organisateurs (trices) furent un peu débordé(e)s tout au long de cette nuit où 200 jeunes des quartiers étaient encore là à 3 h du matin.

Les « rouleurs », après s'être présentés, ont voulu imposer un débat à l'assemblée. S'appuyant sur le fait que leur objectif était de faire parler les jeunes de leurs problèmes, ils remettaient de fait en cause, sans s'en rendre compte, l'organisation de leur accueil par des jeunes des cités rémoises. Un mini-débat eut lieu, qui permit à certains politiciens, pourtant écartés de la démarche « Convergence 84 » de revenir sur le devant de la scène avec un discours adapté aux circonstances. Il fallait beaucoup de discernement pour comprendre qu'untel... qui parlait concrètement depuis 5 bonnes minutes, n'était en fait qu'un militant du PCF très connu sur le quartier. Les « rouleurs » sans rien comprendre « au film » se faisaient alors largement complices de ce début de récupération. Il semble bien que les « rouleurs » avaient pour stratégie de provoquer des débats où les « anti-racistes patentés » de gôche, organisateurs habituels de leur accueil, s'exprimeraient et se feraient finalement percuter par quelques réflexions bien senties de jeunes des cités. Mais à Reims, cette stratégie était inadaptée, les politiciens ayant dû faire marche arrière bien avant que les « rouleurs » n'arrivent. Organiser un débat, c'était leur redonner la parole qu'ils avaient perdue, c'était décevoir ces jeunes qui s'étaient battus pendant 3 semaines contre la politicaillerie et qui n'avaient pas besoin d'un débat central pour exprimer leurs désirs. Cette incompréhension due au fait que les « rouleurs » se retrouvaient parachutés à Reims pour une journée était très certainement amplifiée par l'omni-présence en leur sein d'un chef, porteur de cette stratégie, dont on pouvait très vite deviner qu'il n'avait rien (ou plus rien...) d'un jeune des Zup !

Malgré cet incident de parcours, finalement sans conséquence notable, la venue des « rouleurs » de « Convergence 84 » à Reims fut un événement important. Il y avait belle lurette qu'on n'avait vu autant de monde dans une soirée très politique au sens véritable du terme. C'est ainsi que pour l'arrivée de « Convergence » à Paris, plusieurs dizaines de jeunes rémois(e)s des cités se sont déplacé(e)s. Si l'on compare avec la marche pour l'égalité de l'an dernier, la situation sur Reims est à rapprocher de ce qui a pu se passer ailleurs : un peu moins de monde... mais un maximum de jeunes qui ont remplacé avantageusement les militants de gôche restés ce jour-là dans leurs pantoufles.

« L'après Convergence » à Reims, c'est surtout l'association de jeunes qui se met en place à Croix-Rouge, les jeunes de « Wilson » qui ont plus la pêche pour gérer leur foyer, les idées de coordination entre jeunes de différentes Zup, les slogans qui se gueulent à Croix-Rouge, mémoire de l'arrivée de « Convergence 84 » à Paris le 1er décembre : « Nous sommes tous des immigrés de la 1ère, 2ème, 3ème... génération » !, les échanges qui peuvent subsister entre les « rouleurs » et certains jeunes des cités de Reims.

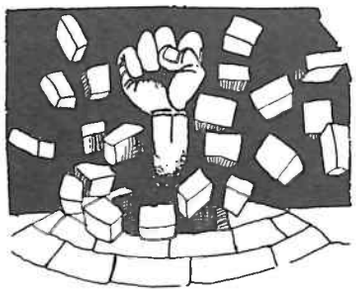
Chantal, Olivier et Denis
Reims, le 12-12-84

Interview de quelques « rouleurs » de l'est, de passage à Reims...

De passage à Reims, nous avons découvert ces "rouleurs" de l'est de Convergence 84.

Si leurs racines étaient diverses, il en était de même de leurs motivations. Certains étaient déjà des jeunes organisés en association dans leurs cités (ZUP de Fameck/Thionville), un autre roulait car c'était un moyen pour lui d'échapper à la misère, un autre encore avait été "poussé" par une association anti-raciste, deux autres mobilisés par un acte raciste commis par les flics dans leur cité.

Leurs expressions étaient aussi des plus diverses. Il y avait là pêle-mêle parleur très certainement habitué à jacter politique, capable de tenir le crachoir 10 bonnes minutes pour exprimer ce qui aurait pu être dit plus simplement en quelques phrases... et le "rouleur de base" s'exprimant clairement en une seule phrase. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, qu'un jeune sénégalais rétorque à une rémoise très inquiète pour Toumi (un des leaders des Minguettes et de la marche pour l'égalité en 83, criminalisé depuis et se trouvant condamné à 15 mois de prison ferme, 9 mois avec sursis, 3 ans de mise à l'épreuve pour une histoire datant de deux ans où rien n'a été prouvé juridiquement...) :



"Y-en a marre de parler de Toumi. Il y a d'autres jeunes en tôle aujourd'hui"

Au cours de la soirée rémoise de Convergence 84, nous avons pu interviewer spontanément quelques rouleurs. Il nous a semblé utile d'en reproduire ici quelques extraits.

Pensez-vous que le projet d'association des jeunes de la ZUP Croix-Rouge puisse être un moyen pour vivre autre chose au quotidien ?

C'est intéressant ! Surtout si cette association regroupe différentes ethnies, des jeunes de différents milieux, de différents quartiers. L'important c'est la communication, l'échange d'idées, entre ces jeunes. Cela peut créer une force car ce sont ceux qui vont faire la future société.

Je fais partie actuellement d'une association qui s'est créée voici deux ans dans la ZUP à Fameck (à 7 km de Thionville). On y mène des actions culturelles, des actions économiques. Nous allons bientôt lancer une coopérative ouvrière de tout service. On a aussi un « chantier jeunes » en Meuse. Nous sommes en train de retaper une ancienne abbaye. Cela permet aux jeunes de sortir de la ZUP, de voir autre chose. Nous apprenons ainsi à nous servir de nos mains, à respecter le patrimoine de différentes régions même si on est de culture différente. Jusqu'à maintenant, nous étions mis à l'écart, notre seul moyen d'expression était la violence. Depuis qu'on s'est constitué, cette violence a baissé, les jeunes essaient d'avoir plus de contact, de s'intégrer à la vie... parce que le but de l'association est d'aider les jeunes à se prendre en charge. Il faut aujourd'hui que les jeunes parlent eux-mêmes!

L'un des buts de Convergence est donc d'aider à ce que se créent un peu partout des associations de ce type ?

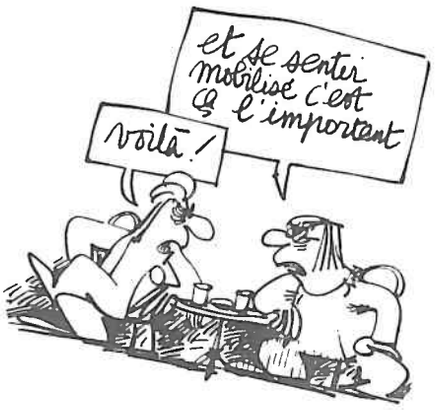
C'est effectivement un des buts de Convergence 84. Il y a des jeunes qui veulent prendre en charge leur vie, qui ont envie de parler de leurs problèmes. Les personnes qui parlent à leur place ne sont pas au courant de leur vie,ils ne la connaissent pas car ils ne vivent pas dans les ZUP. Ce sont déjà des gens qui ont des moyens « valables » pour survivre... tandis que les jeunes des cités n'ont rien !

Le but c'est aussi de parler d'égalité... L'égalité est un grand mot qui aujourd'hui n'a plus guère de signification. On ne connait pas l'Egalité. Il y a d'énormes différences entre les différents milieux. Il est impossible de dire qu'on est tous égaux, qu'on est tous les mêmes... même si on a la même nationalité... même si on vit dans un même pays. Je pense que les jeunes, de par leurs connaissances, leur vécu dans les ZUP peuvent dire que l'égalité n'existe pas... Ils peuvent dire aussi comment ils la vivent !

Hier, au débat à Epernay (étape de Convergence 84 précédent celle de Reims), certains d'entre vous ont parlé de leur situation de chômeur. Vous posiez non seulement le problème du racisme mais aussi un problème social et économique. Est-ce aussi cela Convergence 84 ?

Le chômage est la cause de la montée du racisme aujourd'hui. Il y a des français et des étrangers au chômage. Ce chômage touche tout le monde. Les français subissent la récupération des partis politiques qui essaient de récupérer des voix aux élections. On parle de « la France aux français »... mais toutes les politiques du PS, PC, extrême droite, RPR, UDF vont dans le même sens ! Les étrangers sont alors ressentis comme étant la cause de la crise alors que la crise est la conséquence d'une société où certains ont toujours voulu s'en mettre plus dans les poches. Actuellement, la société se modernise et si certains veulent s'en mettre plus dans les poches... il faut qu'ils licencient. Le racisme est alors accentué ! On casse des gens, on les balance, on les met à part... Actuellement on est en train de parler de « nouveaux pauvres » ... c'est un terme qui est d'ailleurs mal employé car des pauvres il y en a toujours eu... Il y en aura toujours tant que la société tournera avec des capitalistes et une masse de gens qui n'ont presque rien, à qui on ne veut même plus aujourd'hui donner de quoi vivre.

Je suis du « milieu »... on ne demande pas beaucoup... on demande de quoi vivre, vivre bien !, avoir un peu de liberté, pouvoir se balader, passer les frontières, ne plus être obligé de porter des documents (cartes...). Un autre problème est important c'est la Justice, les flics qui s'en prennent toujours à ces jeunes des banlieues, qu'ils agressent tous les jours... Les jeunes se révoltent... Jusqu'à maintenant, ils se sont révoltés avec la violence. Je pense qu'il y a un mouvement qui est en train de naître en France, qui va peut-être un jour demander la véritable égalité... Ce sont des jeunes qui ont compris que la violence ne sert plus à rien... maintenant c'est l'UNION, construire une force, à l'aide d'associations, en montant qu'on est uni, qu'on est capable de porter des projets, qu'on est citoyen à part entière et qu'on a des droits. C'est en montrant tout ça qu'on arrivera à changer la société...



Convergence 84 va-t-il plus loin que la marche de l'an dernier ? Les politiciens ne vont-ils pas mettre leurs gros sabots à l'arrivée comme ils l'ont fait l'an dernier ?

Ils ne récupèreront pas car nous avons refusé toute leur aide. On veut leur montrer qu'on est autonome, qu'on est capable de se prendre en charge... et puis ce que nous voulons toucher c'est l'opinion publique...Ce ne sont pas les politiciens. Ils se rendront compte eux-mêmes des fautes qu'ils sont en train de commettre par rapport à la masse qu'il y aura le 1er décembre à Paris. Le 1er décembre, ce sera la fête ! un carnaval... qui permettra d'exposer des problèmes d'une autre façon que les manifs habituelles où les gens gueulent A MORT... quelqu'un ou VIVE quelque chose. Ce carnaval sera un spectacle qui devra montrer le vécu, la culture de certaine communautés minoritaires en France qu'on essaie actuellement d'écraser... Et après, ce sera à chaque région, chaque ZUP de prendre en charge ses problèmes... pour avoir l'Egalité !

A Reims, des jeunes des cités pour vous accueillir ont dû se battre contre les politiciens habituels. Comment cela s'est-il passé sur votre parcours de l'Est de la France ?

Partout c'est le même problème !

Même nous, à Fameck, quand on a dit que notre but était de nous prendre en charge, les politiciens ont essayé de nous récupérer. Quand ils ont vu qu'ils ne le pouvaient pas, ils ont essayé de nous bloquer. Là, ils ont quand même compris que nous étions capables de mener des actions plus importantes que les leurs et qu'on arrivait à toucher plus de gens. Nous sommes la dernière association qui s'est créée sur la ville mais nous sommes la plus importante : 250 adhérents. **On la paye dur notre autonomie... ça paie l'autonomie, mais c'est quelque chose qui aujourd'hui coûte très chèr .**

Interview réalisée par l'Egregore le 27 novembre à Reims.

Interview d'un réfugié politique basque

PAYS BASQUE

Cet interview d'un militant des Comités de réfugiés basques, réalisée début décembre, permet de faire le point à la fois sur la stratégie des Etats espagnols et français concernant le mouvement abertzale (basque), sur les perspectives de ce mouvement et sur ses attentes en matière de solidarité hors du Pays Basque.

Dans une période de répression rendue plus intense et plus efficace par la coopération des Etats, dans une période aussi où les médias collaborent pour tromper, mentir, brouiller les pistes et désinformer, les réfugiés se félicitent de toute forme de soutien, qu'il se dise humanitaire ou plus politique. Cependant, ils sont conscients qu'une information directe et suivie serait nécessaire pour mieux faire connaître et comprendre l'enjeu global de la lutte abertzale et son importance stratégique en Europe.

Des militants ne s'y trompent pas, qui en France essaient de poser le problème d'un soutien aux réfugiés basques de façon à ce que se sentent concernés tous ceux dont les luttes menacent en Europe les projets et intérêts capitalistes. C'est à cette réflexion sur la qualité et la portée du soutien contre les extraditions et contre la répression que le deuxième texte, écrit par un camarade de l'OCL, convie et qui montre, lui, que toutes les formes de soutien ne sont pas équivalentes.

Peux-tu faire un bref rappel des mesures prises par le gouvernement français à l'encontre des réfugiés ?

Déja en 1979 lorsque le gouvernement avait retiré le statut de réfugié, c'était une première attaque contre la communauté des réfugiés ; mais avec le gouvernement socialiste, qui avait promis derégulariserla situation, en acceptant les demandes d'asile, en fournissant des papiers, de 1981 à aujourd'hui il y a eu un changement horrible. Avec le PS français les choses sont pires qu'avant. D'un côté il y a les attentats du GAL, et par ailleurs il y a toute une stratégie de la part de l'administration juridique et policière pour essayer d'en terminer avec l'existence d'une communauté de réfugiés basques...

Peux-tu préciser les raisons ?

Cette stratégie d'annihilation de la communauté a son origine en Espagne. En effet, les réfugiés politiques basques sont le produit de la répression du pouvoir espagnol contre le mouvement de libération basque (1).... Nous sommes devant l'Europe le témoignage de la répression et du manque de démocratie au Pays Basque sud. Jusqu'en novembre 1982 le gouvernement espagnol a essayé d'en finir avec le mouvement basque ; il s'est servi des lois anti-terroristes, de la constitution espagnole, de la torture. Mais malgré toutes ces mesures il n'a pas réussi à anéantir le mouvement. Au contraire, celui-ci n'a cessé de se maintenir en bonne santé, du point de vue des résultats électoraux, de la vie associative, de la mobilisation...

A partir d'octobre 1982 le pouvoir espagnol met au gouvernement le PS espagnol. L'arrivée du PSOE au pouvoir a été facilité par l'armée et par un secteur du capitalisme. L'armée n'avait pas, avec la droite ou le centre, réussi à contrôler le Pays-Basque. Les militaires se sont dit que la sociale démocratie pouvait assimiler une partie de la population et faire accepter un consensus, une « répression démocratique ».

Les militaires ont posé aux socialistes des conditions, en leur disant : il y a des choses qui sont intouchables : le système capitaliste et l'unité nationale. Le PSOE a accepté ce pacte en dépit des espoirs que le peuple espagnol a mis dans ce parti (10 millions de voix). Il y avait dans l'Etat espagnol un désir de changer la vie. La classe ouvrière a voté PS. Mais maintenant elle se rend compte que ce n'était pas la peine, car la marge de manœuvre accordée au PSOE était très étroite. Les militaires limitaient tout.

C'est alors que le gouvernement espagnol commence à travailler très sérieusement avec le gouvernement français. Une lettre de Cheysson à Badinter (7 nov. 82) demandait de préparer une nouvelle doctrine d'extradition....

...Il s'agit pour le gouvenement espagnol d'obliger le mouvement basque à la reddition en lui faisant un chantage à l'anéantissement de la communauté de réfugiés (extraditions, expulsions, assassinats...)

En même temps, au Pays Basque commence le plan ZEN (zone spéciale du nord) qui est un état de siège à mots couverts. Dans ce plan (2) il y a un point sur la collaboration avec la France.

Plusieurs moyens sont donc utilisés :

- La voie du GAL pour les assassinats
- La voie administrative pour diviser les gens quant à l'attribution des papiers.
- La voie juridique et policière avec les extraditions.

Ces triples mesures ont abouti aux extraditions que l'on connait. La menace du GAL oblige le pouvoir français à dire : s'il y a le GAL c'est qu'il y a des réfugiés ; s'il n'y a plus de réfugiés, il n'y aura plus d'attentats du GAL. L'Etat français s'attaque donc aux victimes au lieu de s'attaquer à ceux qui tuent. Mais l'objectif du GAL est aussi de créer au Pays Basque Nord toute une ambiance contre la communauté des réfugiés. Le mouvement abertzale, comme la communauté des réfugiés a été visée par le GAL : il s'agit de criminaliser, de marginaliser tout le mouvement basque...

... Le parti socialiste français s'est soumis aux désidératas du PS espagnol, sans faire d'analyse autonome du problème basque : c'est-à-dire sans reconnaître que le mouvement national basque pose des problèmes nouveaux qu'il faut prendre en compte, comme le manque de démocratie en Pays Basque Sud.

Tu disais que le gouvernement français aurait pu faire preuve de plus d'autonomie dans ses décisions. Ça veut dire que vous avez été surpris par les mesures d'extradition ?

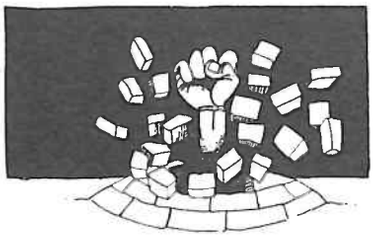
Oui... deux sentiments s'opposaient. D'un côté l'idée que le parti socialiste français ne pouvait en arriver là ; nous lui faisions une certaine confiance donc ; et de l'autre la constatation d'un processus général qui tout au long de 84 se renforçait : 7 expulsions, des contrôles, des menaces, et qui devait logiquement aboutir aux extraditions. On n'était pas très clairs. Or la décision d'extrader avait été fixée bien avant, et servait d'avertissement et de chantage auprès du mouvement basque. Mais celui-ci n'a pas voulu se vendre (3).

Et maintenant que va-t-il se passer ?

Même le PSOE a été surpris de la réponse du peuple basque aux extraditions. Il attendait une réaction plus ou moins forte d'un secteur de la population, le plus radical. Mais pas cette réponse large et majoritaire qui a eu lieu...

... La lutte va continuer encore longtemps. C'est un combat à long terme. Et pour cela il y a deux choses importantes :

- Refuser les voies qui nous sont proposées ; par exemple celle du « repentir », de la réinsertion sociale. Elle n'est pas acceptée. Il y a eu en tout 2 repentis sur 800 que nous sommes.
- Faire une énorme travail pour expliquer ce qui se passe en Pays Basque, par où passe une solution et comment doit s'exprimer la solidarité. Nous avons sous-évalué la solidarité internationale pendant ces dernières années. Maintenant nous nous rendons compte que c'est très important d'avoir un écho et de pouvoir expliquer ce qui se passe... pourquoi on lutte en Pays Basque. Car il y a là-dessus trop d'idées confuses. Le Mouvement national basque est un mouvement large, politiquement mûr et qui lutte pour l'indépendance et le socialisme en Pays Basque ; il se définit internationaliste et solidaire avec le reste des peuples en lutte etc...



A propos de solidarité. Les extraditions ont concerné pas mal de gens dans l'Etat français et ont posé à ces gens le problème du soutien aux réfugiés. Ils ont été amenés à soutenir, soit de façon humaniste (droits de l'homme) soit en s'interrogeant: « cette lutte qu'est-elle vraiment? ». Et là-dessus, ce qui est rapporté dans les journaux ne donne aucune notion réelle. Ces copains se sont rendu compte qu'un moyen d'être solidaire était de poser le problème à un niveau européen, celui du renforcement des liens policiers et économiques entre les différents Etats. Ceci d'autant plus qu'au Pays Basque aussi le capitalisme est en train de se confronter au problème des restructurations industrielles.

La défense des droits de la communauté des réfugiés est toujours politique. Aujourd'hui, il y a des secteurs qui se solidarisent avec la communauté des réfugiés selon différentes argumentations. Des gens qui le font sur des critères humanitaires, ceux des droits de l'homme ; il ne faut pas penser que ces critères ne sont pas politiques. Au contraire, en Europe aujourd'hui, la défense des droits de l'homme, de **tous** les droits de l'homme, contre l'Etat qui est partout, domine tout et restreint de plus en plus les libertés des gens, est une défense politique.

Mais il y a un autre niveau, celui de la défense des revendications basques. Toutes les formes de solidarité, nous les acceptons très bien. Il y a différents niveaux de conscience ; certains diront : « moi je suis très fier d'être français, je veux défendre le droit d'asile et la démocratie française... » Pourquoi pas ! D'autres, communistes, socialistes, anarchistes s'exprimeront en faveur des droits nationaux basques, c'est très bien. Nous sommes obligés d'accepter toutes les solidarités. Car en France et en Europe nous sommes assez isolés à cause de la campagne menée contre nous par le PSOE par le biais de l'Internationale socialiste...

... Dans les comités de soutien avec la communauté des réfugiés il faut travailler avec tout le monde y compris avec des militants dont les organisations sont officiellement pour les extraditions. Il y a des contradictions à faire éclater ; en plus il y a tout un travail à faire dans les MJC, dans certains syndicats, avec des groupes culturels, des groupes féministes, des chômeurs, tout un travail que nous, mouvement basque, devons faire...

...Si quelque part un comité veut se créer, nous sommes prêts à l'appuyer ; par le biais de gens du Pays Basque nord, il n'est pas difficile d'entrer en contact avec nous.

Il y a donc tout un rapport de force à construire ?

Oui. Nous ne croyons pas que les extraditions supposent une défaite totale. Nous avons perdu la première phase de la lutte contre les extraditions mais nous avons beaucoup appris. Cette expérience riche va nous servir pour l'avenir. Car nous pensons que les extraditions vont continuer nous ne savons pas à quel rythme, et pour la prochaine bataille il faut que les gens se préparent. Il faut « chauffer les machines ». En voyant l'attitude du peuple basque qui s'est mobilisé très fort, nous avons une confiance énorme en lui. Nous venons de le voir avec l'assassinat de Santi Brouard député de Herri Batasuna. La réponse a été large, forte, énorme ; une grève générale... Le peuple basque est en train de résister, au contraire de ce que dit Gonzalès, et réclame ses droits. Nécessairement il y aura une solution politique.

Nous croyons qu'avec la mort de Santi Brouard le pouvoir est arrivé à un seuil de saturation. C'est une escalade qui est arrivée à un point d'où se dégagent deux possibilités :

- Ou l'Etat espagnol envisage un génocide : faire descendre des gens de HB, des militants des commissions pour l'amnistie ; en tuant, comme la gestapo avec les juifs.
- Ou on arrive à une négociation.

Les deux forces sont très stabilisées : le pouvoir espagnol et le peuple basque. Il y a un blocage. L'une des deux solutions arrivera en fonction de la lutte du peuple basque et de la solidarité internationale.

Une meilleure connaissance du mouvement basque peut se faire au travers de phénomènes d'identification. Sur le plan des restructurations industrielles, il y a plein de gens qui vivent la même chose en Europe ; or la lutte est extrêmement vigoureuse au Pays Basque contre ces restructurations ; ceux qui par ailleurs se battent aussi de façon plus ou moins efficace contre elles, pourraient, par des informations, des échanges, des contacts directs, comprendre mieux pourquoi au Pays Basque ces luttes prennent des formes très radicales.

Pour parler de la restructuration au Pays Basque il faut voir que l'industrie y a été très spécialisée (sidérurgie, chantiers navals) ; les gros capitalistes, les propriétaires de ces industries ont été des gens de la droite la plus réactionnaire. Ce sont des capitalistes également qui n'ont pas su investir, préparer l'avenir... en tant que capitalistes. Seul l'intérêt à court terme comptait pour eux. Maintenant ces industries sont vieilles et ne servent à rien. La situation est telle qu'il y a des gens qui sont en train de quitter le Pays Basque pour émigrer, des Andalous, des Galiciens, qui s'étaient intégrés, qui se trouvent au chômage, et qui doivent partir. C'est une situation qui ne s'est jamais passée au Pays Basque.

La solution passe par où ?

Bien sûr par un changement de cadre politique et économique. Les gens qui se battent dans les usines contre les flics, se rendent compte que ce sont les mêmes personnes qui imposent les restructurations industrielles, et qui répriment le peuple basque, qui torturent..., les mêmes ennemis donc. Là se développe une identification qui fait avancer le niveau de conscience : ce n'est pas seulement la lutte contre les restructurations mais aussi pour une société socialiste en Pays Basque.

...

La solution donc passe par le contrôle des industries par les gens, par un changement des structures économiques et politiques. Ainsi dans les dernières manifestations, les ouvriers ne criaient pas seulement « Non aux restructurations » mais « Oui au socialisme ». Il y a un saut qui est plus global.

Et à ce niveau-là en Pays Basque, il y a des luttes qui ont été globalisés. On ne peut pas lutter aujourd'hui en Euskadi pour un Pays Basque écologique, sans lutter pour un Pays Basque qui parle en Basque. On ne peut pas lutter pour l'indépendance sans être socialiste. Il y a des organisations féministes, qui luttent pour une société sans différence sexiste, donc pour une société socialiste, autonome, indépendante. A ce niveau, nous avons réussi à globaliser des luttes, et c'est ce qui fait peur aux capitalistes, parce que pour eux le plus simple c'est de s'affronter à différentes luttes, les femmes par ici, les ouvriers par là, les jeunes, les basques, les socialistes... Mais si tout le monde arrive à globaliser les luttes, les capitalistes se trouvent plus coincés encore. C'est en ce sens que le phénomène le plus dangereux pour eux peut-être en Europe, c'est le Pays Basque qui a réussi plus ou moins, avec beaucoup de défauts et des erreurs, à globaliser des luttes et à poser le problème du changement de tout le cadre politique, culturel, économique, social, en Pays Basque.

Ils veulent nous coincer parce que nous représentons un risque pour tout le capitalisme en Europe ; notre réussite peut appuyer la révolution des autres peuples de l'Etat français ou espagnol.

(1) Par mouvement de libération basque, nous entendons les forces regroupés dans Herri Batasuna, dans le parti HASI, dans les syndicats abertzale, les comités pour l'amnistie, les groupes de femmes, de quartier, d'usine...

(2) Voir dans un autre article de ce numéro de CA un aspect particulier du plan ZEN concernant les média et la désinformation.

(3) ETA a rendu publique, entre autres documents, une lettre de Guidoni, ambassadeur de France à Madrid, proposant à ETA de « négocier » : l'arrêt de la lutte armée contre l'arrêt des menaces d'extraditions. ETA refuse le chantage. Le gouvernement français décide d'extrader 3 réfugiés basques.

A propos des extraditions et de l'asile politique

Une des dernières options politiques spécifiques de la gauche socialiste (par rapport à la droite) a été récemment reniée avec l'extradition de trois basques et l'expulsion de plusieurs autres.

Nous savons d'autre part que les procédures d'extraditions d'au moins deux italiens sont en cours et que deux allemands seraient dans le collimateur de l'Etat français.

On peut penser que le premier pas a été fait et qu'il n'y a pas de raison pour que ce phénomène ne se généralise pas.

Malgré la détermination manifeste du gouvernement, on ne peut s'empêcher d'assimiler la période à un test. Période de test essentiellement quant à la capacité de réaction et de soutien face au peaufinage chaque année plus grand de l'espace judiciaire européen. Se pose donc le problème de quelle forme de soutien , quelle mobilisation » ?

Au delà des comités de soutien directement liés aux individus, soit affectivement soit politiquement, qui prennent en charge entre autre la part pratique du soutien (avocats, fric, etc...) on peut discerner au moins trois façons d'aborder le problème d'un soutien plus large.

LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Cette démarche pourrait (voudrait) utiliser le désaccord, la déconvenue d'une martie des militants de base du PS et aussi des électeurs de gauche. Si tel était le cas, elle devrait permettre une forte mobilisation. Mais tout d'abord, force est de constater qu'il n'y a pas eu de participation spontanée et massive aux quelques manifestations de riposte aux extraditions.

Pourtant celles-ci étaient à la une des média et la déconvenue à son apogée...

Avant d'envisager un éventuel travail de mobilisation sur ce terrain, examinons de plus près, ce qu'il sous-entend.

Revendiquer globalement le droit d'asile revient à obtenir la conservation de l'acquis démocratique. Or cet acquis n'est pas législatif mais relève d'une tradition issue de la déclaration des droits de l'homme. Si une lutte d'ampleur s'engageait sur le ce terrain, la seule réponse acceptable serait une législation claire du droit d'asile. Or, pour le pouvoir, qu'il soit de gauche ou de droite, cette solution pourrait être on ne peut plus attirante. En effet, une fois la législation en place, il suffirait au pouvoir de justifier du non-respect d'un des articles pour ordonner une extradition dans un consensus quasi général (1).

Il est clair que, dans ce domaine plus que dans d'autres, l'acquis démocratique n'est absolument pas une réponse dans la mesure où la démocratie (l'Etat en place) se donnera les moyens de rester dernier juge...

Le « respect » de cet « acquis » par un Etat quel qu'il soit relève donc essentiellement du rapport de force social à un moment donné, et sur toute une série de problèmes ; il ne peut par conséquent se réduire à une question législative, car c'est alors d'avance perdu.

LE SOUTIEN POLITIQUE A CHAQUE EXTRADÉ

L'extradition des basques a été justifiée par le caractère « criminel » de leurs actes passés. Tel a été le discours des élus socialistes, oubliant que ces mêmes actes avaient justifié, quelques mois auparavant, leur reconnaissance tacite d'exilés politiques. Les média, quant à eux, se sont bornés à reprendre le discours officiel du gouvernement, négligeant totalement tout rappel du combat politique des extradés. Les faibles mobilisations en riposte à ces premières extraditions laisse supposer que le relais des média a permis au pouvoir d'imposer son discours.

C'est face à cette odieuse propagande que l'idée d'un soutien politique prend son sens. Il s'agirait de permettre aux extradés de rappeler le contenu de leur combat. Ce travail de contre-information vise à redonner les éléments nécessaires au choix de soutenir ou pas tel ou tel extradé ; mais pour que cette démarche permette une réelle mobilisation, il faut réussir à contrer les média et leurs énormes moyens sur leur propre terrain...

De plus, si, comme on peut le redouter les extraditions se multipliaient, elles toucheraient inévitablement des militants plus ou moins liés à des groupes ou courants politiques très différents (ETA, Brigades rouges italiennes, mouvement autonome italien, RAF, etc...), ce qui sous-entend de reprendre à zéro la dynamique pour chaque cas.

Bien évidemment cette démarche, contrairement à la première, éviterait un soutien tacite à des fascistes extradables, par exemple.

Par contre, elle posera le problème du « soutien critique », ou autre subtilité... dans un souci de dépasser les divergences politiques face à la répression de l'Etat.

Dans ce cas-là, ce qui doit être défendu et popularisé c'est le contexte populaire de la lutte d'où sont issus les militants touchés et les organisations visées, et non forcément les organisations elles-mêmes. Cela, du même coup n'est valable que lorsque ce contexte de lutte existe, et non lorsque la lutte se résume à celle d'une organisation fantomatique. Dans ce dernier cas, il n'y a plus grand chose à défendre sinon au nom de l'humanisme le plus creux, ou alors de se faire manipuler par l'organisation en question.

RIPOSTE CONTRE LA POLITIQUE DE RÉPRESSION DU POUVOIR DE GAUCHE

Il s'agirait de dénoncer le changement de politique de la gauche, non pas sur le terrain des promesses non tenues, mais comme étant dans la logique de sa politique capitaliste.

Deux aspects essentiels se dégagent :

Le premier concerne l'attitude du gouvernement face au GAL.

Au moment où la gauche ne cesse de dénoncer la montée de l'extrême droite, on ne peut que constater que le gouvernement a cédé au chantage odieux du GAL. Quand Mitterrand, lors de son voyage au Pays Basque, déclare qu'il fera tout pour que les Basques français vivent dans la sécurité,

ou lorsqu'il répond aux attentats du GAL visant les réfugiés politiques par trois extraditions avant même que le GAL ait été démantelé, il ne fait que s'incliner devant le coup de force de ces anciens militants du SAC et autres mercenaires d'extrême droite.

Le deuxième aspect de la politique de la gauche entraînant cette répression est la construction capitaliste de l'Europe.

En effet, nous savons depuis longtemps que la construction économique (si laborieuse) de l'Europe s'accompagne d'un arsenal de mesures permettant son contrôle social : collaboration des polices, espace judiciaire européen etc... Remarquons que ces mesures se mettent beaucoup plus facilement en place que les accords économiques.

Tout Etat a toujours combattu les foyers insurrectionnels, avec d'autant plus d'ardeur qu'ils sont menaçants ; ainsi, les mouvements en Italie des années 70, l'Irlande, le Pays Basque, sont les phares de cette répression du fait de leur radicalité (2). En entrant dans l'ère européenne cette répression prend elle aussi la dimension européenne.

Mitterrand en prônant l'Europe a précipité la France dans le cycle répressif qui a fait disparaître le traditionnel droit d'asile (déjà bafoué par la droite au moment de l'affaire Croissant).

Cette constatation est d'autant plus importante qu'elle élimine le rêve d'un réel asile politique en France si ce n'est pour les Russes et autres ressortissants de l'Est (propagande anti-communiste oblige).

Cette dernière façon d'aborder le soutien aux extradés pose un problème plus général. Si, actuellement, l'ensemble des pays d'Europe « jouissent » d'une relative paix sociale — ce qui limite la répression européenne au « terrorisme » — qu'en serait-il si les mouvements sociaux reprenaient de l'ampleur et de la détermination ? Dans ce cas-là, il ne s'agirait plus de « Terroristes aux mains ensanglantées » mais de travailleurs en lutte.

Ainsi, si le mouvement de grève des mineurs anglais persistait et menaçait énergétiquement l'Angleterre, le soutien européen pourrait entrer en jeu, tant sur le plan économique (livraison de charbon), que sur le plan social (propagande contre la lutte des mineurs, contrôle d'éventuels gestes de solidarité etc...) un peu comme le pacte de Varsovie a fait pression sur Solidarnosc.

ET CONCRÈTEMENT ?

Une fois de plus cet article ne se terminera pas sur une recette. Mais cette tentative d'analyse condamne la participation suiviste au mot d'ordre « sauvegardons le droit d'asile en France » proposé par certaines organisations « démocratiques ». Le troisième aspect de l'analyse présente l'immense avantage de tenter de lier une éventuelle mobilisation contre les extraditions à d'autres mouvements ou, en tous les cas, de tenter de dépasser le cadre restrictif de l'extradition. Quant au deuxième point, il devrait pouvoir s'associer à la troisième démarche dans la mesure des capacités d'un éventuel regroupement. Mais surtout ne négligeons pas cette surenchère de la répression, beaucoup plus concrète que le succès électoral de JM Le Pen.

Caen le 15.11.84

(1) Par exemple on peut penser que la pratique politique serait interdite à tout individu bénéficiant du droit d'asile (ce qui existe déjà). Or rien de plus facile que d'accuser un ancien militant d'avoir gardé des contacts politiques... (avec des amis militants par exemple). D'autre part, cela pose le problème du renoncement à des engagements politiques en exil, ce qui sous-entend que l'exil est une renonciation... inacceptable de notre point de vue, dans le cadre d'une lutte anti-étatique, anticapitaliste qui ne se limite pas aux frontières de tel ou tel pays.

(2) La radicalité ce n'est donc pas seulement une question de programme formel et radical, ni d'action ponctuellement « radicale ». Mais c'est l'étendue du problème posé par la lutte en question dont en l'occurence les groupes qui émergent sont issus. C'est l'aire générale de la lutte qui par son ampleur ou sa tendance à la globalité introduit radicalement des ruptures sociales dans tel ou tel cas, et pose des problèmes fondamentaux à la restructuration politique du capitalisme.

La magistrature complice du GAL

Le GAL continue de frapper au Pays Basque Nord avec la même impunité, voire la complicité de secteurs juridico-policiers.

Le 18 novembre, Christian Olazkuaga est assassiné et son frère blessé alors que tous deux se rendaient à une fête à Biriatou, près d'Hendaye. Le GAL revendique.

Le 11 décembre, une voiture piégée explos à Hendaye. Cet attentat visait à tuer le propriétaire de l'auto, un réfugié ; c'est un ami qui revendique. Le GAL revendique.

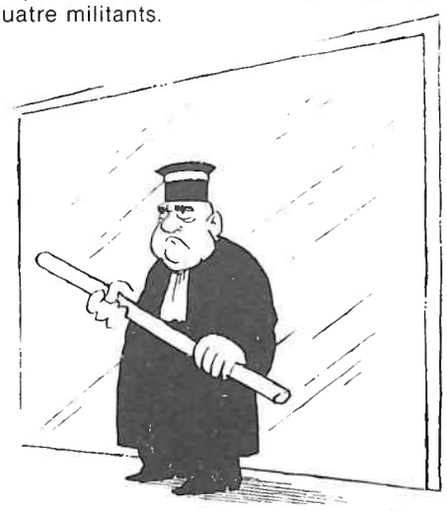
Parallèlement, le 26 novembre, Brouchos, inculpé pour l'incendie de la coopérative Denek cet été est relâché ; deux jours après c'est au tour de Labade, inculpé pour deux attentats à Biarritz ayant provoqué la mort de deux réfugiés d'être remis en liberté. Depuis un an 16 des 25 personnes arrêtées pour appartenance au GAL ont été remises en liberté par la chambre d'accusation de Pau, dont le Président est connu pour ses sympathies pour l'extrême droite. Même le PS local, qui essaie de redorer son blason en Pays Basque en vue des prochaines élections cantonales, constate qu'il y a abus : « les libérations successives de personnes soupçonnées d'être impliquées dans les attentats du GAL sont inacceptables. Il se passe quelque chose dans l'appareil judiciaire de la région. C'est grave. Nous allons entamer des démarches au plus haut niveau de la Chancellerie. »

Par contre, quand il s'agit des militants abertzale, la « justice » ne fait pas patte de velours et intimidation et répression vont bon train.

Cinq manifestants contre les extraditions, accusés d'entrave à la circulation, rebellion et insultes aux forces de l'ordre ont tous été condannés, le 8 novembre, de 8 jours à un mois de prison avec sursis et à des amendes (cf.CA n°41)

Des militants du Sud inculpés de port d'arme ont écopé de huit mois ferme avec sursis à un an ferme ; il ne leur a servi à rien d'invoquer les menaces permanentes du GAL et la nécessité qu'ils avaient se se préserver.

Les quatre militants d'Herri Talde, accusés de convoyer des journalistes à une conférence de presse clandestine atribuée à IK, et Gabi Mouesca se sont entendu dire par l'avocat général, lors de leur proçès en appel, le 4 décembre : « Le plus important c'est le discours politique du groupe. C'est ce discours subversif qui est rendu crédible par les actions armées qu'il commet. Les buts politiques sont ensuite exprimés dans la conférence de presse. Celle-ci est donc l'acte essentiel ». A Bayonne le tribunal de grande instance avait considéré que la participation à une conférence de presse ne constituait pas la participation « à la préparation d'un crime ». Il avait relaxé les quatre militants.



A Pau ont été requises des peines de cinq ans de prison. L'arrêt sera rendu le 15 janvier.

Les institutions du Pouvoir et ses services parallèles continuent donc à s'acharner sur le mouvement abertzale.

Malgré ce contexte très dur, les actions continuent. IK a revendiqué deux attentats : l'un le 30 octobre contre la permanence d'un conseiller général, PDG d'une entreprise dont plus de la moitié des ouvriers avaient été licenciés, et contre sa résidence secondaire.

L'autre, le 25 novembre, contre une gendarmerie en construction en réponse « à la politique répressive perpétrée envers le peuple basque ».

D'autre part, Seaska, après des manifestations et interventions répétées, a obtenu du Conseil général des P.A., le 26 novembre, l'octroi du paiement du ramassage scolaire pour les élèves des Ikastolas (écoles en basque).

ELB, syndicat du pays Basque affilié au Travailleur Paysan, a occupé l'établissement départemental de l'élevage à Pau, le 3 décembre, pour protester contre le monopole de la FDSEA quant à la distribution des primes aux éleveurs de veaux.

STRATÉGIE D'ÉTAT ET INTOXICATION MÉDIATIQUE DANS LE PLAN ZEN

Pour planifier l'offensive contre ETA, la Direction de la Sécurité de l'Etat et le Ministère de l'intérieur espagnols, ont élaboré un plan dit de « sécurité urbaine » : c'est le plan ZEN (Zona Especial Norte)

Il s'agit de mener « la guerre du Nord » contre ETA et d'asseoir l'occupation militaire d'Euskadi sud. Dans la planification du plan ZEN, on trouve une première phase consistant à une intoxication par les médias. Il s'agit de persuader l'opinion publique que le Mouvement de Libération National Basque et plus particulièrement ETA est un groupe « sectaire et décadent, de frustrés, fascistes, trafiquants (1) ».

Il faut que les militant d'ETA soient considérés non plus comme des combattants mais comme des terroristes dirigeant leur lutte contre « la jeune démocratie espagnole » et la mettant ainsi en péril.

Plan ZEN chap IV. 2.5 « Actions par l'intermédiaire des moyens de communication sociale, consistant en la diffusion de fausses nouvelles, l'emploi d'une sémantique qui ne favorise pas celles employées par les organisations basques ».

(1) A titre d'exemple, une intoxication médiatique parmi d'autres : l'évêque de Bilbao, qui avait déclaré que ETA (m) était mêlée au trafic de drogue en Euskadi sud au même titre que la police espagnole, a démenti ses déclarations concernant ETA. La presse espagnole et française a fait un large écho aux premières déclarations de l'évêque, mais pas au démenti.

Au Sud l'assasinat le 20 novembre de Santi Brouard, président de HASI et membre du bureau national de HB a porté à un dégré de tension supérieure encore l'affrontement entre le mouvement basque et les pouvoirs espagnols. ETA a riposté par l'attentat contre le général Roson et le Pays Basque tout entier par une grève générale et une manifestation massive, toutes les tendances nationalistes confondues. les « socialistes » se sont retrouvés quasiment marginalisés et d'autant plus ridicules qu'ETA a publié une série de documents mettant un point final aux rumeurs de pseudo-cessation d'hostilité dont le pouvoir et les médias lui prêtaient l'intention. En fait, ces documents révèlent, outre une analyse de la stratégie du PSOE vis-à-vis d'Euskadi, au travers du plan ZEN (*voir encart)* que les deux Etats ont eu des contacts avec ETA, quoi qu'ils en disent. Et tous les efforts qu'ils ont faits pour les tenir secrets, afin de mieux répandre de fausses informations, tombent à l'eau.

le 18.12.84

PLUS QUE JAMAIS C'EST LE MOMENT DE VOUS ABONNER ! **SOUSCRIVEZ !**

L'ASPECT SOCIAL DU MODERNISME

La modernisation des moyens de production fait la une du discours politique qu'il soit de droite ou de gauche.

Elle est présentée comme la solution numéro un à la situation économique difficile.

Ce modernisme possède en fait deux facettes. La première que nous pourrions appeler aspect technique du modernisme ; la seconde son aspect social. Un troisième aspect pourrait être économique, mais il parait difficile de le dissocier des deux premières facettes, chacune y contribuant.

Le côté technologique et ses conséquences économiques directes (coût de la production etc...) ne sera pas abordé dans ce texte et pourtant il nécessiterait bien des commentaires car tout n'est pas aussi mathématique que veulent bien le prétendre politicards, patrons et syndicats. On peut penser que ce modernisme n'est qu'une tentative précaire ne tenant pas compte de la réalité profonde qui peut succintement se résumer à la saturation des marchés. A quoi sert la course à la rentabilité dans un marché où il n'y a plus de place pour toutes les entreprises, si ce n'est à accélérer la liquidation des " canards boiteux " sans apporter la moindre solution en ce qui les concerne.

Bien évidemment, le phénomène est plus complexe avec par exemple la mise en place de nouveaux secteurs de production et de consommation (autour de l'électronique, de l'informatique, par exemple). Ce thème devra faire l'objet d'un prochain article car fondamental vu la propagande sur la crise.

Dans ce texte ne sera volontairement traité que l'aspect social du modernisme, car souvent moins flagrant que l'installation d'un robot il prend pourtant de l'ampleur et porte déjà des coups sévères à la classe ouvrière.

LE PROJET EXPRIMÉ PAR FABIUS

Laurent Fabius vient de devenir le premier ministre, et l'un des grands axes de son intervention sera le « modernisme ». Mais avant de disséquer le contenu de cette théorie et plus particulièrement de son aspect social, resituons le contexte de son arrivée.

Mai 81, la gauche est majoritaire au deuxième tour des élections présidentielles. Immédiatement, elle entame une « politique sociale » qui s'achèvera en 1982. En effet c'est à cette époque que le gouvernement annonce officiellement qu'il y a « crise ». Le spectre de la 3eme guerre mondiale fait alors son apparition dans les médias. Réflexe vieux du début du siècle qui s'est déjà concrétisé deux fois : « la crise a pour unique solution la guerre »

Pendant ce temps la restructuration de la sidérurgie, du charbonnage, entreprise par la droite est remise sur les bureaux des ministères. Fin 83 on attaque la restructuration de l'automobile, début 84, celle des chantiers naval...

La politique et le discours du gouvernement a définitivement quitté le social. Mauroy devient le protagoniste de l'effort.

Tout a été mis en œuvre pour que les travailleurs ressentent la période comme difficile et dangereuse (si il se réfère aux dernières crises). C'est donc à un auditoire inquiet et sans perspective que l'appel à l'effort national s'adresse.

On ne saura jamais exactement quand « l'état de grâce » s'est terminé puisque la peur et l'individualisme renforcés par la propagande de crise ont immédiatement pris le relais sans transition, pour étouffer toute révolte dans l'œuf. Nous en sommes là, lorsque Fabius (ministre de l'industrie et de la recherche) devient super Fabius (1er ministre). On remplace Mauroy par la jeunesse et la technicité Fabius. Mauroy a rabâché l'effort avec tout son aspect austère voir même négatif. Fabius lui donnera une dimension positive à travers le modernisme.

Il ne s'agit plus de faire tout simplement des économies pour limiter le déficit budgétaire, mais d'inscrire l'effort dans la dynamique de modernisation de l'appareil productif qui rendra à la France son épanouissement économique...

Au-delà donc de l'aspect purement technique, le modernisme a une dimension sociale. Comme si l'on voulait donner une contre partie à l'effort exigé de la part des travailleurs.

Mais avant de nous laisser emporter, examinons de plus près cette dimension sociale.

Première volonté de Fabius, multiplier les structures entre les travailleurs et la direction des entreprises. Mais ces structures seraient différentes du canal hiérarchique, elles auraient une composition bipartite et auraient des tâches directement liées au fonctionnement de l'entreprise soit de façon globale mais à l'échelle d'atelier soit sur des problèmes très spécifiques mais alors à l'échelle de l'entreprise.

La deuxième volonté du 1er ministre est il le dit lui-même... « que reculent les guerres de religions internes ; ni anti-syndicalisme primaire, ni anti-patronalisme primaire ».

Il demande aux patrons de faire un effort pour se mettre de plus en plus à l'écoute des travailleurs, ce qui sera d'autant plus facile qu'il demande aux travailleurs de bien comprendre la gravité de la situation et à partir de là d'avoir une attitude responsable donc raisonnable pour éviter toute aggravation voir même toute déstabilisation du système en place. Le système capitaliste tel qu'il est actuellement peut sortir de ce mauvais pas puisque l'exemple japonais le prouve, et surtout la « reprise » aux USA. Tel est l'axiome accepté sans discussion par les socialistes et la majorité des organisations syndicales.

OU VEUT-IL NOUS TRAINER ?

Après avoir renforcé le mutisme et l'isolement des travailleurs par la propagande de « crise », il limite toutes perspectives au simple redressement économique.

C'est dans cette ambiance capitaliste à tout crin, rentabilité égale salaire possible, que Fabius propose les bases de la cogestion.

Il s'agit d'insérer dans les tâches de gestion des représentants du personnel (participation aux conseils d'administration pour les entreprises nationalisées par exemple). L'objectif paraît simple, compromettre au maximum les organisations syndicales dans la gestion des entreprises limant ainsi leur possibilité d'agitation et de réaction face aux restructurations. Pour assurer cette intégration jusqu'à la base, il a été mis en place ces fameuses structures bipartites hors du canal hiérarchique et échappant théoriquement au contrôle syndical qui doivent plancher « à froid » sur les problèmes de tout ordre, conditions de travail et autres droit d'expression, les lois Auroux, les cercles de qualité...

Fabius conscient de la crise du syndicalisme s'est donné les moyens de tenter hors des organisations d'amener les travailleurs à « sa raison », celle qui devrait leur permettre de subir le plus docilement possible les restructurations.

Malgré toutes ces précautions, Laurent Fabius ne cache pas que son souhait le plus grand est la renaissance d'organisations syndicales fortes et capables d'encadrer les travailleurs.

Cette restructuration sociale pour obtenir des garanties de paix sociale, ressemble profondément à la **cogestion allemande** (cf, article suivant). Une différence énorme pourtant subsiste : la classe ouvrière allemande n'a pas la même histoire que la classe ouvrière française et surtout, la cogestion allemande a été mise en place dans une période de pleine croissance alors que Fabius lance son offensive face à une « crise ».

Il se pose deux questions fondamentales.

— L'individualisme montant et la crise d'identité de la classe ouvrière seront-il suffisant pour faire plonger les travailleurs dans la collaboration de classe aveugle ?

— Les organisations syndicales accepteront-elles de se compromettre dans le projet du PS ?

Ces deux questions posent l'application concrète de l'aspect social du modernisme. Il se dégage déjà un certain nombre de critères qui feront l'objet de la suite de cet article.

Fred. Caen 16.11.84

La cogestion en R.F.A.

Il s'agit d'une série d'extraits d'un texte de Heinz Zimmermann publié en décembre 74 dans le n° 1 de la revue** Interrogations **(revue internationale de recherche anarchiste).

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ?

C'est du temps de la République de Weimar, dans les années vingt et trente, que Fritz Naphtali, alors le théoricien le plus en vue de la Confédération syndicale, avance un projet auquel il donne une étiquette : « Démocratie économique ». Selon lui, les organisations syndicales devraient être représentées à tous les niveaux de la vie sociale et économique, tant sur le plan des entreprises que sur celui des organismes étatiques. En fait, cette conception n'a jamais eu des suites concrètes, mais elle a néanmoins dominé les idées des chefs socialistes et syndicalistes. C'est en référence directe à ces idées que naît, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la notion de *Mitbestimmung*, de la cogestion ou plus exactement, de la codécision. Celle-ci est actuellement un concept essentiel du mouvement syndical.

Nous ne décrirons pas en détail la loi sur la cogestion entrée en vigueur en 1951. Il est significatif que la D.G.B., la Confédération syndicale, face à l'hostilité de la majorité conservatrice du Parlement, a dû recourir à la menace d'une grève générale (menace qui n'a plus jamais été réitérée, plus tard, à propos d'aucun autre objectif...) pour imposer le vote de la loi ou plutôt des lois. Car si la cogestion « paritaire » ne s'applique qu'aux entreprises de la sidérurgie et des charbonnages employant au moins mille personnes, une cogestion non-paritaire (le « Conseil de surveillance », c'est-à-dire la direction effective de l'entreprise, est formé pour deux tiers par ceux du personnel) est mise en place dans tous les établissements industriels et commerciaux employant plus de 500 salariés.

Selon l'importance des entreprises, la cogestion « paritaire » se présente, *grosso modo*, de la manière suivante : le Conseil de surveillance comprend onze membres (ou plus, selon l'entreprise) et doit donc se composer de cinq représentants des actionnaires dont quatre sont désignés conformément au droit commun (le cinquième, dit membre suppléant, doit être une personnalité « indépendante ») ; de cinq représentants des salariés dont deux sont proposés par un « organe électeur » et, pratiquement, désignés par l'organisation syndicale dans l'entreprise ; un par « l'organe électeur » sur proposition des membres employés des délégués du personnel ; au autre sur proposition des organisations centrales du syndicat représenté dans l'entreprise ; un cinquième enfin, sur proposition des membres ouvriers des délégués du personnel. Un onzième homme est finalement prévu : celui qui, théoriquement, devra « faire la décision » lorsque les délégués patronaux et ouvriers ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un problème soumis à la décision de cet aréopage. Sa désignation intervient pratiquement, sans difficulté, après négociation entre les actionnaires et l'organisation syndicale.

Enfin, la loi prévoit la présence dans la direction de l'entreprise d'un « directeur du travail » au Conseil de surveillance. Mais celui-ci ne peut être désigné contre l'avis de la majorité des représentants des salariés au Conseil. En fait, sa nomination intervient sur proposition de l'organisation syndicale et n'est pratiquement jamais contestée par les représentants du patronat. Cependant, ce directeur du travail ne dispose pas du droit « d'engager » l'entreprise en question, et dans la pratique sa compétence s'étend des questions des salaires et traitements à l'installation des crèches pour les enfants du personnel, des mesures de sécurité à des licenciements éventuels, etc. Ce sont là des problèmes importants, mais le directeur du travail les traite en étroite collaboration avec les autres membres de la direction. Il reste que le directeur du travail est un élément très important du système.

Avant de voir de plus près les implications concrètes de la cogestion paritaire

destinée, en principe, à assurer la gestion commune, par les actionnaires et les représentants des salariés, de l'entreprise, une constatation : une enquête menée en juillet 1974 par un organisme proche du ministère du travail (dirigé par un social-démocrate) a révélé que le système de la cogestion est pratiquement ignoré par la plupart des salariés : seulement 25 % des travailleurs occupés dans la sidérurgie et les charbonnages, c'est-à-dire les secteurs directement concernés par la cogestion paritaire, avaient une idée relativement précise de son fonctionnement. De plus, un nombre encore plus grand de salariés ne voient aucune corrélation entre leur niveau de vie et leurs conditions de travail, et l'existence des mécanismes de la cogestion.

Il n'est pas difficile d'en deviner les raisons : c'est que la cogestion paritaire est uniquement une affaire d'appareils — patronaux et syndicaux — et que les décisions importantes sont prises sans consultation des salariés.

Quant au directeur du travail, censé être le représentant des intérêts sociaux du personnel « au sommet », plusieurs constatations s'imposent : tout d'abord, ce personnage, et quelle que soit sa bonne volonté, se trouve dans une position délicate. Il doit sa fidélité à la fois au Conseil de surveillance, c'est-à-dire, comme le prescrit la loi, « aux intérêts généraux de l'entreprise », à l'ensemble du personnel, ainsi qu'à l'organisation syndicale qui l'a désigné. En d'autres termes, il est écartelé entre des fidélités multiples, souvent contradictoires. La position matérielle qu'il acquiert exerce une influence considérable sur son attitude(1);ilest en effet dotéd'untraitement qui correspond à celui d'une « manager » de l'entreprise, dispose d'une « villa de fonctionnement » et d'une voiture avec chauffeur. Il est vrai qu'il s'engage à verser une cotisation à un fond syndical, mais cela ne change rien à la nature des choses.

En d'autres termes : le directeur du travail, et avec lui les représentants du personnel au sein du Conseil de surveillance, sont en quelque sorte les catalysateurs de la « paix sociale ». C'est là leur fonction réelle. Le but des dispositions de la loi est, de toute évidence, en accordant un droit de regard aux représentants des salariés, d'éviter de paralyser les initiatives du patronat. On constate ainsi, et sans grande surprise, qu'aucune décision concernant les investissements, la restructuration et l'organisation générale des entreprises « cogérées » n'a jamais — depuis près d'un quart de siècle — sérieusement été contestée par les représentants du personnel au sein des Conseils de surveillance.

En face d'une pareille constatation, les professions de foi des organisations syndicales concernant la cogestion apparaissent fortement éloignées de toute réalité : « La cogestion, lisons-nous dans un document du D.G.B. — Confédération syndicale allemande : sept millions de cotisants — signifie que la direction des entreprises ne doit pas seulement des comptes aux seuls actionnaires, mais également aux travailleurs et à toute la nation ». Cela reste suffisamment général pour n'avoir aucune signification concrète. De même, lorsque le D.G.B. affirme : « une démocratie véritable ne se limite pas au secteur politique : c'est pour cette raison que les principes démocratiques doivent également s'appliquer à l'économie. Le *partnership* ne peut remplacer la cogestion, mais le *partnership* authentique exige la cogestion. Les syndicats ne pensent pas à réduire la fortune et les droits des actionnaires. Mais la fortune, lorsqu'elle s'investit dans la production, n'est pas seule décisive. Plus importante est la force de travail... »

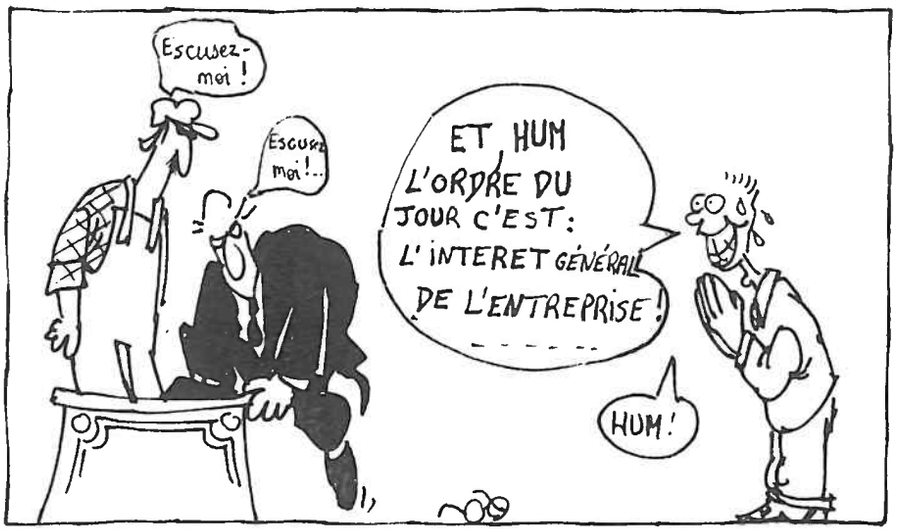
Rien mieux que ce texte ne saurait caractériser l'esprit dans lequel est conçu, de la part du D.G.B., le système de la cogestion. Il y a d'abord l'idée quelque peu simpliste selon laquelle la démocratie politique doit être en quelque sorte « complétée » par une « démocratie économique » qui n'est d'ailleurs pas définie. Mais comme il ne s'agit pas de « réduire la fortune et les droits des actionnaires », on peut se demander où peut se situer la « démocratie » dans ce domaine.

LES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Il faut d'abord savoir qu'une loi de 1952, légèrement modifiée en 1972, fixe de manière très nette les fonctions des délégués du personnel. Ceux-ci sont tenus à collaborer avec les patrons « pour le bien de l'entreprise... en tenant compte de l'intérêt commun » et de « ne rien faire qui puisse mettre en danger le travail et la paix à l'intérieur de l'entreprise. » En Allemagne, cette obligation est connue sous le nom de *Friedenspflicht* (devoir de paix) à laquelle s'ajoute la *Schweigepflicht* (devoir de discrétion). C'est-à-dire que les délégués du personnel qui doivent être informés, d'une manière générale, des projets élaborés par les directions des entreprises, n'ont pas le droit d'en informer leurs mandants, dans la mesure ou ces projets sont considérés comme « confidentiels » par les patrons.

De nombreux délégués du personnel, en particulier dans les grandes entreprises, sont totalement exempts de travail dans les ateliers et disposent de larges facilités (bureaux, appareil technique) pour exercer leurs fonctions.

(1) Ainsi, c'est le désir de dizaines de milliers de « fonctionnaires » syndicaux d'être intégrés dans les circuits économiques de la société. C'est une tendance assez difficile à définir de manière précise, mais elle se présente avec une netteté indiscutable, et à tous les échelons. Constatons, d'abord, que dans le cadre de la cogestion paritaire, mais également dans celui du secteur « non-paritaire », les dirigeants syndicaux, supérieurs et moyens, sont largement représentés. Dans les écoles de formation des grandes fédérations d'industrie qui forment l'ossature du D.G.B., les « cadres » issus à la fois de la classe ouvrière et du milieu étudiant, sont préparés à assumer des fonctions responsables dans l'industrie : et le fait que, souvent, on assure la formation à l'aide d'un vocabulaire « marxiste », ne change rien aux faits : les futurs directeurs de travail et ceux qui prendront place dans les fauteuils directoriaux dans le cadre de la cogestion (dont l'extension à l'ensemble de l'industrie est revendiquée avec force par les syndicats) sortiront de ces écoles. Et cette promotion sociale s'inscrira dans un processus qui témoigne de la même évolution : à savoir l'intégration de certaines institutions sociales dans le processus « normal » de l'économie.



Un collectif d'habitants du quartier

Quand, à l'automne 75, le restaurant « Au goût du canon », haut lieu de rencontres des libertaires x-roussiens saute, victime d'un pain de plastic vengeur, une poignée d'anarchistes se retrouvent orphelins, privés du gros rouge et des discussions nocturnes et endiablées qui faisaient la joie des convives autant que des voisins. Ces individus décidèrent d'investir leur énergie dans un projet collectif qui (tract de l'époque) « vise à répondre collectivement à tous les besoins de la vie quotidienne dans tous les domaines : logement, bricolage, alimentation, rapports entre individus ». Une association « utile » donc, d'où le nom. En réalité, les deux premières années verront surtout passer de nombreuses bonnes volontés que, bien vite, rebuteront les énormes travaux de restauration. Seul un premier atelier collectif d'outillage verra le jour : le fonctionnement en est simple : des outils sont mis en commun par des membres de l'association (dont une bonne partie travaille dans le bâtiment), ou prêtés par des voisins, chacun les utilise en échange d'une faible participation aux frais. Bien vite l'atelier est apprécié : des mobylettes sont réparées, des vieux dépannés, un nouveau restaurant alternatif qui se monte utilisera les capacités de bricoleurs et les outils de l'équipe ; malgré un cambriolage qui fera disparaître le matériel de plomberie, des outils perfectionnés sont entreposés, plus besoin au pauvre pékin de se ruiner à l'achat d'une perceuse qui lui servira une fois l'an ! Ici, pour une modique somme, il pourra intervenir dans tous les domaines de la bricole !

En 78, la fermeture d'un « comité populaire » dans le même quartier amène de nouvelles énergies, l'équipe s'agrandit, des écolos lancent « une coopérative d'achat de produits biologiques » qui viendra se greffer sur la coop alimentaire déjà existante, en plus des achats « en gros » de produits courants. L'huile d'olive,

Collectif Utilitaire Lyonnais
44 rue Burdeau 69001 LYON

première pression à froid, fait son entrée dans le collectif et avec elle toute une kyrielle de graines et autres légumes sous les yeux hagards des baffreurs d'andouillette ! Des agriculteurs « bio » de la région viennent régulièrement livrer dans nos locaux les produits de leurs récoltes, directement du producteur au consommateur... Un stock permanent est entreposé, chaque coopérateur vient se servir selon ses besoins et note les quantités emportées. En début de mois, une somme forfaitaire doit être versée sur le compte bancaire, un système basé sur la confiance et la motivation (pas de permanent pour vérifier les quantités). Des légumes aux produits laitiers, les coopérateurs peuvent supprimer les visites cher l'épicier.

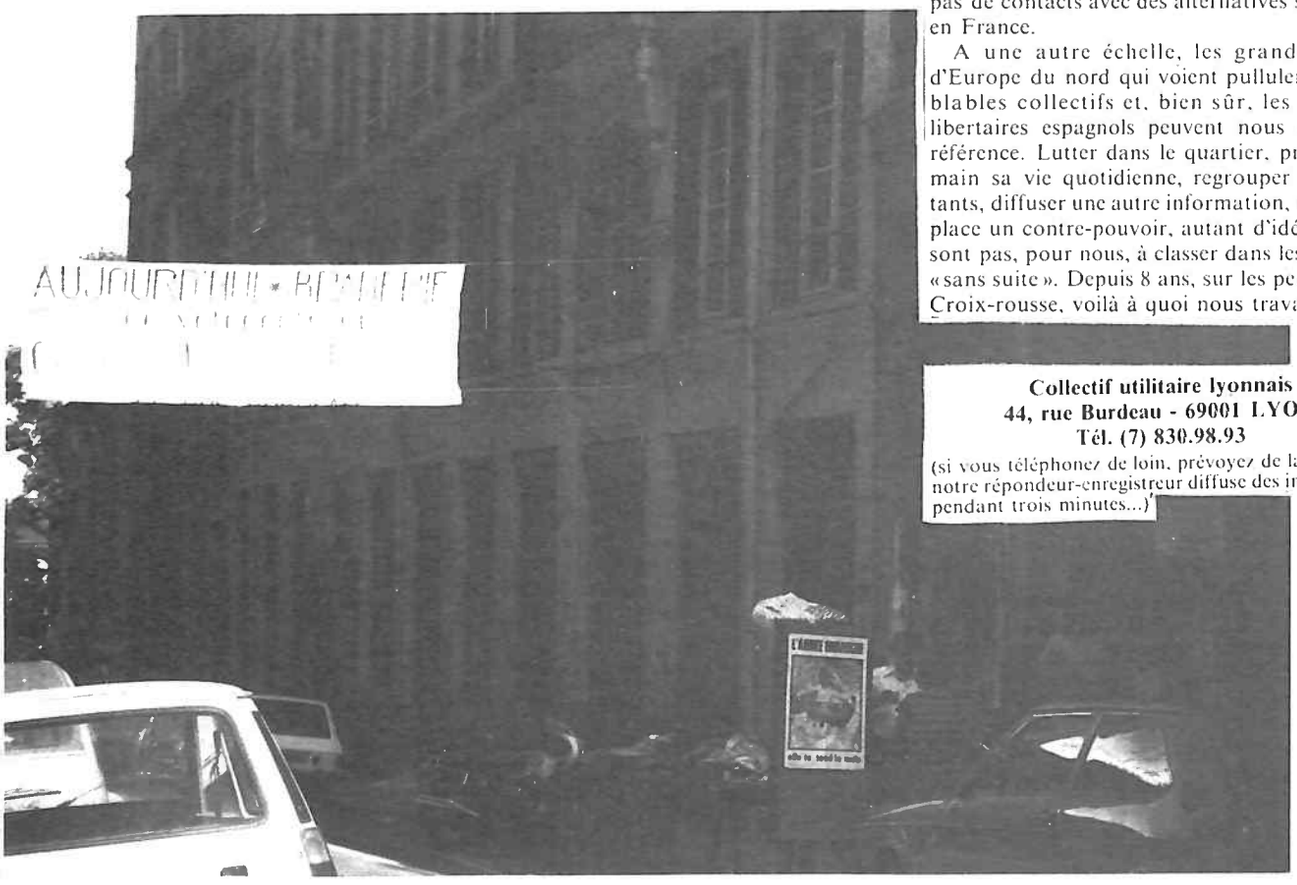
A la même période, un atelier brocante est installé à l'initiative de copains chômeurs, vieux frigos, cuisinières sont récupérés, réparés et revendus à des prix sans concurrence aux « pauvres » du quartier, les machines à laver sont regroupées dans une seule pièce et mises au en service : c'est le premier « lavomatic » militant ! Pendant les réunions, le linge sale se lave !

La création de nombreux magasins de friperie dans nos rues donne l'idée à l'équipe de lancer une grande braderie de vêtements d'occasion où chacun pourra venir échanger, vendre, donner les vêtements qui l'encombrent. Immédiatement c'est un succès, une foule composée principalement d'immigrés (nos affiches et tracts étant bilingues, en français et arabe), et de nombreux jeunes se pressent aux portes de nos locaux, attirés par des prix plus que bas. A toutes ces activités dignes de l'abbé Pierre, nos compagnons (pas d'Emmaüs) en joignent de plus politiques : affiches, tracts et presse libertaires sont collés, diffusés dans le quartier, ou vendus à la criée le dimanche matin lors d'un marché aux légumes ; également, des expositions sont faites sur différents thèmes : du Nicaragua à la révolte des Minguettes, en passant par l'objection de conscience, avec projections de films-diapos et suivies d'un éternel débat ; certains samedis soirs, le « C.u.l. » se transformera en boîte de nuit-lieu de rencontres que musique rock et bière enfièvreront jusqu'à l'aube.

Aujourd'hui, les différents ateliers tournent à un rythme de croisière, seule la brocante qui nous demandait trop de place a été abandonnée. Par contre, un atelier de sérigraphie-reprographie a vu le jour (un original calendrier est sorti de nos presses. Le commander contre 10 F en timbres). Libéré des tâches matérielles, le « C.u.l. » a plus le loisir de s'investir dans la vie du quartier : à notre initiative, une campagne d'affichage contre le quadrillage policier du quartier a réuni une dizaine d'associations et de commerces, une fête est programmée pour le printemps avec ces mêmes associations ; en avril dernier, avec l'aide d'autres groupes anars de Lyon, nous avons défilé, drapeaux noirs en tête, pour protester contre la récupération par la municipalité de droite de la Révolte des Canuts. Depuis peu nous éditons une bruchure tirée à 4000 exemplaires : « L'écho des pentes » distribuée dans les boîtes aux lettres, appelant à des débats, traitant de problèmes locaux (circulation, logement), boycott de la hausse du téléphone, des impôts locaux, etc.

A notre connaissance, il n'existe malheureusement pas dans notre région d'initiatives telles que la nôtre, seuls des groupes bouffe « bio » ont proliféré, puisqu'à ce jour 5 nouveaux locaux ont ouvert à Lyon et en banlieue. Nous n'avons pas de contacts avec des alternatives similaires en France.

A une autre échelle, les grandes villes d'Europe du nord qui voient pulluler de semblables collectifs et, bien sûr, les Athénés libertaires espagnols peuvent nous servir de référence. Lutter dans le quartier, prendre en main sa vie quotidienne, regrouper les habitants, diffuser une autre information, mettre en place un contre-pouvoir, autant d'idées qui ne sont pas, pour nous, à classer dans les dossiers « sans suite ». Depuis 8 ans, sur les pentes de la Croix-rousse, voilà à quoi nous travaillons.



Collectif utilitaire lyonnais
44, rue Burdeau - 69001 LYON
Tél. (7) 830.98.93
(si vous téléphonez de loin, prévoyez de la monnaie, notre répondeur-enregistreur diffuse des infos locales pendant trois minutes...)

Une lutte au cœur des Andes colombiennes

Une équipe de santé du SSI (Secours sanitaire international) séjournant en Colombie avait fait parvenir un premier texte paru dans CA 39, présentant les communautés indigènes de la région du Cauca, leur organisation, leur programme d'actions.

Un camarade de cette même équipe nous envoie un bilan plus détaillé des luttes, des mobilisations concrètes et des projets de ces communautés, indigènes du Cauca, cette région qui a passé la rampe des médias depuis l'assassinat du curé indien, le père Alvaro.

Une seule réserve à ce texte : sa conclusion évacuant un peu vite les " discours indigénistes " prônant le " retour des nations indigènes ". S'il ne s'agit pas bien sûr de faire l'apologie des sociétés indigènes ni de les mythifier, nous sommes cependant surpris de la façon dont notre camarade écarte la dimension de la spécificité indienne, au nom d'un " nationalisme périmé ". D'autant que le texte montre combien sont essentielles dans les luttes menées, la volonté d'autonomie, la démarche culturelle propre et en contradiction avec la société actuellement dominante, et la conscience d'une identité collective.

RÉCUPÉRATION DES TERRES

Il est cinq heures du matin. Le jour se lève à peine derrière les montagnes qui entourent ce petit village andin qu'une centaine d'indigènes s'est déjà regroupée sur la petite place centrale. Hommes, femmes, enfants, silencieux mais déterminés, commencent alors à sortir du village. Chacun a un outil à la main, une machette, une pelle ou une houe...

La communauté part ainsi « récupérer » un terrain de quelques hectares laissés en friche depuis des années par un gros propriétaire qui vit dans la vallée. Depuis longtemps cette situation était devenue insupportable pour les indigènes qui eux, n'ont pas suffisamment de terre : de un à trois hectares par famille, de terre très pentue, pauvre, sans engrais ni crédit, sans autre outil que la machette et la houe pour travailler...

« Récupérer » des terres est donc un besoin vital pour ces indiens qui, au Sud de la Colombie, ont décidé de se battre pour survivre. Ce matin, il s'agit de « récupérer » quelques hectares, mais parfois il s'agit de centaines d'hectares, comme les terres de LOPEZ ADENTRO récupérées début 1984 au Nord du Cauca par 120 familles... 2500 hectares !

Aussitôt le terrain occupé, on commence à le travailler, et même à y construire une ou plusieurs baraques, tout en sachant que les hommes de main du grand propriétaire, suivis par la police et l'armée, vont arriver et expulser la communauté par la force. Il y aura sans doute des blessés, et peut être même des morts, comme les sept compagnons assassinés à LOPEZ ADENTRO en janvier ! Mais la communauté ne reculera pas car c'est une question de vie ou de mort. Alors elle reviendra deux ou trois jours plus tard, à l'aube, se fera expulser, reviendra encore... Jusqu'à ce que l'action de la force publique soit entravée par une démarche juridique de la communauté elle-même... car les indigènes s'appuient sur la loi 89 de 1890 pour récupérer des terres qui « légalement » sont les leurs puisqu'elles sont partie intégrante de leurs RESGUARDOS.

Les resguardos, ce sont des territoires où vivent des indigènes et qui sont gérés par eux. Ils ont été créés par la Couronne Espagnole elle-même à une époque où la colonie allait manquer de... main d'œuvre tellement les indigènes étaient menacés d'extermination totale par les guerres, les massacres, les maladies et l'esclavage auxquels ils étaient soumis. Ces resguardos sont tous sur les pentes des Cordillères colombiennes, là où les indiens, ceux qui n'ont pas été massacrés, ont été refoulés au cours de la conquête espagnole.

Selon la tradition indigène, il n'y a pas de propriété privée dans les resguardos : les terres ne peuvent pas être achetées, vendues ou louées. Un Conseil, le CABILDO, élu tous les ans, les répartit selon les besoins des familles de la communauté (adjudications temporaires) et se charge de gérer toutes les affaires de la communauté : terre, production, problèmes de voisinage et de justice, organisation des activités communautaires, cultures, fêtes, travaux, etc. Le Cabildo d'un resguardo se réunit en général tous les dimanches, et tout le monde peut s'y exprimer.

Malgré la loi, de nombreux resguardos ont été envahis par les colons, grands propriétaires, et les indigènes se sont toujours révoltés contre eux, non pas au nom d'une « patrie indienne » mais simplement par nécessité, pour avoir suffisamment de terres pour se nourrir, mais aussi pour vivre plus librement, de manière plus autonome.

La population indigène du Cauca, en majorité PAEZ, près de 200000 personnes, n'a jamais cessé de lutter, mais c'est surtout depuis 1971 que les luttes se sont multipliées, unies, coordonnées de mieux en mieux.

Les animateurs les plus actifs de ce mouvement se sont connus dans les années 60-70 au cours des nombreuses luttes des petits paysans colombiens regroupés à cette époque dans une organisation qui a compté plus d'un million de membres : l'ANUC, dont l'objectif était la lutte contre les gros propriétaires qui s'accaparent les trois quarts des terres cultivables du pays. Mais la répression et les manipulations politiques ont eu raison de cet important mouvement, et les paysans indigènes du Cauca ont alors décidé de rester organisés. Ils ont créé une organisation propre à eux, le CRIC, le Conseil régional indigène du Cauca (1). De nombreux petits paysans métis apportèrent leur appui, ainsi qu'une poignée de militants de l'ANUC, intellectuels déclassés qui se mirent au service du CRIC. On peut en rencontrer quelques uns à l'officine de l'organisation, à POPAYAN, capitale du Cauca. Cette officine, seul point central du CRIC avec la coopérative centrale installée dans la même ville, est une véritable fourmilière, quotidiennement, mais ne nous y trompons pas, c'est à la campagne, dans la montagne, sur les pentes des Cordillères, dans les resguardos, qu'existent et que se battent réellement les communautés indiennes et le CRIC, auteur des luttes concrètes, décidées et menées par les gens eux-mêmes mais aussi d'un « Programme » déterminé par les différents Congrès du CRIC (7 en 13 ans).

Le dernier Congrès, qui s'est réuni en 1983 à Caldone, au centre du Cauca, a réuni environ 2500 personnes, dont les délégués d'une quarantaine de resguardos (sur les 55 existants dans le département), représentant donc plus de 100000 personnes. Comme dans les autres congrès on y a discuté en commissions (politique et économie, terre, production, éducation, santé, culture et histoire, législation, enfants, etc.). On y tire un bilan de l'action passée et on y décide des choses à faire dans un avenir immédiat. Enfin, on y élit démocratiquement la JUNTA DIRECTIVA (2 délégués par cabildo) et le COMITÉ EXÉCUTIF dont le rôle sera de contrôler la réalisation des décisions et le bon fonctionnement des différents groupes permanents (terre et production, santé, éducation, législation, formation et défense juridique, ressources naturelles).

L'objectif numéro I a toujours été la récupération des terres, base vitale des communautés : 35000 hectares ont été « récupérés » en 13 ans !

Mais récupérer des terres ne sert à rien si l'on n'a pas de quoi les travailler : le second objectif est donc d'augmenter et d'améliorer la production, sur la base des besoins, mais aussi en respectant les traditions, et en particulier le désir d'autonomie des communautés. La plupart des terres « récupérées » sont travaillées de manière communautaire : actuellement existent plus de 200 entreprises communautaires agricoles, mais on cherche aussi à développer toutes

sortes de travaux collectifs, soit au travers de « groupes communautaires » (indigènes travaillant en partie collectivement) soit au travers des mingas (activités communautaires traditionnelles).

LE CRIC

Se pose alors le problème de la mécanisation, de l'amélioration des méthodes de production, du respect des moyens traditionnels, notamment leur aspect communautaire. Pour l'instant le CRIC ne possède que deux tracteurs... avec leurs deux charrues, un retaavater et une charrette... au service de milliers de familles... De toutes manières se tiennent tous les jours des dizaines de réunions où l'on discute de tout cela, et bien des problèmes comme celui du FIQUE, plante dont on tire la CABUYA, c'est à dire la ficelle... matériau fortement concurrencé par les produits synthétiques : diversifier la production ? Oui, mais ce n'est pas simple... surtout lorsqu'il n'y a pas d'argent, pas de crédits, pas d'assistance technique... car pour le gouvernement ou les institutions agricoles... ces pauvres indiens ne sont pas solvables ! Quant à la solidarité venant d'autres catégories sociales ou de l'étranger... elle reste bien maigre malgré les appels des communautés et du CRIC. Les discours sont nombreux mais les actes bien rares.

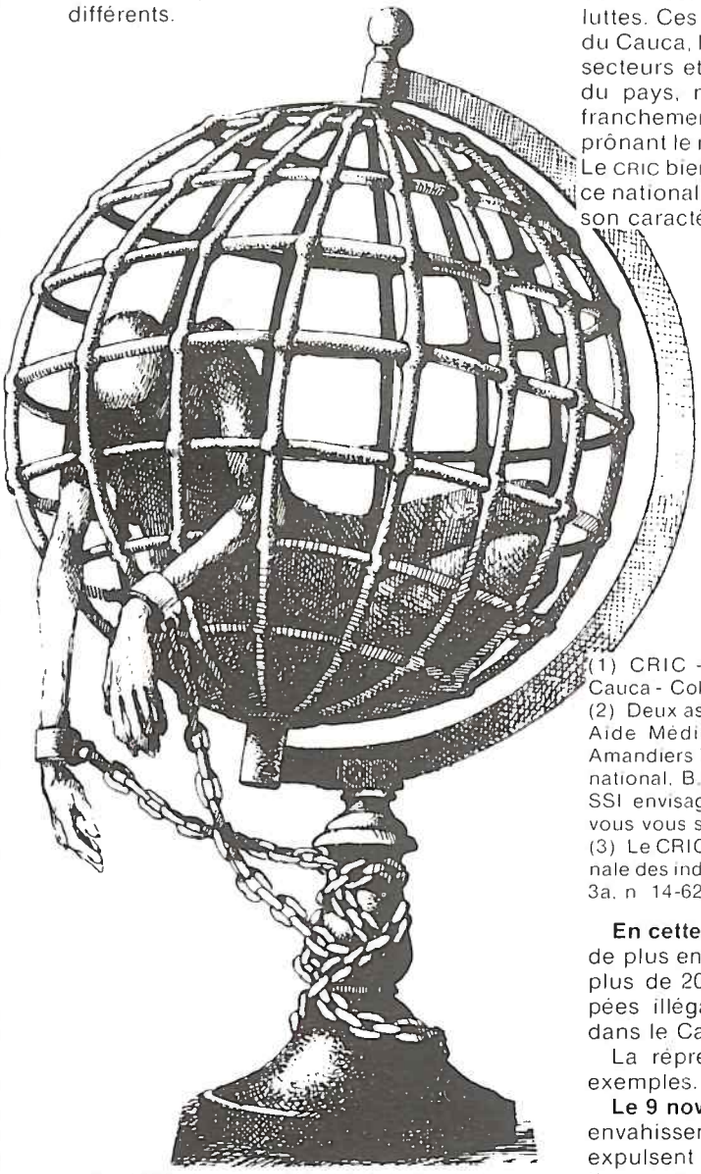
Toujours sur le plan économique, mais cette fois-ci en ce qui concerne la distribution des produits, le CRIC a mis sur pied des dizaines de boutiques communautaires et une coopérative centrale. Cette tentative de « marché alternatif » se développe tous les jours mais nécessite une structure de formation, là aussi bien insuffisante (alphabétisation, comptabilité, gestion, organisation, formation politique, etc.).

Le CRIC a aussi créé jusqu'à maintenant 16 écoles bilingues (paez/espagnol) dont les méthodes rappellent celles de Freinet, mais ici remises continuellement en question au service d'un meilleur développement de l'enfant.

Se développe aussi tout un programme de formation et d'assistance juridique (participation de quatre avocats, nombreux cours, défense des prisonniers, etc.) mais aussi un programme de santé. L'objectif de ce dernier est bien sûr d'améliorer la santé et les conditions de vie des communautés (espérance de vie : entre 40 et 50 ans ; en France : 72 ans), mais cela à partir des ressources naturelles locales, en particulier de la médecine traditionnelle (plantes et rites), afin de renforcer là aussi l'autonomie de la population. Cette autonomie n'empêche pas un appel à la complémentarité de la médecine « occidentale ». Aussi existe-t-il actuellement 5 équipes de santé, constituées de membres volontaires et choisis par chaque communauté (cabildo), formés par des médecins traditionnels mais aussi des médecins et infirmières occidentales (chargés de soigner mais surtout de « capaciter » les membres de l'équipe, et cela en 2 ou 3 ans) (2). Bien sûr là aussi il s'agit d'une lutte quotidienne qui ne peut être efficace que si elle s'intègre à l'ensemble. Il est bien clair par exemple qu'il ne peut y avoir d'amélioration sensible de la santé si les conditions de vie ne sont pas radicalement changées, si les causes des maladies, la dénutrition, la malnutrition, le manque de terre, etc. ne sont pas combattues en premier lieu.

Bien sûr, tous ces efforts, toutes ces luttes, rencontrent une forte répression permanente. Une centaine de responsables élus du CRIC et des dizaines d'autres personnes ont été assassinées en 13 ans. Des centaines d'autres sont persécutées, arrêtées, torturées, emprisonnées, par la police, les militaires et les groupes paramilitaires, dont le tristement célèbre M.A.S.

De nombreuses rencontres et réunions sont donc semi-clandestines, en particulier celles du Comité exécutif du CRIC qui se réunit chaque mois dans des endroits différents.



En 1979, le CRIC s'était totalement clandestinisé face à une répression impitoyable et aujourd'hui, il s'y prépare à nouveau... Mais on ne fait pas disparaître en quelques jours un tel mouvement issu d'une multitude de luttes menées par des dizaines de communautés qui ne sont pas prêtes de baisser les bras. Pour détruire ce mouvement, il faudrait en détruire les bases et son organisation, les cabildos, etc.

Ces cabildos et le CRIC ont aussi dû faire face en permanence aux projets de nombreuses organisations politiques, y compris des groupes de guerillas comme les FARC (proches du PCC), EPL, M19, etc. qui ont voulu prendre le contrôle, sinon la direction, du mouvement indigène du Cauca.

UN MOUVEMENT AUTONOME

Mais ces tentatives de répression ou de récupération ont jusqu'ici échoué, et cela grâce au caractère autonome du mouvement. Ce qui surprend en effet, c'est cette recherche permanente et ce degré d'autonomie, c'est-à-dire cette force avec laquelle les gens ici veulent prendre et garder leurs affaires en mains. Il s'agit bien sûr d'une lutte, avec ses nombreuses contradictions, mais son pragmatisme est entièrement tourné vers cette autonomie, ce processus fondamental de prise en charge par les gens eux-mêmes de leur activité, de leur devenir, et pour commencer de leurs luttes. On attache beaucoup d'importance à l'expression de chacun, autant dans la moindre réunion de cabildo que dans les commissions des congrès ou dans les luttes. Ces facettes du mouvement indigène du Cauca, liées d'ailleurs aux luttes d'autres secteurs et aux autres luttes (3) indigènes du pays, montrent qu'ils se démarquent franchement des discours « indigénistes » prônant le retour des « nations indiennes »... Le CRIC bien au contraire, aux antipodes de ce nationalisme périmé, ne cesse d'affirmer son caractère de classe.

Juan Hernandez

(1) CRIC - Apartado Aéreo 516 POPAYAN - Cauca - Colombie.

(2) Deux associations françaises interviennent : Aide Médicale Internationale, 119 rue des Amandiers 75020 Paris ; Service Sanitaire International, B.P. 1707 - 87025 Limoges Cédex. Le SSI envisage d'autres actions de solidarité. Si vous vous sentez concernés, prenez contact.

(3) Le CRIC est membre de l'Organisation nationale des indigènes de Colombie (ONIC), Carrera 3a, n 14-62 Bogota - Colombia.

En cette fin d'année 1984, la situation est de plus en plus tendue dans le Cauca. Sur plus de 200 exploitations agricoles occupées illégalement dans le pays, 62 sont dans le Cauca.

La répression s'accentue. Citons deux exemples.

Le 9 novembre, 1000 soldats et policiers envahissent l'hacienda « Lopez Adentro », expulsent les 150 familles indigènes qui l'occupent depuis le début de l'année, brûlent toutes les maisons, toutes les cultures, emportent et détruisent tout le matériel qu'ils trouvent ! 300 hectares de maïs, yuca, haricots, etc. sont écrasés par des bulldozers.

Alors que les 150 familles s'étaient battues pour mieux vivre, avaient mis sur pied une école, un centre de santé, une organisation communautaire du travail, elles se retrouvent maintenant dans le plus grand dénuement, après un an d'une lutte dure et permanente qui a fait une dizaine de morts, après tant d'efforts et de travail ! Et il faut bien reconnaître que la solidarité a bien du mal à se mettre en place...

Le 10 novembre 1984, le père Alvaro Ulcéré, seul curé paez, vivant à Toribio (nord du Cauca) est assassiné par 2 tueurs circulant à bord d'une moto. Cet assassinat a eu lieu à Santander de Quelichao, à neuf heures du matin. Il faut aussi savoir que ce prêtre, contrairement à la majorité de l'Eglise, soutenait les luttes des indigènes et des petits paysans, collaborait dans les écoles bilingues mises en place par les communautés et le CRIC, appuyait les récupérations de terres, etc.

L'MOUV'MENT

Vous avez dit acharnement

Un an après l'expulsion le 2 août 1983 d'un squatt associatif, Frédéric JOYEUX est inculpé, sans qu'il le sache, de rébellion : il prend trois mois fermes par défaut ; il fait opposition. Le procès a eu lieu le 11 décembre. F. JOYEUX n'étant pas là, la justice maintient la peine. Il faut savoir qu'au moment de l'expulsion personne n'avait été inculpé de quoi que ce soit. Il aura fallu un an pour qu'un flic se porte partie civile.

Alors que l'Etat P.S. liquidait les squatts associatifs, le 25 novembre 1983 nous avons tenté une campagne de réouverture rue des Dunes (voir C.A. n°s 32 et 37) qui s'est terminée par des inculpations. Le procès a eu lieu le 20 juin 1984, mais la justice avait perdu le dossier, d'où report sine die.

Six mois après, Martine ANZANI, juge d'instruction, reconvoquait les trois inculpés de la rue des Dunes pour leur dire qu'elle avait retrouvé le dossier... dans les toilettes du Palais. Mieux encore, ANZANI accuserait presque F. JOYEUX de vol de dossier. Donc à suivre...

Ce procès doit se tenir le 13 février 1985 à 13 h 30 à la 14e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris.

Halte au flicage dans les bus bordelais

Au cours du mois de novembre, la CGFTE, compagnie qui est concessionnaire de tous les transports de voyageurs de la Communauté Urbaine de Bordeaux lance une vaste campagne contre la fraude dans les bus. A grand renfort de publicité elle fait la promotion du nouveau ticket à talon, du renforcement des contrôles et appelle à la délation. Le talon vendu avec les nouveaux carnets de tickets de bus doit être obligatoirement présenté à tout contrôle. La CGFTE espère, ainsi, empêcher les voyageurs de passer leurs tickets à d'autres (on a droit à une correspondance dans la limite de l'heure suivant la première oblitération).

Cela crée des problèmes pour tous les usagers (impossibilité de prêter un ticket à un parent ou à un ami).

De plus, les contrôles ont été renforcés, les contrôleurs sont de plus en plus souvent en civil, en groupe de 5 ou 6, et leur comportement de plus en plus odieux. Les voyageurs récalcitrants sont de plus en plus souvent escortés jusqu'au commissariat le plus proche par les flics de la CGFTE. La grogne des usagers des bus était générale, mais c'est la distribution d'un tract d'un petit groupe d'Usagers en Colère qui en a révélé l'ampleur. Le Journal Sud-Ouest a publié un article important et lancé un sondage sur ce sujet. De nombreux lecteurs ont exprimé leur mécontentement, de même qu'ils l'ont exprimé en écrivant ou téléphonant à la CGFTE. Cette campagne de protestation reçoit donc un large écho et diverses associations locales vont s'y joindre.

Usagers en Colère. 46 rue du Mirail 33000 Bordeaux

ENRICO FEDELE

Depuis cet été, un militant libertaire italien est incarcéré à la maison d'arrêt de Dijon. La demande d'extradition déposée par l'Etat italien à son encontre a été acceptée par la justice française. Une campagne nationale s'est mise en place pour obtenir sa libération, ainsi que celle d'autres militants. Dernièrement une réunion d'information et de soutien a réuni à Paris 200 personnes.

Il est certain que dans la période actuelle, poser le problème des emprisonnés politiques n'est pas d'une facilité extrême par rapport à plein d'autres réalités qui touchent plus directement les travailleurs (crise, chômage, pouvoir d'achat...) Et pourtant ne pas faire un maximum pour sauver ces camarades d'une génération politique précédente, c'est entériner la répression qui nous touchera demain.

Alors vous pouvez au minimum écrire à **Enrico Fedele, Maison d'arrêt, Rue d'Auyonne, 21000 Dijon**, et consulter un excellent petit journal qui essaye de poser intelligemment le problème du soutien aux prisonniers politiques : **L'Entraide, JC Cannone, BP 175, 75963 Paris cédex 20.**

Dernière minute

Le pourvoi en cassaion qu'avait intenté Enrico FEDELE (militant italien dont la cour d'Appel avait accordé l'extradition) a été rejeté. Ce qui fait qu'Enrico FEDELE peut être extradé d'un moment à l'autre.

La balle est dans le camp du gouvernement....

intelligence

Vite fait sur le zinc

De l'histoire en URSS

Le CEREL organise des rencontres sur l'URSS les **samedi 19 et Dimanche 20 janvier à la MJC Carcassona, 91 rue Aimé Ramon à Carcassonne**. Interventions de J. Kelavan sur l'éducation des enfants en URSS, G. Fomenis sur Kronstadt, Castoriadis sur les destinés du totalitarisme, A. Ciliga sur son vécu, L. Plionch sur l'évolution idéologique de la Russie à l'URSS, M. Ferro sur l'histoire racontée en URSS et enfin A. Skirda sur Nestor Makhno.

Participation aux frais 40 F la journée **écrire à CEREL BP 128 11000 Carcassonne, ou CEREL BP 49 11300 Limoux. Tél. (68) 31.50.14**

Tact

5 réfugiés italiens incarcérés !

Franco De Martis, Nuccia De Filippo, Giorgio Frao, Domenico Pastore, Francesco Maietta, ont été interpellés mercredi 12 décembre, soit deux jours après une première rafle visant " l'Internationale " : il semble que le numéro de téléphone de Franco et Nuccia était en possession de l'un de ces premiers arrêtés... Mercredi 12, les flics interviennent, sans commission rogatoire, cassent tout dans l'appartement, interpellent les occupants en les tirant par les cheveux et en les traînant par terre...

Très vite l'affaire est séparée de l'instruction sur Action Directe et c'est un juge de Bobigny qui en est saisi. Les flics découvrent dans l'appartement un faux passeport et quelques (vrais) passeports vierges... Ils sont inculpés vendredi 14 de faux et usage de faux documents administratifs, détention de faux et complicité.

Le risque pour ces camarades, ce n'est pas tellement ces inculpations-là, mais le fait qu'en étant en détention la magistrature italienne hésitera encore moins à demander leur extradition. C'est pourquoi un comité de défense se met en place à Paris et entend bien, si cela s'avère nécessaire, faire de la lutte autour de ces cas une riposte à la hauteur de l'enjeu. Certains des camarades incarcérés, présents en France depuis longtemps, connaissaient beaucoup de militants français, de divers milieux.

CHEMINOTS DE REIMS

Depuis la rentrée il ne se passe plus rien au niveau action à Reims.

La morosité et le " train-train " syndical ont repris le dessus.

Seul changement, la CGT se fait plus radicale au niveau du discours dénonçant le gouvernement et la direction SNCF. Elle tente de faire croire que la décision de réduction des effectifs à la SNCF a été prise en juillet, après le départ des ministres communistes donc après le départ de Fiterman au ministère des transports.

Nouveau mensonge des staliniens puisque cette décision était déjà prise bien avant (voir CA de l'été) (12 000 emplois supprimés en 1984-85). Lors de la dernière grève de la fonction publique le 25 octobre, seulement une trentaine de grévistes sur un peu moins de 700 cheminots ; cette grève appelée par la CGT et FO n'a pas mobilisé car elle était considérée comme inefficace quant à la satisfaction des revendications et bidon puisque politicienne.

L'échec du dernier mouvement en Mai et la trahison des fédérations (toutes) font que les cheminots ne sont plus prêts à bouger.

Il va falloir tous s'y mettre, d'autant que deux autres italiens (Enrico Fedele et Gianni di Giuseppe) sont en taule depuis plus de six mois et risquent l'extradition d'un jour à l'autre.

Paris le 17.12.84

Vite fait sur le zinc

Bonjour l'ascenseur

Bonjour l'ascenseur sévit toujours. Il en est à son septième numéro. Au sommaire : six nouvelles, des poèmes, des dessins et une chronique BD très particulière.

Pris au numéro 13 F. (10F et 3 d'envois). Chèque à l'ordre d'A. Poirier **Bonjour l'ascenseur BP 22 94430 Chennevières**